SOCIALISME

OU BARBARIE

Revue théorique de l'organisation **Pouvoir Ouvrier**

PARAIT TRIMESTRIELLEMENT

SOMMAIRE

Jean-François LYOTARD : L'Algérie évacuée.

Claude MARTIN : La jeunesse étudiante.

Témoignages étudiants : La vie de l'étudiant (Richard DECHAMP). La situation de l'étudiant (Dionys GAUTIER).

Alain GÉRARD et Marc NOIRAUD : L'éducation sexuelle en U. R. S. S.

LE MONDE EN QUESTION

Les actualités : *La simplification de la vie politique en France. Fissures dans le bloc occidental. La crise cubaine. Le conflit sino-soviétique. Accélération et contradictions du dégel en U. R. S. S. Les crises dans les pays décolonisés.*

Les films : *Le Procès, Le Petit Soldat, Ciel Pur, Un Cœur gros comme ça.*

Volume VI (14e année)
Mars - Mai 1963

N° 34

SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les trois mois

22, rue Léopold-Bellan, PARIS-2e

Règlements au C.C.P. Paris 11 987-19

Comité de Rédaction :

Ph. GUILLAUME — F. LABORDE — D. MOTHE

Gérant : P. ROUSSEAU

Le numéro	3 F.
Abonnement un an (4 numéros)	10 F.
Abonnement de soutien	20 F.
Abonnement étranger	15 F.

Volumes déjà parus (I, nos 1-6, 608 pages ; II, nos 7-12, 464 pages ; III, nos 13-18 ; 472 pages : 3 F. le volume. IV, nos 19-24, 1 112 pages ; V, nos 25-30, 684 pages : 6 F. le volume). *La collection complète* des nos 1 à 30, 3 304 pages, 20 F. *Numéros séparés* : de 1 à 18, 0,75 F. le numéro : de 19 à 30, 1,50 F. le numéro.

L'insurrection hongroise (Déc. 56), brochure	1,00 F.
Comment lutter ? (Déc. 57), brochure	0,50 F.
Les grèves belges (Avril 1961), brochure	1,00 F.

Abonnement à *Pouvoir Ouvrier* (ronéotypé, mensuel) : un an (11 numéros), 2,50 F. (ou dix timbres à 0,25 F.). Abonnement de soutien : un an, 5,00 F. Versements à *Socialisme ou Barbarie*.

L'Algérie évacuée

Les lignes qui suivent n'ont pas pour objet de définir une politique révolutionnaire en Algérie. La question du sort de ce pays ne se pose plus et ne se pose pas encore de cette manière. *Plus,* parce que l'élan qui animait les masses au cours de la lutte nationale est maintenant brisé : il n'y a pas eu de révolution. *Pas encore,* parce que les problèmes qui assaillent les travailleurs et que la politique de la direction actuelle est incapable de résoudre, finiront par amener à maturité les conditions d'une nouvelle intervention des masses : la révolution reste à faire.

La tâche qui s'impose présentement est celle-ci : reprendre la lecture des événements qui ont marqué les premiers mois de l'indépendance, débrouiller leur sens, chasser les nuées de toutes sortes dans lesquelles la question algérienne reste enveloppée, aider le noyau révolutionnaire à voir clairement les possibilités que leur offrira et les limites que leur opposera la crise à venir.

Le tableau qu'offre l'Algérie après l'indépendance est, on le verra, remarquable par un fait : la vie politique est devenue étrangère à la population des villes et des campagnes. Cette attitude prend d'autant plus de relief que pendant les années de la lutte de libération la participation des paysans, des ouvriers, des étudiants, des femmes, des jeunes non seulement ne s'était jamais démentie, mais s'était étendue jusqu'à produire les manifestations de décembre 1960, et approfondie jusqu'à bouleverser les rapports sociaux traditionnels. L'indépendance a cassé cette immense effervescence. La politique a reflué dans les appareils ou ce qu'il en restait. Pendant que les factions luttaient pour le pouvoir, le fantôme du chômage et de la famine hantait déjà le peuple des campagnes et des villes.

Mais les questions les plus pressantes de la vie quotidienne ne furent pas posées lors des batailles que les cliques se livrèrent autour du pouvoir. Les dirigeants ignorèrent les problèmes des masses et les masses ne comprirent pas les problèmes des dirigeants. Ce fut seulement quand la question du travail et du pain se posa de manière urgente, avec les labours et la fin des congés, que la connexion fut

rétablie entre les préoccupations des uns et des autres. Du même coup commença d'être révélée, aux yeux des travailleurs comme aux siens propres, l'incohérence de la politique suivie par la direction benbelliste. La véritable question algérienne émergeait ; mais elle trouvait les masses impréparées, méfiantes (1).

I. — L'INDEPENDANCE DESENCHANTEE.

On attendait une révolution ; on eut un pays en panne. Dans le vide politique qui s'établit avec l'indépendance, la direction FLN explosait en morceaux. La joie d'une guerre finie, l'effervescence d'une libération s'étiolèrent. Les masses s'immobilisèrent. Quand elles intervinrent, ce fut pour faire comprendre aux dirigeants qu'elles avaient assez de leurs disputes.

Voilà la situation de l'été 1962 : le peuple des villes et des campagnes voulait être dirigé. Il n'y avait pas de dirigeant, parce qu'il n'y avait pas de direction.

L'appareil colonial se dissipe.

Ce que depuis plus de sept ans les paysans appelaient d'un nom : « la France », avait disparu, sous toutes ses formes visibles. Les fermes européennes désertées, les rideaux baissés sur les boutiques françaises, les patrons partis, les soldats consignés, les enseignants en vacances, les casseroles muettes et les bastions OAS abandonnés. C'était la grande séparation, après cent trente ans de concubinage. Les Français qui étaient encore là ne donnaient pas d'ordre ; ils attendaient, parfois collaboraient. Plus de maître à haïr pour ce peuple esclave.

Si la décolonisation faisait un tel choc, c'est que les deux adversaires qui pendant les derniers mois avaient occupé le devant de la scène l'évacuaient de conserve. Le gouvernement rapatriait pêle-mêle soldats du contingent, fonctionnaires suspects ou loyaux, légionnaires et parachutistes. L'OAS embarquait ses colonels et ses millions sur des barques de pêche et des avions de tourisme. A peine éveillé du songe raciste, le petit peuple européen faisait des queues de trois jours aux ports et aux aérodromes. Paris avait hâte de soustraire ses unités au climat de la guerre coloniale et d'insuffler aux cadres des raisons d'être moins archaïques que « casser du bicot » ou du chef d'Etat. Quant aux pieds-noirs, leur présence avait tellement pris, au moins dans certaines villes, la forme du

(1) Le lecteur aura une meilleure compréhension de notre point de vue en se reportant à deux articles qui ont été publiés dans les numéros 29 et 32 de cette revue : « Le contenu social de la lutte algérienne » (1959) et « En Algérie, une vague nouvelle » (printemps 61).

racket, du meurtre crapuleux, du lock-out, du refus de soigner et de ravitailler, du bouclage des arabes en ghettos, qu'ils pouvaient craindre le pire quand leurs victimes deviendraient leurs compatriotes.

Il n'était pas question que l'appareil colonial puisse, comme on l'avait vu ailleurs, participer à la construction du nouveau régime et que la passation des pouvoirs s'opère sans discontinuité. L'essai de coopération tenté par les fractions les plus conciliantes de la bourgeoisie européenne et de la direction nationaliste en les personnes de Chevallier et de Farès, resta sans suite immédiate. L'Exécutif provisoire fut en quelques jours réduit à rien : il n'avait dû son peu de pouvoir qu'à la coopération réticente de quelques fonctionnaires français.

A cet égard, l'indépendance signifiait en apparence l'échec de la bourgeoisie européenne, la seule qui existât dans le pays. Complètement disqualifiée par son incapacité à établir un compromis avec les nationalistes, elle se trouvait contrainte à présent d'évacuer l'administration locale, après l'avoir pendant des décades soustraite à tout autre influence que la sienne. Elle ne pouvait patronner le nouveau pouvoir. Cependant le sabotage systématique de l'indépendance lui laissait des cartes : la destruction des bâtiments publics et de l'équipement administratif, le retrait des techniciens, la fermeture des entreprises devaient mettre le nouveau régime à genoux. S'il voulait rendre vie au pays, alors qu'il garantisse l'ordre et la sécurité ; autrement dit : que les travailleurs se remettent au travail. La bourgeoisie pied-noir, vaincue en tant que soutien de l'OAS, ne l'était pas comme maîtresse de l'économie algérienne. Simplement son passé politique un peu chargé la contraignait à passer la main quelque temps. Elle se mit en congé.

L'appareil national se décompose.

On pouvait espérer ou craindre que la coquille que l'administration française venait d'abandonner serait le lendemain occupée sans changement par l'appareil nationaliste. La vacance du pouvoir montra au contraire que le FLN n'avait pu construire pendant la lutte de libération qu'un embryon d'Etat, et qu'aucune force organisée à l'échelle du pays n'était en mesure de l'administrer au pied levé. Ainsi se manifesta de nouveau la crise de l'Algérie coloniale : l'absence d'une classe dirigeante, la pusillanimité politique des leaders nationalistes, la mesquinerie des objectifs offerts aux masses et acceptés par elles alors même que l'intensité de leurs actions et leur initiative n'avaient cessé de croître pendant 7 ans — tous les traits d'un pays étouffé dans son développement.

Etouffé d'abord par la répression impitoyable que

l'organisation politico-administrative et l'ALN avaient eu à subir pendant des années. Sur le plan militaire, les unités réduites à des proportions squelettiques ressemblaient plus à des groupes de guerilleros qu'à des formations régulières. Dans les régions abandonnées par les troupes françaises, les maquis s'étaient dispersés ; dans les autres où au contraire la concentration adverse était d'autant plus importante, le combat était devenu trop inégal.

Pourtant pendant des années, avec une énergie exemplaire les masses n'avaient pas cessé de susciter en leur sein les militants et les combattants dont la résistance intérieure avait besoin. En 61-62 les maquisards n'étaient peut-être pas beaucoup plus nombreux ni mieux équipés que ceux de 55-56 ; mais entre temps le mouvement avait conquis l'Algérie entière, les journées de décembre 1960 avaient fourni la preuve que l'action insurrectionnelle de la minorité se muait en mouvement des masses. Aux maquis perdant de leur importance, n'affluait plus la jeunesse la plus combattive : des tâches d'organisation l'occupaient dans les villes et les villages.

Mais l'élan révolutionnaire qui s'exprimait dans cette mutation ne fut pas accumulé. D'abord la répression s'abattit encore plus lourdement. Les campagnes furent balayées par les commandos de chasse, les villes passées au peigne fin par la police et l'armée. Dans l'émigration en France, qui fournissait au mouvement nombre de ses cadres les plus formés, il y eut au cours des années 60-61 une véritable hécatombe. Le rythme de renouvellement des responsables s'éleva. Il est difficile de consolider une organisation si les permanents disparaissent au bout de quelques mois. L'appareil FLN devint aussi de plus en plus extérieur aux masses algériennes.

D'autre part la direction nationaliste avait réagi à l'effervescence de la population urbaine à la fin de 60, non en lui proposant un programme politique et social et des objectifs intermédiaires capables de l'orienter pratiquement, mais en l'invitant à se calmer. L'accession de Ben Khedda à la présidence du GPRA, en même temps qu'elle résultait de compromis entre les fractions du CNRA, montrait que le Front comptait plus sur la modération et le talent diplomatique des chefs que sur l'agitation des masses pour arracher l'indépendance. La politique reprenait ses droits, la guerilla et les manifestations ne servaient que d'arguments d'appoint dans la négociation. La crainte d'être débordée devint alors le souci majeur de la direction en exil. L'encadrement reçut mission d'obtenir calme et discipline. Quand les Algériens manifestèrent en 1961, ce fut enserrés dans un service d'ordre qui faisait la chaîne. Le seul rôle dévolu aux militants fut de contenir, non d'expliquer et de former.

Avec les négociations vinrent la trêve, le retour des paysans dégroupés et exilés. Les villages étaient dévastés, les terres hors d'état, les troupeaux décimés. Le problème d'avant la guerre, celui du travail, se posait, plus accablant encore, avant que la guerre fut finie : tout manquait sauf les bouches à nourrir. Dans les villes, la situation créée par les sabotages des ultras et la complicité des militaires était intenable : les vivres, les médicaments, les moyens de travail restaient sous la garde de l'OAS. Tenaillée par la faim, accablée par la misère, la population reflua. Elle se laissa convaincre que rien ne pouvait être fait, sous peine de tout perdre, avant le départ des Français. C'est à peine si des tendances à aller plus loin, à rouvrir et à remettre en route des entreprises abandonnées se manifestèrent ici et là dans les villes ; au nom du respect des accords d'Evian, elles furent vite réprimées. Quant aux paysans, pour la plupart analphabètes, sans tradition politique, ils tachèrent de se remettre au travail sans plus attendre, avec ou sans l'aide de l'ALN locale. Dans l'ensemble la consigne de respecter les biens des Européens fut appliquée.

Cependant les rapports entre la population et l'organisation s'étaient transformés. Les combattants, les militants n'incarnaient plus la protection et l'espoir dont le peuple des villes et des campagnes avait eu besoin pour résister. Ils n'étaient plus d'aucun secours en face du problème de la faim et du travail. Dans les grandes villes surtout, les travailleurs et les jeunes avaient conscience qu'ils avaient arraché eux-mêmes la victoire à l'impérialisme avec leurs cris, leurs drapeaux et leur masse désarmée, bien plus que l'ALN avec ses fusils. De surcroît la dégénérescence politique des cellules FLN et des sections de l'ALN se précipitait sous l'afflux des résistants de la dernière heure et des sans-travail. En quelques semaines ce qui avait incarné l'insurrection d'un peuple devenait le dépotoir d'une crise. La discipline et l'idéalisme révolutionnaire faisaient place à la morgue tracassière et au privilège. En même temps que leur importance diminuait dans la population, les chefs locaux étaient l'objet de sollicitations contraires émanant des fractions qui en quête du pouvoir glanaient un semblant de représentativité auprès de la résistance intérieure. Ils gagnèrent par en haut un supplément de l'autorité qui par en bas venait à leur manquer. Ce regain qu'ils devaient à la conjoncture au sommet, acheva de séparer les responsables et les civils. En quelques jours l'Algérie se couvrait de « baronies » autonomes et concurrentes, qui n'étaient plus que la lettre abandonnée par l'esprit de la révolution.

La base s'imagina encore pouvoir en appeler au sommet des abus des cadres intermédiaires. Mais quand le conflit éclata à la tête entre Ben Khedda et l'Etat-Major de

l'ALN, il devint clair pour tous que l'appareil construit pour lutter contre l'oppression française n'avait ni homogénéité doctrinale ni unité organique et qu'il ne pourrait jouer le rôle que la population attendait de lui : celui d'un guide dans la construction de la société nouvelle. Sous le terme pudique de « reconversion de l'organisation » dont on l'affublait dans les milieux dirigeants, le problème qui attendait sa solution au sortir de la guerre était celui, non seulement de la forme de l'Etat futur, mais de la nature sociale de l'Algérie indépendante. Le fait que ce problème ait été laissé en suspens pendant la lutte de libération motive largement le reflux des masses dans l'expectative, la sclérose galopante des appareils locaux, enfin la décomposition de la direction nationaliste elle-même.

Beaucoup de mots avaient été dits ici et là au sujet de la « révolution », destinés à flatter tantôt les paysans spoliés et tantôt les propriétaires, tantôt le capitalisme et tantôt les travailleurs, tantôt la tradition islamique et tantôt la culture moderne — de sorte que cette révolution était bourrée d'espoirs contraires. Mais cet éclectisme idéologique (2) exprimait fidèlement l'inconsistance sociale du mouvement national. La signification historique d'un tel mouvement coïncide en général avec les intérêts de la bourgeoisie locale. En Algérie la colonisation directe avait bloqué le développement économique et l'expression politique de cette classe, au point qu'elle n'avait pu ni collaborer avec l'administration et la bourgeoisie françaises, ni prendre la tête de la lutte de libération en lui indiquant des objectifs conformes à ses intérêts. Rejetée de la voie conciliatrice, elle s'était ralliée à l'insurrection. Dans les bureaux de Tunis les sages dirigeants de l'UDMA ou les Centralistes du MTLD côtoyèrent les plébéiens imbus de populisme qui venaient de la paysannerie ou de la petite bourgeoisie pauvre, les ouvriers transfuges du PCA, les Ulemas. L'indépendance était le plus grand dénominateur commun aux classes et aux tendances qui composaient cet amalgame parce que le paysan exproprié par les colons et les sociétés françaises, l'ouvrier exploité par un patron français, le boutiquier ruiné par les entreprises commerciales françaises, l'intellectuel brimé par l'Université et la culture françaises pouvaient s'y retrouver.

Le poids de la colonisation avait comprimé la configuration de classe de l'Algérie jusqu'à la rendre méconnaissable. Le bloc où fusionnaient des classes néanmoins antagoniques ne pouvait donner expression à leurs intérêts respectifs. Il lui était interdit sous peine d'éclater de prendre en considération les problèmes réels de l'Algérie

(2) Dont on aura une image frappante en lisant *La révolution algérienne par les textes*, Paris 1961 (documents présentés par A. Mandouze).

et d'y répondre. L'appareil lui-même ne put développer ni sa doctrine ni son organisation indépendamment des classes dont il était composé : les conditions d'un développement bureaucratique n'existaient pas. Le PCA avait été trop lié, par sa composition comme par ses positions, à la présence française pour pouvoir marquer de l'empreinte stalinienne le mouvement nationaliste. La politique mondiale du Khroutchevisme ne s'y prêtait pas davantage. Enfin même si elle n'avait pu revendiquer en son nom propre l'indépendance du pays à cause de son faible développement, la bourgeoisie algérienne n'avait pas été pour autant éliminée de la scène après une expérience malheureuse. Le FLN ne se dressait pas contre un Tchang Kaï Chek algérien, qui n'existait pas. Il affrontait directement l'impérialisme. De cette situation résultaient des conditions qui favorisaient les éléments bourgeois du Front : une victoire militaire était impossible ; un accord de compromis avec Paris était inévitable ; la modération de politiciens comme Farès ou Abbas serait de nature à rassurer les intérêts français en Algérie. En somme le compromis entre le nationalisme et l'impérialisme pouvait encore donner naissance à une authentique bourgeoisie nationale : elle recevrait d'une main l'héritage patriotique et de l'autre les capitaux. Pour des raisons politiques évidentes, l'opération ne pourrait s'effectuer ni à brève échéance ni ouvertement. Il convenait de retarder le moment où seraient pris les engagements irréversibles touchant la nature de la société après l'indépendance. En attendant, l'opportunisme s'imposait (3).

Ainsi pendant des années aucun programme plus précis que celui de la Soummam ne fut élaboré, et le compromis d'Evian fut discuté sans autre principe que l'unité nationale et l'intégrité du territoire. Paris obtint toute satisfaction sur le seul point qui fût essentiel pour lui : le sort du capital investi en Algérie.

Les masses dans l'expectative.

L'indépendance ne donna pas le signal d'une nouvelle activité des masses. Ayant sacrifié leur dernier mouton au drapeau vert et blanc, celles-ci restèrent au contraire dans l'expectative. Mais au cours de la crise leur refus d'intervenir changea de sens. Les dirigeants qui rentraient d'exil furent d'abord partout acclamés avec la même ferveur, sans distinction de tendances. Quand ils en vinrent aux coups,

(3) « On peut dire grossièrement qu'à partir d'août 1956, le FLN a cessé d'être un organisme unitaire, et est devenu une coalition, un « Front » précisément ; les anciens du MTLD et de l'UDMA, les Ulémas pénètrent alors dans les organismes dirigeants sans vraiment renoncer à leur individualité. C'est à partir de 1956 que le « Front » actuel, ce magma, se constitue » (Interview de M. Boudiaf, *Le Monde*, 2 novembre 1962).

on vit même les villageois s'asseoir par familles entières entre les « lignes », opposant leur pacifique présence à la guerre des cliques. La volonté d'union résistait aux ruptures du sommet. Saturée de violence, la population refusait de s'engager dans une lutte dont elle ne comprenait pas le sens. Cette naïveté non dépourvue de grandeur en imposa. En haut on se mit à craindre que la base perde confiance. Mais la crise se prolongeant, la perspective d'une remise en marche de l'économie s'éloignant, le chômage, l'insécurité, la faim s'aggravant, cette patience se fit impatiente. Dans beaucoup de régions les cadres réussirent ce tour de force de faire détester leur domination autant que celle des troupes de répression. Quand elle devint l'instrument avec lequel les tard-venus à l'ANP se firent attribuer appartements, voitures et autres privilèges, la mitraillette du djoundi se déconsidéra. On voulait la paix, du pain, du travail. Entre les conflits qui opposaient les dirigeants les uns aux autres et ces objectifs simples, on ne voyait aucun rapport ; on apercevait très bien en revanche la relation de ces luttes avec le carriérisme et le favoritisme.

Les bons sentiments et les mauvais furent flattés en vrac par toutes les cliques, en vue de se constituer des appuis. Aux postes abandonnés par les Français, chacun des groupes plaçait ses créatures, sans souci de la compétence. Une immense gabegie envahissait les rouages de ce qui restait de l'Etat. Les opportunistes se faufilaient aux commandes. Les accusations de complicité avec l'impérialisme ,de contre-révolution, d'ambition, volaient en tous sens par-dessus la tête des Algériens, qui n'en revenaient pas. Les violences verbales, et parfois plus, privées de tout substrat politique, après avoir étonné, exaspérèrent. « S'ils sont ce qu'ils disent, qu'ils s'en aillent tous ». A Alger la minorité la plus consciente finit par manifester, à la barbe de toutes les autorités contraires, aux cris de « Il y en a marre » (Baraket). L'enthousiasme de la libération tombait. Aux meetings bondés et bruyants des premiers jours, succédèrent des réunions apprêtées ; on dénombrait les assistants pour savoir si l'on faisait mieux que l'adversaire. La population devenait une clientèle, la politique une mise en scène. Quand la troupe se fût enfin mise d'accord sur la manière de consulter le public, celui-ci, à qui par dérision on mit entre les mains des banderolles portant l'inscription « Vive le peuple ! », était trop occupé à survivre pour s'honorer qu'on le consulte. Il désigna les représentants qu'on lui désignait. Abbas en proclamant la République démocratique et populaire versa la larme d'une ambition longtemps frustrée. Il y avait deux millions de chômeurs.

C'est « dans l'indifférence totale des masses, lesquelles avaient des préoccupations d'un autre ordre » (4) que la

(4) Interview de M. Boudiaf, *Le Monde*, 7 septembre 1962.

question du pouvoir fut tranchée. Le fait essentiel, celui qui domine tous les événements survenus en Algérie depuis l'indépendance est celui-là. A l'effervescence qui soulevait toutes les couches populaires pendant les dernières années de la lutte de libération, succède la léthargie. Les actions autonomes se comptent : ce sont quelques occupations de biens vacants, quelques manifestations dont la spontanéité est difficile à dégager des intérêts des cliques ; de surcroît elles ont toujours un caractère limité : refus d'intervenir dans les conflits du sommet, protestations contre le chômage, l'absence d'épuration, l'abandon des anciens résistants, des victimes de la répression.

L'épuisement qui résulte des années de guerre et de répression, l'éclatement de l'organisation nationaliste, l'effondrement économique sont autant de motifs qui paraissent faire assez comprendre le reflux des masses. Ils restent pourtant circonstanciels, certains d'entre eux, la désagrégation des organismes de lutte en particulier, doivent même plutôt être tenus pour des signes de ce reflux que pour leurs conditions.

Le caractère composite de ce qu'on a nommé les masses est un élément moins conjoncturel. Il y a les paysans, les ouvriers, la classe moyenne, à travers lesquels passent le conflit des générations, l'adhésion plus ou moins forte à la culture traditionnelle, la nature des besoins, la langue. L'écrasante majorité du peuple algérien est paysanne. Mais qu'est-ce que cette paysannerie ?

Le paysan sans terre saisonnier ou occasionnel, ou le fellah (propriétaire) moyen ? L'ouvrier agricole ou le fermier ? Quelle communauté d'intérêts rassemble le petit fermier des plaines côtières et le salarié des grands domaines du Sétifois ? De quelle exploitation commune les cueilleurs de raisin à la journée et le petit polyculteur kabyle peuvent-ils partager l'expérience ? La géographie et l'histoire passée, la colonisation enfin ont pulvérisé la société rurale algérenne en des secteurs entre lesquels tout, depuis les pratiques culturales jusqu'aux institutions et même à la langue, diffère. Sur cet habit d'arlequin qu'est le bled, se plaquent encore les antagonismes de classe, plus ou moins différenciés selon l'importance de la pénétration capitaliste à la campagne (elle domine dans les plaines de colonisation), la persistance d'une féodalité algérienne (comme dans les hautes plaines du Constantinois ou de l'Oranais), la survivance de communautés tribales ou villageoises (en Kabylie dans les Aurès (5).

---

(5) Voir R. Gendarme, *L'économie de l'Algérie*, Paris 1959, pp. 189-237 ; P. Bourdieu, *Sociologie de l'Algérie*, Paris 1958, passim. Dans la 1re édition de son livre, ce dernier soulignait surtout les différences culturelles antérieures à la colonisation, notamment la négligence pour les tâches agricoles que les régions arabophones auraient hérité de leurs ancêtres nomades. Il écrivait par exemple

Contrairement à ce qui s'est produit dans beaucoup de pays d'Afrique noire, la colonisation n'a pas partout laissé intactes les communautés traditionnelles, dont au demeurant les structures et les institutions sont loin d'être homogènes dans tout l'espace algérien. Mais d'un autre côté le capitalisme agraire n'a pas, comme à Cuba, soumis tous les travailleurs ruraux à une exploitation uniforme et créé un prolétariat agricole auquel les conditions de vie et de travail donneraient une unité et dont le poids social serait déterminant.

La dispersion des paysans, de la société tout entière avait trouvé sa riposte dans la lutte de libération. Le sentiment national, nourri d'humiliations et de colère, avait poussé chaque algérien à construire, non seulement pour les autres, mais pour lui-même, pour chacune de ses conduites quotidiennes, un modèle de la société, un modèle de l'homme algérien qui s'opposait à celui de la colonisation. La répression a échoué parce qu'il y avait dans la conscience du peuple une alternative à la répression : l'indépendance. L'effervescence, la participation à la lutte, les manifestations, la pression jamais démentie que toutes les couches sociales exercèrent contre l'oppression française furent les signes que cette image d'elles-mêmes ne pouvait plus être arrachée de l'esprit et de la vie des masses. C'était là leur unité. Tout ce qu'il pouvait y avoir d'invention, de courage dans les individus, d'institutions utilisables dans les communautés traditionnelles et dans la société coloniale elle-même, fut mise au service de cette image. L'insurrection, qui ne pouvait remporter aucune victoire militaire, avait eu ce succès mille fois plus décisif de permettre à tous les individus de s'accepter, comme jeune ou comme vieux, comme homme ou comme femme, comme paysan ou comme ouvrier, comme kabyle ou comme arabe. Par la brèche que la lutte armée avait ouverte dans le mur du ghetto où la colonisation l'enfermait, toute l'Algérie s'évadait. A l'image du bicot, l'insurrection opposait celle du djounoud, que la population répercutait, complétait, enrichissait, sublimait sans fin. La lutte agissait comme une thérapeutique, elle délivrait l'Algérien de l'image de lui-même que le Français avait introduite dans sa vie. Il y eut beaucoup de signes que ce que les Algériens cherchaient à détruire, c'était moins les Français eux-mêmes, que les bicots que les Français avaient fait d'eux. L'indépendance poursuivie consistait à se délivrer du cauchemar

(p. 77) : « Ce type d'économie (des pays arabophones), où le faire-valoir direct est rare et dédaigné, où ceux qui possèdent quelque fortune délaissent le travail pour goûter les raffinements de la vie de société, où par suite les tâches agricoles supposent toujours la coopération de deux personnages, le propriétaire et le khammès, diffère profondément de celui que l'on observe dans les pays berbères ».

colonial. Elle ne pouvait pas être plus intense que pendant la lutte alors que les masses brisaient et piétinaient leur propre caricature.

Quand l'autre indépendance, politique, fut obtenue, le ciment qui tenait ensemble tous les morceaux de la société se désagrège. Ce qui unifiait toutes les vies se perd comme un oued dans le sable. Il n'y a plus de bicot à tuer ; il y a des Algériens à faire vivre. Chaque catégorie regagne sa place dans la société, chaque individu essaie de réintégrer son alvéole sociale. Le problème de faire vivre les Algériens est conçu et résolu en termes d'individu ou de petite collectivité, village, famille, quartier. Aucune conscience n'arrive à embrasser la société tout entière, à poser la question que la société est pour elle-même. Le chômeur veut du travail, la femme du pain pour son fils, le combattant l'honneur d'avoir combattu, l'étudiant des livres et des professeurs, l'ouvrier son salaire, le paysan des semences, le commerçant la reprise. Personne, aucun groupe politique, aucune classe sociale ne parvient à construire et à propager une nouvelle image de l'Algérie que l'Algérie pourrait vouloir comme elle a voulu l'indépendance. Il était sans doute vain d'attendre que les paysans puissent prendre l'initiative d'un tel rebondissement, nous y reviendrons plus loin. Pour sa part la bourgeoisie n'a pas la consistance économique, sociale, politique, idéologique nécessaire pour empoigner le problème social dans son ensemble et lui imposer ses solutions avec l'assentiment ou l'acceptation de larges couches populaires. Le prolétariat, même s'il est relativement important dans ce pays sous-développé, n'est pas parvenu à prendre conscience de l'exploitation comme du fait fondamental pour lui-même et pour la société tout entière, ni à isoler les objectifs qui lui sont propres de ceux des autres classes.

Cette incapacité des ouvriers à construire une organisation politique et une idéologie autonomes est une autre face de l'effervescence qui a marqué les années de la guerre. Elle est le signe que le problème posé dans l'Algérie coloniale n'était pas celui du socialisme défini comme mouvement vers la société sans classe. Si toutes les couches sociales, toutes les catégories économiques, toutes les communautés de langue et de culture ont pu être mêlées dans le creuset de la lutte de libération, c'est justement que l'alternative n'était pas : prolétaire ou libre, mais on l'a dit : bicot ou algérien. L'ouvrier algérien a participé à la guerre, il lui a payé le tribut qui lui revenait comme partie de l'Algérie insurgée, il n'a jamais eu conscience que sa classe portait avec elle la réponse à tous les problèmes de la société après l'indépendance. Et sans doute n'avait-il pas tort : le problème du développement dans le monde de 1962 n'est pas le problème du socialisme. L'absence ou la fragilité de la conscience prolétarienne peut bien être

imputée au terrorisme que la direction frontiste dirige dès 56 contre le MNA et l'USTA, brisant la communauté ouvrière émigrée, ou plus loin encore, en 1936, à la rupture du PCF avec l'organisation messaliste. Tous ces faits illustrent la faiblesse politique et idéologique du prolétariat algérien plutôt qu'ils ne l'expliquent. La vérité est que les Algériens pouvaient résoudre le problème qu'ils se posaient : être des Algériens, mais les travailleurs ne parvenaient pas à poser celui qu'ils ne pouvaient résoudre : mettre fin à l'exploitation.

Les masses quittèrent la scène en même temps que la « politique » y entrait. Un groupe d'hommes, empruntant à la passion de l'indépendance un peu de sa force récente, essaya d'édifier *pour* les Algériens — à leur intention, mais à leur place — les buts et les moyens capables de les rassembler de nouveau. Mais quand il manque les masses à la construction de la société, ce qui s'édifie péniblement est seulement un simulacre d'Etat.

II. — EDIFICATION DE L'ETAT.

Un programme, une armée.

En sortant de prison, Ben Bella avait jeté sur la table de Tripoli un projet de programme. Son préambule constatait que « la portée révolutionnaire de la lutte nationale est perçue et ressentie dans sa nouveauté et son originalité par les masses populaires plus que par les cadres et les organismes dirigeants » et que « le FLN ignore les profondes potentialités révolutionnaires du peuple des campagnes » (6). Il dénonçait « l'indigence idéologique du FLN », il critiquait l'apparition, dans l'appareil frontiste, d'une double tendance : à constituer « des féodalités politiques, des chefferies et des clientèles partisanes » ; à développer un esprit « petit bourgeois », caractérisé par « les habitudes faciles venues des anciens partis à clientèle urbaine, la fuite devant la réalité en l'absence de toute

(6) Le programme de Tripoli a été édité par le PCI, avec une préface datée du 22 septembre 1962 et un commentaire de M. Pablo « Impressions et problèmes de la révolution algérienne ». Une autre édition du programme a été publiée presque en même temps par la « tendance révolutionnaire du PCF », avec une préface signée Le Communiste et datée du 1er octobre 1962. Le texte même est identique dans les deux éditions. Le contenu de la préface de l'édition PCI tient dans cette phrase : « La Révolution algérienne dispose dès maintenant d'un programme, celui adopté unanimement à Tripoli, qui, s'il est appliqué, fera de l'Algérie une société appartenant aux masses paysannes et ouvrières algériennes, et de l'Etat algérien un Etat ouvrier construisant une société socialiste ». Le contenu de la préface du Communiste tient dans celle-ci : « Le Bureau Politique du FLN et l'Etat-major de l'ALN (..) représentent, qu'on le veuille ou non, les forces les plus révolutionnaires et aussi les plus conséquentes, les plus stables dans leur volonté anti-colonialiste ».

formation révolutionnaire, la recherche individualiste des situations stables, du profit et des satisfactions dérisoires d'amour-propre, les préjugés que beaucoup nourrissent à l'égard des paysans et des militants obscurs ». Il imputait enfin la carence idéologique du Front national au « décalage qui s'est produit entre la direction et les masses », consécutif à l'exil de celle-là.

C'était dire que le FLN, coupé des masses, sans doctrine, alourdi par les opportunistes, menacé de dislocation, était incapable de remplir son rôle dans l'Algérie indépendante. Pour redresser cette situation, Ben Bella en appelait aux militants de base contre les « barons » et les opportunistes, aux paysans contre les messieurs. L'orientation populiste s'affirmait dans la suite : « La bourgeoisie elle-même devra subordonner ses intérêts à la nécessité de la révolution (...) La culture algérienne combattra le cosmopolitisme culturel et l'imprégnation occidentale (...) L'Islam doit être débarrassé de toutes les excroissances et superstitions qui l'ont étouffé et altéré (...) Dans le contexte algérien, la révolution démocratique et populaire est d'abord une révolution agraire ». Le programme économique et social posait en principe que « les terres (sont) à ceux qui les travaillent », annonçait la redistribution gratuite des terres que la réduction des propriétés à leurs dimensions optima dégagerait, l'annulation des dettes des paysans, la formation de coopératives de producteurs ruraux, la constitution de fermes d'Etat. Le problème de l'industrialisation était posé en fonction des besoins de l'agriculture : à court terme « perfectionnement de l'artisanat et installation de petites industries locales ou régionales pour exploiter sur place les matières premières de caractère agricole » ; à plus longue échéance « implantation des industries de base nécessaires à une agriculture moderne ».

Le CNRA adopta unanimement ce programme. Cela ne coûtait pas cher, et personne n'avait envie, en faisant opposition, de paraître défendre les « féodaux » et les « petits bourgeois » qu'il mettait en accusation. Mais quand il fallut organiser l'instrument politique chargé de l'appliquer, le conflit éclata. En déposant son projet, Ben Bella se désignait comme candidat à la direction politique du parti et de l'Etat, il exigeait qu'on en finisse avec la coalition sans principe et l'esprit de « front », dont Ben Khedda était l'incarnation. Le nationalisme était au bout de son rouleau. Les masses attendaient autre chose. Très précisément : le contenu de la « révolution ». Il était grand temps qu'à l'idéologie de compromis ou plutôt au néant idéologique succède la définition des tâches de l'Algérie indépendante et des instruments d'exécution de ces tâches. Le mouvement centrifuge qui avait commencé à se dessiner dans le pays exigeait que la direction politique réduise sans délai les hobereaux politiques et militaires et établisse

un pouvoir fortement centralisé qui maintiendrait la cohésion nationale. Il fallait aussi stériliser les germes d'esprit « petit bourgeois » qui s'étaient logés dans les habitudes des militants eux-mêmes, depuis que le cessez-le-feu avait détendu les énergies, reconstruire une nouvelle discipline à la place de celle des maquis et des réseaux désormais sans emploi. Pour montrer enfin qu'on tenait les accords d'Evian non pour le carcan que l'impérialisme avait passé au cou du futur gouvernement algérien, mais pour le point de départ de négociations ultérieures qu'une réforme agraire sérieuse rendrait inévitables, il importait d'écarter l'équipe dirigeante qui avait négocié le compromis avec Paris et s'était engagée à le faire respecter.

La seule arme dont Ben Bella pouvait disposer pour mettre à exécution ce programme, était l'ALN des frontières. Il était allé s'assurer de cette force décisive et de son Etat-Major dès sa libération. Il avait trouvé l'outil de ses rêves : une troupe disciplinée, équipée et entraînée comme une armée de métier, des soldats sans emploi qui brûlaient de montrer leur valeur, des cadres survoltés par la lecture de Fanon et résolus à stopper un développement national-bourgeois (7). Boumedienne, pratiquement maître du chemin d'Alger, eut des réticences à épouser une cause qui lui paraissait suspecte. Sa destitution par le GPRA, à la veille de l'indépendance, le poussa dans le parti benbelliste sans désarmer sa méfiance.

A Tripoli les signataires d'Evian tentèrent de faire opposition à l'ascension de Ben Bella et regagnèrent Tunis sans accepter l'autorité de la nouvelle direction, le Bureau Politique. Le seul atout des Benkheddistes était la représentativité que le gouvernement provisoire avait acquise aux yeux de l'opinion internationale et même algérienne en conduisant à bien les négociations pour le cessez-le-feu et l'autodétermination. Quelle que soit son indiscipline comme militant, le président de ce gouvernement était intouchable jusqu'au 1er juillet. Il entendit le rester après, en distituant l'Etat-Major et en précipitant la rentrée du GPRA à Alger. Le jeu était clair : mettre l'armée française entre l'ALN et le pouvoir, placer les « populistes » dans l'illégalité, se faire plébisciter sur le tas.

---

(7) « Les régimes cubain et chinois sont justement ceux auxquels nous portons le plus grand intérêt (...) Conquérir le drapeau, c'est certes une victoire, mais le drapeau sans que le colonialisme se perpétue, car il serait alors le signe d'une défaite (...) Notre rôle sera donc de réaliser une véritable indépendance, et de faire en sorte qu'elle ait pour le peuple un sens précis : la fin de la misère (...) Nous n'accepterons pas qu'en Algérie comme partout ailleurs se crée cette nouvelle classe qui a beau jeu d'appeler le peuple à un régime d'austérité, alors qu'elle-même vit dans une aisance toujours plus grande. Si certains croient pouvoir « exploiter » l'indépendance, qu'ils se détrompent ». Interview des officiers de l'ALN à Ghardimaou, *Le Monde*, 3 mai 1962.

En revanche le contenu politique de la tendance restait obscur. Elle exprimait bien sûr les intérêts de l'équipe du compromis d'Evian. En tant que telle, on pouvait supposer qu'elle chercherait une réponse aux problèmes de l'Algérie indépendante dans le sens d'une coopération étroite avec Paris et avec la bourgeoisie pied-noir. Cependant on trouvait aux côtés de Ben Khedda des hommes classés « à gauche » comme Boudiaf, tandis que des conciliateurs notoires comme Abbas et Francis passaient dans l'opposition. La vérité est qu'en l'absence d'une forte pression des masses, dans le vide idéologique et la carence organisationnelle, la lutte pour le pouvoir fait pour un moment feu de tout bois. On le vit bientôt.

Les acclamations des foules qu'on savait prêtes à accueillir pareillement l'adversaire dès qu'il se présenterait, ne pouvaient tenir lieu de moyen politique. Il fallait que la fraction trouve un soutien plus substantiel dans le pays, qu'elle capte ce qu'il y avait de force organisée dans l'Algérie intérieure. On sollicita donc les willayas. On flatta l'esprit de la résistance intérieure, on présenta Boumedienne comme un officier putschiste, sa collusion avec Ben Bella comme un complot contre le peuple, on détourna la lassitude que les Algériens éprouvaient à l'endroit du militarisme en général contre celui que l'on prêtait à l'Etat-Major des frontières, on fit comprendre aux officiers des willayas qu'il y allait de leur carrière. Les combattants kabyles, les seuls qui eussent remporté une sorte de victoire militaire sur le terrain, acceptaient mal d'être placés sous la tutelle de l'armée extérieure : Krim les entraîna dans l'opposition à l'Etat-Major. On chercha même des appuis du côté de la Fédération de France, de l'UGTA, dont les traditions ouvrières, la teinture marxiste, l'esprit prolétarien faisaient mauvais ménage avec le populisme. Ce qui restait de l'administration française inclinait enfin à préférer les négociateurs d'Evian à des dirigeants politiques ou militaires qu'on pouvait soupçonner de vouloir reconsidérer le compromis.

L'opposition à Ben Bella n'avait, on le voit, aucune unité. Les forces qu'elle cherchait à associer ne pouvaient que se contrarier : masses populaires et cliques des willayas, travailleurs algériens et représentants de l'impérialisme. Leur coalition aggrava la confusion. On ne savait plus où était le peuple, où les travailleurs, où les conciliateurs et où les enragés...

Le parti adverse, qui s'étendait d'Abbas à Boumedienne, était à peine moins hétéroclite, mais il avait un semblant de programme et, surtout, l'armée régulière. En deux épisodes, marqués l'un par le grignotage des positions périphériques du GPRA dans le pays et la disparition de ce dernier comme tête politique, l'autre par l'affrontement des troupes de Boumedienne et des willayas les plus

rétives, le Bureau Politique finit par émerger à Alger comme le noyau du nouveau pouvoir. Il chercha à se légitimer au plus vite aux yeux de l'opposition et de l'opinion extérieure en faisant élire une Chambre qui l'élut à son tour. Khider entreprit de constituer aussitôt les cellules du Parti dont la tâche devait être d'encadrer et de pousser les masses dans la voie définie par le programme de Tripoli ; les délégations spéciales que l'Exécutif provisoire avait installées en province furent dissoutes ; on fit élire par la population des Comités de vigilance, que contrôlaient les hommes du Bureau Politique, en attendant leur transformation en cellules du Parti. Le retour à l'ordre et à la sécurité donna l'occasion au Bureau Politique de réprimer en même temps que les droits communs relâchés par l'amnistie et les profiteurs, les cadres les plus turbulents des willayas naguère hostiles et les travailleurs qui s'étaient, ici ou là, emparés des moyens de travailler.

L'Etat et les bourgeois.

A la fin de l'été 1962, un appareil politique et étatique commence donc à se cristalliser. Quelle est sa signification ? L'Etat de Ben Bella est suspendu dans le vide, il cherche son assise sociale. Il ne peut la trouver ni dans une bourgeoisie dotée de traditions politiques et de compétence économique, technique, sociale, ni dans une bureaucratie capable de suppléer par la cohésion idéologique, la discipline de parti, la ferveur, à sa propre incompétence de classe dirigeante. C'est pour cette raison que la reconstruction de la société a commencé à l'envers, par la construction de l'Etat à partir de son sommet. La tâche que rencontre à présent cet Etat est de créer ses « cadres », c'est-à-dire la classe dirigeante sur laquelle il s'appuiera et dont il sera l'expression.

La bureaucratie politico-militaire qui a conduit la guerre de libération s'est éparpillée, on a dit comment et pourquoi, le lendemain de l'indépendance. La seule bourgeoisie au sens strict, décisif, c'est-à-dire disposant des moyens de production, qui est européenne, est politiquement éliminée, en même temps que l'aile la plus droitière du mouvement nationaliste. L'offensive lancée dès mars 1962 sur le terrain politique par Chevallier et Farès a échoué : elle heurtait de front le sentiment nationaliste. La fraction du GPRA signataire des accords d'Evian pouvait se prêter à une deuxième et plus habile tentative de réintégration de la bourgeoisie pied-noir à la nation algérienne. Mais cette fois l'offensive, au demeurant pas très élaborée, en raison du désarroi de la colonie française et de sa méfiance quant à l'avenir du Ben Kheddisme, n'a pas le temps de se développer : les benbellistes contre-attaquent et l'emportent. Est-ce la fin de toute perspective bourgeoise ?

La bourgeoisie européenne avait commencé à se retirer d'Algérie avant le 1er juillet, et même avant la signature des accords d'Evian. Pendant l'été le mouvement de retraite s'accentue. Il signifie sa disparition comme force politique. Mais les biens dont elle dispose ne sont pas purement et simplement abandonnés. Pendant les dernières années de la guerre, des fermiers ou des gérants algériens profitant de l'éloignement des propriétaires et de l'absence de contrôle empochent les revenus fonciers ; des terres, des immeubles, de petites entreprises sont rachetées par la faible classe moyenne algérienne. La spéculation lui permet d'arrondir son magot assez rapidement. Le volume des transactions monte en flèche quand les négociations finales sont engagées et qu'il devient évident que Paris est résolu à reconnaître l'indépendance. A partir de mars, l'affolement des pieds-noirs donne occasion aux paysans et aux commerçants les plus riches de se faire céder dans des conditions avantageuses, en pleine propriété, en gérance ou en location, des exploitations et des entreprises européennes. On spécule sur n'importe quoi ; la crise économique qui double la crise politique s'y prête. Quand à l'automne il faudra mettre les terres en labour, on s'apercevra que le transfert des exploitations agricoles à des Algériens a revêtu une certaine importance ; de même pour les logements. Pendant qu'on se bat pour le pouvoir politique, la bourgeoisie algérienne s'engraisse.

Les administrateurs installés par l'Exécutif provisoire ont protégé cette opération en même temps qu'ils y ont pris leur part. Les préfets, les sous-préfets, les chefs de cabinet, les inspecteurs, les membres des délégations spéciales, venus de l'administration française ou de l'appareil FLN se sont fait payer leur complaisance. La disparition de tout contrôle central en même temps que l'inactivité des masses rendaient la chose aisée. A l'enrichissement des notables et des hommes d'affaires faisait pendant la corruption des fonctionnaires d'autorité. On sabota l'épuration, on favorisa l'invasion des administrations par les petits copains. La nouvelle bourgeoisie proliférait dans le giron de l'Etat.

Elle n'avait aucune force sociale réelle, aucune idéologie, aucune perspective politique ; elle n'était rien de plus que l'association des détrousseurs et des affameurs de l'Algérie naissante. Mais elle pouvait trouver alliance du côté de son protecteur naturel, le capitalisme français. L'ordonnance prise par l'Exécutif provisoire le 24 août 1962 prévoyait la réquisition par les préfets des entreprises abandonnées, la nomination par la même autorité d'administrateurs-gérants « choisis parmi les hommes de l'art » qui devaient prendre la place et les fonctions des patrons absents, enfin la restitution des entreprises et des bénéfices aux propriétaires dès que ceux-ci manifesteraient le désir

de reprendre leur activité. Mesures à double entrée : les Européens se voyaient conserver tous leurs droits, ce que le capitalisme français ne pouvait observer que d'un bon œil ; en attendant, l'usufruit passait sous contrôle des préfets et des « hommes de l'art » algériens, c'est-à-dire de la nouvelle bourgeoisie. C'était l'espoir d'une collaboration économique des nouveaux riches avec l'impérialisme. Ainsi ce dernier trouvait dans les milieux de la spéculation de l'administration une nouvelle tête de pont dans le pays. La vénalité, introduite jusque dans les instruments du pouvoir, n'est pas un piètre allié quand il s'agit seulement de désarmer celui-ci.

Quand Ben Bella s'installe à Alger, l'embryon d'Etat dont il prend la direction est le point de cristallisation des parasites : c'est une situation classique dans les nouveaux pays indépendants. Il n'a pas le choix : il lui faut gouverner avec cet appareil pourri ou renoncer. Des compromis sont inévitables avec les éléments de la moyenne et de la petite bourgeoisie que l'exode des Européens a enrichis en quelques mois et avec leurs protecteurs en place dans les administrations. La question la plus urgente, celle des terres et des biens évacués par la bourgeoisie pied-noir et repris par les nouveaux riches, va rester pendante quelque temps. Les acquéreurs parviendront-ils à faire légitimer les transactions du printemps et de l'été, ou bien le gouvernement va-t-il se retourner contre eux ? A travers cette question, qui domine la fin de l'été (août-septembre 1962), c'est celle du contenu social du nouvel Etat qui est posée.

La bourgeoisie peut trouver en tout cas dans le programme de Tripoli de quoi apaiser certaines de ses inquiétudes. Il y est dit que la terre, mais non pas les moyens de production, doit appartenir à ceux qui la travaillent : cela élimine suffisamment la perspective d'une collectivisation des entreprises industrielles, et n'exclut pas la moyenne propriété rurale, exploitée en faire-valoir direct. Le silence dont ce programme entoure les problèmes ouvriers, la prudence des références au prolétariat sont également rassurants. Aucune déclaration de Ben Bella ne vient les contredire. Même à la journaliste de l'*Unita* objectant que l'avant-garde révolutionnaire ne peut être que le prolétariat industriel, le président de la République démocratique et populaire refuse les quelques phrases dont elle était prête à se contenter : après tout, dit-il, « dans les pays hautement industrialisés de puissantes masses ouvrières n'ont pu imposer des transformations révolutionnaires » (8). L'activité du Bureau Politique à l'endroit des travailleurs ne parle pas moins que ses silences : il repousse brutalement les offres de l'UGTA, il déconsidère publiquement la Fédération de France, composée essentiellement

(8) L'*Unita*, 13 août 1962.

de prolétaires, il décourage — sans oser les briser — les tentatives faites par certains dirigeants locaux du syndicat des ouvriers agricoles pour organiser la gestion des entreprises abandonnées (9), il refuse les crédits au comité des travailleurs qui avait pris en main une entreprise de métallurgie à Alger (10). Au contraire le pouvoir ne cesse de prier les propriétaires de rouvrir les entreprises et les domaines, il retarde l'application du décret pris par l'Exécutif sur sa demande qui fixe au 8 octobre le délai au-delà duquel la réquisition de ces biens pourra être prononcée ; à Arzew, Ben Bella enchante les représentants des groupes financiers et des firmes industrielles venus de France, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis : « On ne bâtit rien sur la haine, leur déclare-t-il crûment. La condition de notre développement est le rétablissement de la sécurité. J'y insiste. Tournons la page et donnons-nous la main. Dans deux ou trois semaines l'Algérie sera une oasis de paix » (11).

Tout cela n'empêche nullement le même Ben Bella de répondre tout net à l'*Unita* que « la perspective politique pour l'Algérie » est « le socialisme ». Il est vrai qu'il corrige aussitôt : « un socialisme algérien ». Cette nouvelle variété du socialisme présente l'originalité de tenir la classe ouvrière pour incapable de transformer radicalement la société, de n'inscrire aucune revendication des travailleurs à son programme et de chercher son assise sociale auprès de la petite bourgeoisie et de la paysannerie.

Plus qu'aux coups qui défoncèrent à maintes reprises les rideaux de leurs boutiques, les artisans et les petits commerçants doivent assurément la sollicitude dont le programme de Tripoli les entoure au fait qu'ils représentent une force de stabilisation sociale, et à leur argent. Si le ministère du commerce a été confié à un mozabite, Mohamed Khobzi, c'est que la communauté à laquelle il appartient et qui contrôle l'essentiel des transanctions intérieures portant sur le détail, avait abrité ses capitaux en Allemagne. Le nouvel Etat en avait grand besoin pour soulager les difficultés de paiement qui paralysaient le commerce et acculaient l'administration.

L'Etat et les paysans.

Cependant la base que revendique pour lui-même le nouveau pouvoir est ailleurs : « La population paysanne

(9) « Comment 2 300 fellahs de Boufarik ont jeté les bases de la réforme agraire », *Alger Républicain*, 17 et 24 octobre 1962. D'après ce reportage, l'idée d'un comité de gestion des fermes vacantes date de juin, soit d'avant l'indépendance.

(10) Selon une information, donnée, sous réserve, par notre correspondant à Alger.

(11) Déclaration de Ben Bella à Arzew le 15 septembre 1962.

est la force décisive sur laquelle nous nous appuyons (...) Les paysans pauvres sont sans aucun doute l'élément de base de la transformation révolutionnaire. La masse révolutionnaire est fondentalement paysanne » (12). Et pour étayer la théorie de la révolution par les campagnes, Ben Bella va chercher des antécédents célèbres : « La révolution cubaine s'est formée sur des bases de départ de cette nature : une masse paysanne en armes pour l'indépendance et la réforme agraire »... ou inattendus : « La Russie tsariste aussi était un pays agricole » (13).

Le poids des paysans dans la lutte de libération a été immense. Non seulement ils sont la grande masse du peuple algérien, mais leurs problèmes ont incarné et incarnent tout le problème social de ce pays : la terre, le pain, le travail, une nouvelle culture. Dans d'autres « pays dépendants », en Afrique, au Proche-Orient, la domination du capitalisme s'est combinée avec les structures précapitalistes elle ne les a pas détruites ; la féodalité locale a coopéré avec les compagnies européennes ; l'investissement est resté étroitement limité aux besoins des sociétés capitalistes et aux opérations spéculatives de l'aristocratie foncière ; à l'intérieur les paysans continuent, plus accablés qu'auparavant, à retourner la terre avec leurs outils millénaires. La culture traditionnelle n'est pas secouée de fond en comble ; le paysan n'est pas dépouillé de ses raisons de vivre ; il n'a pas besoin de s'insurger pour retrouver ou pour trouver une nouvelle assise sociale, une image acceptable de lui-même, des rapports sociaux significatifs. Le monde rural n'est pas travaillé par un ferment révolutionnaire, parce que le capitalisme n'y a rien déposé de nouveau.

En Algérie la colonisation directe a retiré aux paysans 3 millions d'hectares de terres et de forêts en cent ans. Un secteur capitaliste rural, moderne, mécanisé, à faible coefficient d'emploi, a laissé la plupart des cultivateurs expropriés sans travail. L'explosion démographique a multiplié le chômage. La destruction de l'artisanat et du petit commerce villageois, l'obligation faite aux paysans d'acheter les quelques biens de consommation indispensables à des prix de monopole ont achevé de ruiner l'économie de subsistance. L'insignifiance du développement industriel et de la formation technique, le peuplement européen interdisent aux chômeurs ruraux de s'employer dans le secteur non agricole. En même temps que l'impérialisme dépouille les paysans des anciens moyens de vivre, il leur refuse les nouveaux. L'invasion européenne combine dans sa forme et ses implications le modèle de la conquête du continent américain du XVI[e] au XVIII[e] siècle et celui de

(12) et (13) L'*Unita*, 13 août 1962.

l'impérialisme des années 1880. Le travailleur est chassé de sa terre, mais on lui interdit de devenir un salarié.

Les paysans sont mis à la longue dans l'alternative de s'insurger ou de succomber. L'alternative n'est pas économique ; il serait superficiel de passer la révolte de 1954 au compte d'une mauvaise récolte. La guerre qui commence alors n'est pas une jacquerie. Peu à peu les paysans étendent non seulement l'importance du maquis, mais son sens. Le combat est une reconquête de la terre natale. Le djebel redevient le terroir. Le sol et l'homme conspirent. En se voulant Algérien, le paysan reprend possession du pays, de lui-même. Cette reconquête se met à l'échelle de la spoliation subie : les institutions traditionnelles, la communauté de famille, de village, de langue sont versées au creuset de la lutte, elles en sont un instrument ou une dimension, mais pas plus, parce qu'elles ne peuvent, à elles seules, apporter une riposte commensurable à l'agression française ; celle-ci a créé la nation en creux, en négatif. Il ne s'agit pas de restaurer la civilisation dans son état précapitaliste, mais d'instaurer des rapports matériels et sociaux acceptables par tous. Ceux-ci sont symbolisés en vrac par le thème de l'Algérie indépendante (14).

Le contenu politique du mouvement paysan ne se précise pourtant pas davantage. Non seulement la question de la société, de son organisation, de l'Etat, la question préalable, essentielle, du rapport entre les masses et cette organisation n'est pas posée explicitement ; mais même le contenu réel de la reconquête du pays par les paysans, c'est-à-dire d'abord la question de l'appropriation des terres par les masses rurales, ne parvient pas à émerger comme un problème que ces masses auront ou ont à résoudre. C'est là le grand paradoxe de la révolution algérienne : une société rurale profondément désintéressée se dresse contre sa propre crise et cependant ne produit pas les idées ni les actes capables de la surmonter. Que des paysans congolais retournent à leurs communautés tribales une fois les Belges chassés a un sens puisque ces communautés avaient conservé le leur ; que des fellahs sans terre, sans travail, secoués dans leur vie et leurs raisons de vivre par une expropriation d'eux-mêmes centenaire, s'arrêtent quand leurs expropriateurs s'en vont, et attendent d'un pouvoir inexistant la solution de leur problème, cela est inexplicable à première vue, et le monde entier, à commencer par les Algériens eux-mêmes, a pu en rester stupéfait.

Pour comprendre cet arrêt, on peut invoquer la diversité des situations régionales, et les limites qu'elles impo-

(14) C'est ce contenu que Fanon développe, avec une certaine intempérance, dans *L'An V de la Révolution algérienne*, Paris 1959.

sent à la conscience sociale. Pour la couche des paysans pauvres qui travaillent les pentes du pays kabyle ou chaouia, il n'y a ni dans les esprits ni dans les faits la perspective de transformation agraire profonde : attachés par tradition à la petite propriété familiale, serrés autour de leurs greniers, on n'entrevoit pas ce qu'ils gagneraient à une redistribution des terres alors qu'aucune terre nouvelle ne peut plus être conquise sur la montagne. Sans doute les cultures d'oliviers et de figuiers peuvent-elles être améliorées, les sols restaurés par des banquettes et des plantations, l'élevage rationalisé ; mais que pourraient des coopératives populaires sans le secours d'agronomes et de moniteurs ruraux ? Le paysan archaïque ne peut pas tirer de lui-même les fins et les moyens d'une agriculture de profit. De toute façon l'issue de la crise paysanne dans ces régions consiste dans l'installation d'industries de transformation (textiles, alimentation) qui peuvent utiliser l'équipement hydro-électrique local et qui offrent beaucoup d'emploi relativement au capital investi. Mais là encore le sort des paysans ne leur appartient pas.

Si l'on se tourne vers la population des ouvriers, des khammès et des métayers qui cultivent les terres à céréales, la révolution agraire paraît pouvoir prendre un tout autre sens. La limitation des propriétés, la constitution de coopératives de production et de vente dotées de l'outillage nécessaire, l'introduction de nouvelles cultures alternées avec les céréales permettent d'espérer un rendement à l'hectare bien meilleur et d'accroître l'emploi. Mais l'obstacle que la paysannerie rencontre sur cette voie, c'est sa propre attitude à l'égard de la terre et du travail. Si par exemple le khamessat a pu se maintenir, alors qu'il ne donne au paysan que le 1/5e du produit, c'est qu'en pratique le propriétaire est tenu d'assurer bon an mal an, la subsistance du travailleur et de sa famille. Dans une économie rurale que la disette guette en permanence et où la circulation monétaire est extrêmement faible, le paysan criblé de dettes peut préférer une rétribution en nature, misérable mais assurée, à un salaire problématique et difficile à échanger (15). Les valeurs traditionnelles pèsent dans le même sens : la capacité de dominer la nature n'y tient aucune place, et pas davantage l'attrait de la croissance économique. Les rapports sociaux ne relèvent pas d'une logique de l'intérêt, qui naît seulement avec le mercantilisme, mais d'une éthique gouvernée par les droits et les devoirs traditionnels.

Les institutions, les conditions géographiques et historiques font obstacle, on le voit, à un mouvement paysan

(15) P. Bourdieu signale (ouv. cité, pp. 78-9) que les ouvriers agricoles réclament parfois les avantages du khamessat : paiement en nature, avances.

qui fasse plus que revendiquer l'indépendance, qui cherche à la réaliser en réorganisant pratiquement les rapports du fellah et de la terre Tout cela est assurément vrai, mais l'était déjà pendant la lutte de libération. Pourquoi les motifs de la désunion et de la défaite peuvent-ils être invoqués maintenant, alors que la guerilla les avait surmontés ? Pourquoi l'unité paysanne réalisée dans la lutte pour l'indépendance ne s'est-elle pas prolongée dans la lutte pour la terre et pour la société nouvelle ? Il est vrai que la paysannerie n'est pas une classe révolutionnaire, en ce sens que les conditions de son travail et de sa vie ne lui fournissent pas l'expérience fondamentale de l'exploitation et de l'aliénation débarrassées des formes traditionnelles de la propriété, de l'individualisme, de la communauté villageoise, de la religion, et ne la poussent pas à donner une réponse totale à cette contestation totale que subit le prolétaire. Mais dans le cas de l'Algérie, ce n'est même pas de cela qu'il s'agit : on ne peut pas dire que le mouvement paysan a manqué le problème de la société ; il ne l'a pas posé, il n'a pas existé comme alternative, même balbutiante, à ce qui existait — du moins une fois l'indépendance conquise.

Si l'unité des paysans n'a pas survécu à la lutte, fût-ce sous les espèces d'une bureaucratie, c'est que la victoire n'a pas été acquise sur le terrain. Le pouvoir n'a pas pu être concrétisé aux yeux des paysans comme l'incarnation de la nouvelle société en marche, comme une force dotée d'une existence physique, en train de se constituer, de se consolider, de s'étendre en même temps que la guerilla repousse l'adversaire, descend des montagnes, approche des villes. Il n'y a pas eu sur le terrain, au milieu des masses rurales, puisant en elles et exprimant leurs aspirations, une anti-capitale, la capitale de l'Algérie anti-coloniale, posant et résolvant à mesure que son autorité s'étendait aux limites du pays tous les problèmes que l'insurrection avait fait se lever. L'unité politique du mouvement est restée extérieure à la multiplicité sociale du pays. La population rurale n'a pas pu cristalliser ses besoins, effectuer sa conversion, sa révolution positive, autour d'un Etat en marche au milieu d'elle.

Cette conception d'une armée paysanne, d'un pouvoir maintenu au contact des campagnes à la fois par les besoins de la guerre et par ceux de la révolution, aidant les masses à faire celle-ci en faisant celle-là, cette conception existait bien dans l'ALN. Fanon avait essayé de la théoriser (16), d'une manière confuse, sans lui donner sa véritable dimension qui est stratégique autant que politique. C'est de cette théorisation qu'on trouve des traces dans le programme de Tripoli. Mais l'idée existait seulement comme une nostalgie,

(16) *Les damnés de la terre*, Paris 1961.

parce que l'ALN n'était pas cet Etat en marche, mais d'une part des guerillas traquées sur le terrain et de l'autre des bataillons immobilisés en exil. Les paysans ne virent jamais se former le pouvoir, ils ne virent pas la terre changer de mains, ils ne furent pas appelés à se constituer en coopératives pour assumer la gestion des exploitations, de l'eau, des semences, sous la protection des combattants. Ils ne se mirent pas, sous la conduite d'officiers révolutionnaires, à reconstruire les villages, à réparer les routes et les ponts, à rétablir les communications, à rebâtir les écoles. Ils ne purent pas empoigner leur pays. Celui-ci resta l'enjeu des adversaires, l'objet d'une destruction redoublée, une matière indécise, offrant ses chemins, ses abris, ses crêtes et ses nuits tantôt à l'un et tantôt à l'autre.

Or il fallait une alternative concrète au pouvoir des Français pour que les paysans puissent aller plus loin que la résistance nationale. Dans les dernières années de la guerre, cette alternative avait encore moins de consistance qu'en 1956-57. La bataille pour le terrain avait été gagnée par les troupes de répression à partir de 1958. Les regroupements, qui touchaient près de 2 millions de paysans, signifiaient pour ceux-ci, sans ambiguité et même si les centres offraient à la propagande nationaliste un véritable bouillon de culture, qu'il n'y avait pas un pouvoir algérien capable de tenir tête sur place aux troupes françaises. L'Etat-major était à l'étranger. La guerre révolutionnaire était perdue. Le fait qu'à partir de la fin de 1960 le mouvement national gagne les villes et y éclate dans des manifestations de masse revêt sans doute une immense importance politique. Des couches nouvelles reconnaissent à leur tour l'Algérien libre comme la seule image acceptable de leur avenir. La jeunesse des villes entre dans la révolution. Mais en même temps la révolution abandonne le bled, et seule la guerre y reste. Il est vrai que de toute manière le sort des campagnes ne se décide pas dans les campagnes, que même s'ils le voulaient, les paysans algériens ne pouvaient fabriquer les ateliers textiles ou les usines alimentaires, inventer les agronomes, produire l'outillage agricole et sortir de leur crâne les semences — toutes choses sans lesquelles il n'y a pas de révolution agraire —, qu'enfin l'extension du mouvement aux couches urbaines, parce qu'elle signifiait que les travailleurs et les jeunes posaient à leur tour collectivement les problèmes de la société, marquait une étape indispensable dans la consolidation de la révolution et permettait d'envisager qu'une réponse efficace soit donnée à la crise rurale. Mais ce mouvement urbain qui élargissait le contenu de la lutte à la totalité des institutions de la société coloniale cachait (17)

(17) Et nous a caché à nous-mêmes. Voir *Socialisme ou Barbarie*, n° 32, pp. 62-72.

la défaite du mouvement paysan en tant que constitution d'un pouvoir logé dans les masses rurales. La ville n'a pas fait écho à la campagne, elle l'a relayée quand celle-ci fut exsangue. La transmutation de la lutte armée en lutte politique fut paradoxalement une victoire stratégique et elle fut une défaite politique : militairement la situation qui se présentait à l'Etat-major français dans les villes à la fin de 1960 était pire que celle qui y régnait à la veille de la bataille d'Alger ; il lui fallait tout recommencer ; mais politiquement du point de vue de la direction FLN la cassure de la société entre villes et campagnes n'était pas réparée. Les paysans redevinrent l'objet du souci de l'Algérie, le principal thème de sa crise. La répression avait pasé trop lourd pour qu'ils en deviennent une composante active.

Quand Ben Bella prend le pouvoir la « révolution par la paysannerie » ne peut plus être la révolution de la paysannerie. L'invoquer ne peut plus rien vouloir dire, sinon que l'Etat édifié loin des paysans — loin de la population tout entière — va s'occuper de réformer le régime des terres. De ce qu'il pouvait y avoir d'expression authentique de la lutte et des aspirations paysannes dans les descriptions de Fanon, il ne reste plus dans la politique de Ben Bella que les thèmes les plus grinçants. Sous prétexte que « l'Europe fait eau de toute part » (18), on veut rebâtir une culture islamique expurgée. Sous prétexte que le prolétariat des pays développés n'a pas fait la révolution, on entend débrider les capacités communistes de la paysannerie primitive et centrer la stratégie révolutionnaire sur une Internationale du Tiers Monde. Sous prétexte que les ouvriers des pays sous-développés sont priviligiés par rapport aux paysans, voire embourgeoisés, on cherche à tenir en laisse leurs organisations. Replacées dans le contexte de la situation politique algérienne à la fin de l'été 1962, ces demi-vérités — il est vrai que la culture occidentale n'en est plus une, que le mouvement ouvrier révolutionnaire est inexistant dans les pays développés, qu'auprès du misérable revenu du paysan algérien, le salaire du traminot d'Alger ou du métallurgiste de Sochaux relève d'un autre monde et peut faire figure de privilège —, ces demi-vérités servent tout au plus de couverture idéologique à l'impuissance du gouvernement, si ce n'est à l'offensive bourgeoise qui prend corps à l'abri de son appareil.

Ben Bella a beau se présenter comme un leader paysan, la relation de son gouvernement avec les masses rurales est formelle, plébiscitaire. Cet Etat ne peut exprimer les aspirations paysannes, qui se sont tues. Il tente plutôt de

(18) J.-P. Sartre, « Préface » à *Les damnés de la terre*, Paris 1961, p. 24.

les dicter. A l'entrée de l'automne, la question du contenu politique, de l'assise sociale du nouveau pouvoir n'a pas reçu de réponse. En revanche celle de la composition sociale des administrations se résout peu à peu. Les nouveaux riches y prolifèrent. Simultanément l'offensive des accapareurs se poursuit en direction des terres et des immeubles, vieilles passions des pays sous-développés. Dans ces conditions la réalisation des objectifs agraires définis par le programme de Tripoli devient problématique : comment un appareil appuyé sur les paysans enrichis et les nouveaux bourgeois pourrait-il imposer la mise en coopératives ou en fermes d'Etat des terres ? Même un programme restreint, comme le projet de donner aux collectifs paysans les terres laissées vacantes par les Européens, devient irréalisable si ces terres ont été accaparées par des Algériens et si ceux-ci bénéficient de la protection des autorités locales. En quelques mois la crise qui secouait toute la société est réduite aux dimensions du problème des biens vacants. A cela se mesure la perte d'énergie des masses. Encore ce dernier problème se combine-t-il avec celui de l'aide française.

Celle-ci constitue un test qui doit permettre au nouveau gouvernement de dégager son orientation et de révéler sa signification sociale. L'usage qui en sera fait peut en effet témoigner de l'intention et de la capacité du pouvoir algérien de mettre fin au processus qui disloque la société et qui est à l'origine de la crise. Tel quel il est à sa naissance, l'Etat de Ben Bella peut encore trouver sa raison d'être s'il parvient à imposer à la société et à lui-même les mesures nécessaires à la résorption du chômage.

Or celui-ci, considéré comme l'expression la plus visible et la plus tragique de la crise, n'est pas un fait quelconque, mais le résultat de la domination du capitalisme français sur le pays.

Processus de dislocation.

La colonisation française a entraîné l'ensemble de la société algérienne dans un processus contradictoire. D'une part l'appropriation des terres et leur mise en exploitation aux fins du profit crée au milieu de l'économie traditionnelle un secteur capitaliste agraire. En même temps la force de travail « affranchie » des rapports de production antérieurs se trouve libre pour le salariat ; le capital investi dans l'agriculture recueille une plus-value telle qu'elle permet un taux d'accumulation normal. Ainsi les conditions du passage de l'économie et de la société algériennes à l'étape des rapports de production capitalistes se trouvent remplies. Mais la subordination du secteur capitaliste au système métropolitain lui interdit de poursuivre son développement dans le sens d'une liquidation complète des

rapports antérieurs et de la consolidation d'un capitalisme algérien. En retour le caractère embryonnaire, à peu près exclusivement agraire, du capitalisme algérien le contraint à fonctionner comme un simple appendice économique de l'impérialisme français.

Dans les pays occidentaux le complément organique à l'introduction des rapports capitalistes à la campagne, c'est-à-dire à l'appropriation des terres par les landlords et à la prolétarisation des paysans, fut le développement de la manufacture. Les fermiers, métayers et francs-tenanciers, chassés des champs affluèrent vers les villes où le capital accumulé pouvait en achetant leur force de travail leur fournir un emploi. Il ne s'agit évidemment pas d'embellir à plaisir le tableau du développement du capitalisme dans ces pays : il supposait au contraire non seulement que les paysans fussent réduits à la famine, mais aussi que les nouveaux prolétaires industriels fussent soumis sans défense aux conditions de travail et de salaire que leur dictaient les employeurs. Cependant l'ensemble du processus revêtait un sens, celui de la destruction des rapports précapitalistes et de la constitution de nouveaux rapports ; le capital s'emparait de la société tout entière.

On retrouve en Algérie une structure sociale qui témoigne du fait que dans ses grandes lignes l'introduction des rapports capitalistes dans le pays a suivi le même cheminement : expulsion des travailleurs ruraux, constitution des grandes propriétés, « libération » d'une masse considérable de force de travail. Le passage au salariat comme forme dominante des rapports de production semblait devoir suivre. De fait on compte plus de 500 000 ouvriers agricoles, 400 000 travailleurs émigrés en France et 200 à 250 000 salariés algériens dans l'industrie, le commerce et les services publics en Algérie. Au total plus d'un million de travailleurs, totalement dépossédés des moyens de production, c'est-à-dire prolétarisés ou prolétarisables. C'est une proportion importante de la population active, pour un pays colonial.

Cependant l'évolution vers une structure sociale pleinement capitaliste n'a pas eu lieu. Le capitaliste algérien expédie presque la moitié de ses profits hors du pays, place spéculativement ou consomme improductivement l'autre moitié et fait financer les 3/5e de l'investissement total par l'Etat métropolitain. En 1953 on estimait (19) que 40 % de l'épargne privée sortait annuellement d'Algérie ; la moitié seulement se réinvestissait sur place. L'Etat finançait 60 % des 121 milliards investis cette année-là. Le financement public crée peu d'emplois parce qu'il porte

(19) *Rapport du groupe d'études des relations financières entre la métropole et l'Algérie* (rapport Maspétiol), Alger 1953, pp. 154-6 et 191.

sur l'infrastructure : sur 48 milliards d'investissement net en 1953, 22 étaient consacrés à l'hydraulique, à la Défense et restauration des sols, à Electricité et Gaz d'Algérie, aux Chemins de fer algériens, aux PTT et au réseau routier. Quant à l'investissement social et administratif (26 milliards la même année), s'il crée des emplois, il n'augmente nullement les capacités productives. L'investissement économique de source privée concerne essentiellement le commerce et la construction. Les rares tentatives faites pour créer sur place des industries de transformation ont rencontré l'hostilité ouverte des firmes françaises intéressées.

D'autre part la présence d'un peuplement européen achevait d'obturer les possibilités d'emploi offertes aux Algériens sans travail. La concentration des propriétés terriennes chassait les petits colons vers les villes. Sa mentalité occidentale, sa culture européenne, sa qualification supérieure firent préférer cette main-d'œuvre à celle des paysans illettrés. Dans le bâtiment, sur les docks, dans les mines, ceux-ci n'obtinrent que les tâches les plus ingrates. Encore les salariés algériens non agricoles ne sont-ils que 22 % de la population active algérienne.

Enfin même quand elle a lieu, la prolétarisation dans un pays colonial n'est jamais complète. Beaucoup de travailleurs classés « ouvriers agricoles » sont seulement, on l'a dit, des salariés temporaires qui trouvent à s'embaucher à la journée ou pour une campagne, dans les périodes de pointe des activités agricoles. Quant aux « véritables » salariés, estimés à 170 000 ouvriers permanents, ils subissent la règle du « salaire colonial », selon laquelle le revenu monétaire n'est en principe qu'un « complément » aux ressources de la famille paysanne : par exemple ils ne bénéficient ni des allocations familiales ni de la Sécurité sociale. L'imbrication du secteur salarié et du secteur traditionnel, par l'intermédiaire de la famille ou du village, interdit de délimiter clairement la partie de la population active intégrée à la circulation du capital. Cette situation apparaît crûment dans le cas des travailleurs émigrés en France dont les salaires font vivre des villages entiers en Kabylie.

L' « aide » capitaliste.

Sous prétexte d'aider l'Algérie indépendante à se construire, les accords d'Evian lui font une double obligation : respecter les intérêts du capitalisme tel qu'il était présent dans le pays avant le 1er juillet 1962 (20), observer le

(20) Articles 12 et 13 de la Déclaration de principes relative à la coopération économique et financière, *Journal officiel*, n° 62-43, mars 1962.

rythme de croissance prévu par les experts français dans les dernières années de la colonisation (21). Les deux contraintes sont habilement combinées. Le capital investi, dans l'agriculture notamment, sert de caution au capital à investir : si vous prenez les terres de propriété française, vous les indemniserez sur le montant de notre aide (22). En retour les taux de croissance prévus par le plan de développement (23) dont les accords stipulent la reconduction admettent pour hypothèse une situation agraire pratiquement inchangée (24) : la propriété terrienne étant ce qu'elle est, voici ce que nous pouvons faire pour créer des emplois. L'impérialisme consent à aider le pays, mais sur la base de sa structure coloniale : tel est le sens des accords.

C'est évidemment un non-sens. La première question posée en Algérie est celle du travail. La seule réponse serait le transfert massif de la moitié inemployée de la population rurale active dans les secteurs secondaire et tertiaire. Ceux-ci doivent donc absorber non seulement le chômage urbain, mais encore le sous-emploi dans l'agriculture. Or les perspectives décennales prévoient que les journées de travail effectuées à la campagne passent de 150 millions en début de période (1959) à 177 millions à la fin (1968) pour une population rurale active inchangée de 2 693 000 personnes. A raison de 265 journées de travail par an par emploi complet, cette prévision donne en fin de période du travail à temps plein pour 668 000 personnes seulement. Plus de 2 millions de travailleurs agricoles resteraient ainsi inemployés (25). Le plan de Constantine aboutit au même résultat (26). La création d'emplois dans les secteurs non-agricoles est ainsi conçue que la question du chômage paysan reste pendante.

A s'en tenir aux secteurs secondaire et tertiaire. sur lesquels porte l'essentiel des prévisions d'investissement, on retrouve néanmoins la même attitude. Le manque de main-d'œuvre qualifiée est l'un des « goulots » d'étrangle-

---

(21) Articles 1 et 3 de la même Déclaration.

(22) C'est-à-dire : vous ne serez pas aidés du tout, l'indemnisation des terres expropriées épuisant le montant de l'aide.

(23) Le plan de Constantine (4 octobre 1958), dont le modèle avait été établi, pour l'essentiel, par le ministère de l'Algérie en mars 1958, dans le rapport intitulé : *Perspectives décennales de développement économique de l'Algérie*, Alger.

(24) Contrairement aux *Perspectives*, le plan de Constantine prévoyait cependant la distribution de 250 000 ha de terres nouvelles aux « musulmans » ; il s'agissait de stabiliser la situation dans les campagnes en formant une petite bourgeoisie rurale. Voir à ce sujet, A. Gorz, « Gaullisme et néo-colonialisme », *Les Temps Modernes*, n° 179, mars 1961.

(25) Gendarme, ouv. cité, pp. 290-291.

(26) Gorz, ouv. cité, pp. 1157.

ment » connus des spécialistes du sous-développement. En 1955-56 l'enseignement technique et la formation professionnelle des adultes procédait à la qualification de 6 700 à 6 800 travailleurs, depuis l'OS jusqu'au cadre technique. Selon le modèle employé par les Perspectives décennales, il en aurait fallu 20 000 en 1959 pour en avoir 55 000 en 1970 (27), chiffre exigé par le développement des secteurs non-agricoles. Pourtant les Perspectives ne prévoient rien pour le financement de ce programme technique : implicitement le travail qualifié reste le monopole des immigrés européens.

Il y aurait ainsi défaut d'emploi à la campagne et défaut de qualification à la ville. Cette situation exprime au point de vue du travail la dislocation de la société algérienne : surpopulation rurale résultant du vol des terres, sous-emploi urbain résultant du peuplement européen. En n'envisageant aucune modification à cet état de choses, les accords d'Evian perpétuent le mal dont souffre le pays. Quant aux investissements, l'examen de leur source et de leur ventilation vérifie pleinement cette appréciation.

Pour assurer une croissance moyenne annuelle de 5 % du revenu moyen pendant 10 ans, compte tenu d'une progression démographique de 2,5 % par an il faut investir environ 5 000 milliards pour la période (28), dont 4 000 d'immobilisations nouvelles. Les Perspectives décennales prévoient qu'environ une moitié du financement est supportée par des fonds algériens, l'autre par des fonds « d'origine extérieure ». La quasi-totalité des capitaux algériens proviendrait de l'épargne privée ; les fonds extérieurs seraient dans leur majeure partie publics et semi-publics. 16 % du total irait au secteur primaire, 51 % au secondaire, 19 % au tertiaire, 14 % au logement. Les fonds publics essentiellement extérieurs financeraient surtout les investissements dans l'agriculture, l'infrastructure et le logement, les fonds privés d'origine extérieure étant entièrement consacrés au secteur pétrolier ; quant aux capitaux privés algériens, ils se répartiraient surtout entre trois grands postes : l'agriculture, le logement et le commerce. L'investissement en industries de transformations diverses ne représente pas 7 % du total des investissements prévus (29). En fin de période les opérations courantes doivent laisser un solde déficitaire annuel de 164 milliards qui résulte de l'accroissement des importations consécutif au développement de la production. Ce solde est à peu près entièrement couvert par des emprunts du Trésor algérien

(27) Gendarme, ouv. cité, pp. 305-310.

(28) En anciens francs. Le plan de Constantine projetait pareillement un investissement de 2 000 milliards pour 5 ans.

(29) Les chiffres du plan de Constantine sont sensiblement les mêmes ramenés à une période de 5 ans.

au Trésor français (150 milliards). Le mouvement des capitaux privés ne doit laisser pour sa part un solde bénéficiaire que de 10 milliards.

C'est l'ensemble de ces dispositions qui est dans ses grandes lignes reconduit par l'article 1er de la Déclaration de principes relative à la coopération économique et financière. Il signifie ceci : 1° l'épargne privée d'origine algérienne continue à se porter sur les secteurs qui ont traditionnellement sa préférence, comme c'est le cas dans tous les pays sous-développés : terres, logement, commerce ; elle ne contribue en rien au bouleversement de la structure coloniale ; 2° les capitaux privés extérieurs se consacrent à l'exploitation du sous-sol saharien et ne laissent au pays qu'un faible bénéfice (30) ; 3° l'industrialisation est essentiellement à charge de l'Etat français ; comme précédemment elle consiste plus en aménagements infrastructurels et en logements qu'en installations industrielles proprement dites. Pour l'essentiel l'investissement capitaliste obéit donc aux mêmes lignes de force que par le passé. Les seules modifications consistent d'une part dans l'accroissement quantitatif de l'aide, d'autre part dans l'élargissement de l'épargne privée d'origine locale, c'est-à-dire dans la Perspective de la constitution d'une bourgeoisie algérienne, dont on n'envisage pas pourtant que les investissements puissent être autres que spéculatifs. Il faut ajouter que par l'article 3 de la Déclaration économique, l'impérialisme conserve droit de regard sur la « pleine efficacité de l'aide et son affectation aux objets pour lesquels elle a été consentie ».

On ne s'étonnera pas que dans ces conditions la question de l'emploi ne doive pas davantage être résolue à la ville que dans les campagnes. Les Perspectives décennales prévoient que les emplois complets non agricoles seront plus que doublés. Cependant, compte tenu de la croissance démographique, il restera 140 000 sous-employés en fin de période (contre 200 000 évalués au début) et cela bien que l'émigration de la population active doive plus que doubler dans le même temps.

Les chiffres que nous avons rappelés ne sont intéressants qu'autant qu'ils révèlent, si besoin en était, l'attitude prise par l'impérialisme en face du problème du développement de l'Algérie... Certains paragraphes des accords d'Evian ont beau réserver au gouvernement algérien une certaine marge de manœuvre, admettre des acommodements sur tel aspect de l'aide financière, prévoir des accords à

(30) Toutefois le § 2 du préambule de la Déclaration de principes sur la coopération pour la mise en valeur des richesses du sous-sol du Sahara fait succéder l'Algérie à la France comme puissance concédante. Dans le même sens, le § 4 de la même déclaration limite les droits du concessionnaire en fonction des « besoins de la consommation intérieure algérienne et du raffinage sur place ».

débattre ultérieurement pour certains transferts de compétence, — l'orientation prise par la « coopération » restera au mieux ce qu'elle est définie dans le filigranne des Perspectives décennales : une contribution tardive de l'impérialisme à la formation sans secousse d'une bourgeoisie algérienne. Encore faut-il ajouter que depuis 1958, la situation s'est encore aggravée : de nouvelles destructions ont suivi l'intensification des opérations militaires ; l'OAS a saboté une partie de l'infrastructure sociale, administrative et culturelle ; le départ des 4/5e de la population française a privé le pays de ses cadres techniques et de ses travailleurs qualifiés ; la réduction des effectifs militaires stationnés dans le pays a ralenti les entrées des capitaux destinées à financer les dépenses administratives et privées.

Sans doute des investissements nouveaux ont-ils été effectués, conformément au plan de Constantine. Mais l'extrême réserve des bailleurs de fonds privés, tant algériens qu'extérieurs, les ont maintenus très au-dessous des prévisions. Une bonne partie des sommes a été consacrée aux dépenses courantes d'administrations métropolitaines, notamment militaires, en Algérie : elles ne sont évidemment pas créatrices de valeur ni d'emploi. Au total le plan a été un échec, parce qu'il était un paradoxe politique : le capitalisme ne pouvait s'engager dans la construction d'une Algérie bourgeoise tant qu'il n'avait pas obtenu des dirigeants nationalistes des garanties touchant les biens investis et les transferts de capitaux et de bénéfices. Le compromis d'Evian était destiné à placer le futur gouvernement algérien devant le fait accompli : on accordait à la bourgeoisie locale potentielle une assistance financière, des satisfactions d'amour-propre, quelques avantages économiques et des garanties contre une éventuelle poussée des masses, en échange de quoi elle concédait aux pétroliers, aux militaires, aux colons, aux sociétés de toutes sortes des avantages économiques et politiques. Tel est le substrat sur lequel s'est appuyée à la fin de l'été et au début de l'automne 1962, l'ébauche de l'offensive bourgeoise.

III. — UNE SOCIETE ABSENTE A ELLE-MEME.

Remous en surface.

Mais l'Etat benbelliste n'est pas encore un Etat bourgeois de même qu'il n'a pu être un Etat paysan. Les événements de l'automne le montrent. L'époque des labours venus, l'hiver approchant, la question des terres, du travail et de la faim se trouve posée avant que le gouvernement ait pris aucune mesure d'ensemble à ce sujet. Dans le Constantinois et certaines régions de l'Oranie, des exploi-

tations sont occupées, des comités de gestion élus dans les villages. Le travail et le produit sont répartis entre les fellahs sans emploi. Sur le plateau du Sétifois, on va même jusqu'à réquisitionner, en présence du propriétaire, les terres que les paysans jugent insuffisamment travaillées.

La campagne des labours annoncée par le gouvernement a déclenché le mouvement. Officiellement elle se réduisait à solliciter des colons européens et des riches fermiers algériens l'usage de leur matériel agricole, une fois faits leurs propres labours. Le 8 octobre, les ministres et les autorités régionales sont réunies à la Préfecture d'Oran pour lancer l'opération dans la région. Le président du Bureau national des biens vacants exprime la position des milieux dirigeants en ces termes : « Aucune entreprise ne sera relancée sans étude préétablie. De toute façon le retour éventuel des propriétaires reste envisagé, car le droit de propriété reste intact, et la réglementation à l'étude précisera dans quelles conditions l'entreprise pourra continuer son activité ». A la même réunion le directeur de l'Agriculture et des Forêts précise que cette campagne signifie, en ce qui concerne le matériel, « une mobilisation amiable des tracteurs sous-employés » (31). Le bon sens paysan fait subir, ici ou là, quelques entorses à ces dispositions : on met les tracteurs en service sans attendre la permission des propriétaires et s'ils refusent, il arrive qu'on brûle leurs machines.

Ce mouvement ne doit cependant pas abuser : ses revendications restent élémentaires. Les paysans veulent du travail et du pain. Ils mettent la charrue dans les terres abandonnées, celles des grands plateaux céréalicoles de l'Est et de l'Ouest, celles des régions où se concentrait la colonisation intensive, comme à Boufarik. Encore n'est-ce pas général. En tout cas les comités de gestion s'étendent pas au-delà. Et même dans ces régions, leurs initiatives restent timides. Ils éprouvent très vite des besoins qu'ils ne peuvent combler par eux-mêmes : pièces de rechange, matériau de construction pour la remise en état de l'habitat, avances en argent. Les autorités locales ont ainsi les moyens de limiter immédiatement, s'il est nécessaire, les initiatives des paysans.

Pourtant l'hostilité que ces derniers opposent au transfert des exploitations françaises aux bourgeois algériens, et en général à toutes les opérations spéculatives, oblige le gouvernement à décréter le 17 octobre le « gel » des biens agricoles vacants, l'annulation des contrats signés depuis le 1er juillet 1962 et celle des actes de vente ou de location conclus à l'étranger. Le 20 octobre, *Le Monde* titre encore ainsi le câble de son envoyé spécial : « Les fellahs sans terre attendent la réforme agraire annoncée par le

(31) *Alger Républicain*, 9 octobre 1962.

gouvernement ». Mais le 23 il annonce que « la campagne des labours permettra dans l'immédiat d'atténuer la misère des fellahs et de calmer leur impatience ». Le lendemain le gouvernement donne son accord aux propositions faites par les cadres FLN réunis en conférence nationale du 15 au 20 octobre : il décrète l'interdiction des transactions sur *tous* les biens immobiliers et mobiliers, l'institution de comités de gestion dans les entreprises agricoles vacantes. Enfin le 25, cette dernière mesure est étendue à *toutes* les entreprises abandonnées : industrielles, artisanales, minières, commerciales.

La timide initiative de quelquels paysans a suffi à faire bouger la situation. L'Etat est tellement fragile et incertain qu'une faible poussée le déséquilibre. En même temps Ben Bella saisit l'occasion que lui fournissent les campagnes pour marquer ses distances avec les accapareurs. En annulant toutes les transactions sur les biens postérieures à l'indépendance, il essaie de stopper la formation de la nouvelle bourgeoisie. En instituant des comités de gestion pour tous les biens vacants, même dans les entreprises où il n'y avait eu aucun mouvement spontané, il essaie de créer un secteur public « collectivisé » qui sera soustrait aux bourgeois, mais aussi aux travailleurs si d'aventure ils voulaient aller plus loin. Les décrets d'octobre précisent en effet que les comités ne sont tolérés que pour les biens vacants, qu'ils doivent obtenir l'agrément du préfet, que le droit du propriétaire n'est pas remis en cause, et qu'au cas où ce dernier revient, la gestion et les bénéfices sont partagés entre les travailleurs et lui.

Ces modestes mesures donnent au gouvernement français prétexte à réagir au nom des accords d'Evian. A l'occasion de l'incident de la RTF d'Alger, il rappelle son ambassadeur en consultation. Le bruit court qu'à tout prendre « la bonne volonté de la France pourrait n'être pas aussi large qu'elle l'eût été si la quasi-totalité des Européens étaient demeurés en Algérie » (32). L'avertissement prend toute sa valeur du fait qu'il est donné au moment où Washington, après la visite de Ben Bella à Cuba, remet *sine die* les conversations avec Alger au sujet d'une aide américaine. A vrai dire de Gaulle est tout prêt à saisir l'occasion pour se décharger du boulet algérien : l'Allemagne a délogé l'Algérie non seulement de la première page des quotidiens, mais de la première place parmi les clients de la France (33). Celle-ci se passerait aisément du vin de Mascara ; quant au pétrole les Compagnies ont les

(32) *Le Monde*, 27 octobre 1962.

(33) Depuis des décades l'Algérie était le principal client de la France. En 1961 l'Allemagne fédérale achète pour 5 407 millions de N.F. de biens français, l'Algérie pour 4 375 (*La vie française*, 23 février 1962).

moyens de le défendre ; enfin l'intérêt stratégique du pays est devenu inexistant à l'époque des fusées intercontinentales. Seules des considérations d'opportunité politique, tant nationale qu'internationale, interdisent l'abandon. Mais elles permettent le délaissement.

Le gouvernement algérien est-il mis en demeure de choisir entre les paysans et les capitaux ? Pas du tout. Il continue sa course sinueuse. Son président donne à Castro du « camarade » après avoir la veille dîné à la table de Kennedy, déclare dans un même souffle qu'il ne veut pas plusieurs partis en Algérie mais qu'il n'en veut pas non plus un seul, et sans « remettre en cause » les accords d'Evian, souhaite cependant les « modifier » (34).

On n'en finirait pas d'énumérer les contradictions auxquelles se heurte l'application du programme de Tripoli. Donner la terre aux paysans sans toucher aux biens français. Indemniser l'expropriation de ceux-ci et développer le secteur non-agricole. Obtenir l'assistance financière d'un capitalisme qui est surtout rural et faire une révolution agraire. Pour mettre un terme à la dislocation de l'économie, demander des capitaux à l'impérialisme, qui en est cause. Mobiliser les masses pour une révolution de caractère collectiviste et ne faire à la bourgeoisie nulle peine. Rechercher le soutien des secteurs les plus traditionnalistes en matière d'Islam et d'arabisme et avoir à prendre des mesures radicales quant à l'enseignement et peut-être à la natalité. Dresser des barrières douanières contre la France et continuer à lui vendre du vin à des prix de faveur.

Mais aucune de ces contradictions ne peut atteindre le seuil critique tant que les paysans, les ouvriers, les jeunes des villes — les catégories qui ont participé le plus activement à la lutte de libération — ne remettent pas en cause à l'occasion de l'une ou l'autre d'entre elles l'orientation ou l'absence d'orientation que signifie le pouvoir de Ben Bella.

Du point de vue des catégories politiques classiques, le benbellisme est impossible. En le simplifiant pour le faire entrer dans ces catégories, il se définirait par la politique suivante : laisser au capitalisme (français réel et algéren potentiel) le champ libre dans les secteurs industriel et commercial, donner satisfaction aux paysans en constituant des coopératives agricoles et des fermes d'Etat là où elles sont techniquement souhaitables, en partageant les terres ailleurs (35). Mais déjà au niveau de cette

(34) *Le Monde*, 17, 18 octobre et 6 novembre 1962.

(35) Le 10 novembre 1962, Ben Bella dit aux paysans du Sétifois : « Nous voulons créer une société socialiste et démocratique véritablement populaire » ; il fait installer par son ministère de l'Agriculture des fermes d'Etat en Kabylie (voir *Le Monde* des 11-12 et

stratégie, la contradiction surgit qui devrait la rendre impossible : l'intégrité du domaine ex-colonial sert de mesure à la délivrance de l'aide capitaliste ; la constitution d'un secteur semi- « collectivisé » ou « collectivisé », où le partage des grands domaines entre les paysans exige réparation : Paris prélèvera l'indemnisation due aux propriétaires sur l'aide promise à Alger.

En se plaçant, plus profondément, au niveau des attitudes sociales ou des structures, on rencontre la même impossibilité de principe : l'aide française serait-elle intacte qu'elle servirait probablement davantage à des opérations spéculatives sur les terres, les immeubles ou le commerce qu'au financement d'investissements productifs : la nouvelle bourgeoisie algérienne n'a ou n'aura pas plus de consistance sociale, de capacité économique, de responsabilité par rapport au pays que n'importe quelle bourgeoisie africaine ; la tradition mercantile précapitaliste ne s'efface pas, en trois mois, d'elle-même.

Toujours du même point de vue on pourra dire que ces contradictions peuvent être jugulées, ces impossibilités levées par un appareil politique fort : — un parti qui soit la bouche et l'oreille de la direction dans les masses, par conséquent capable de les agiter comme un épouvantail sous le nez du capitalisme français pour obliger ce dernier à abandonner tout ou partie des indemnisations, et capable aussi de les encadrer et de les freiner afin que leurs initiatives ne fassent pas fuir les bailleurs de fonds ; — un Etat qui impose à la nouvelle bourgeoisie une discipline économique et sociale, aux travailleurs une longue « austérité », qui soit impitoyable pour ses propres serviteurs ; — une idéologie où chaque couche sociale puisse trouver de quoi accepter son sort dans la société en marche.

Profondeur de la crise.

Mais il faut se réveiller de ce songe. Telle serait la perspective — celle du renforcement des appareils politiques, celle de la bureaucratisation — si les contradictions dont nous parlions plus haut ne déchiraient pas seulement trois comptables et dix dirigeants à Alger, mais la chair même de la société, si les problèmes posés par le travail, la terre, l'école, le financement, suscitaient chez ceux qui en sont l'enjeu : les chômeurs, les paysans, les ouvriers, les jeunes, des rispostes collectives, une conscience, aussi

---

16 novembre). Le 20, il rassure la bourgeoisie : « Il y a un secteur vital pour notre pays : le secteur public, mais il y aura aussi un secteur semi-public et un secteur privé. Même dans les pays socialistes il existe des secteurs privés parfois importants. On parle de nationalisations, de mesures draconiennes : il n'est pas question de cela. Que les entreprises qui existent reprennent leur activité le plus vite possible » (*Le Monde*, 21 novembre 1962).

totale que possible de la crise de cette société et une réponse d'ensemble à cette crise. Alors les problèmes de l'Algérie s'évaderaient des dossiers ministériels, ils passeraient sur le seul terrain où ils peuvent recevoir une solution réelle, celui de la lutte sociale, ils s'incarneraient comme autant d'alternatives dramatiques : avec ou contre les paysans pauvres, avec ou contre le capitalisme français, avec ou contre les Ulemas, avec ou contre les accapareurs, avec ou contre le parti FLN. C'est au demeurant dans ces conditions seulement qu'un appareil politique peut se renforcer, parce qu'il répond à un besoin présent dans la société ou dans certaines classes, parce que des objectifs se dessinent dans les esprits, des actions s'esquissent spontanément. Si, en dépit des efforts déployés par Mohammed Khider et Rabah Bitat, la construction des cellules et des fédérations du nouveau parti a échoué, pendant l'automne 1962, c'est qu'une organisation de masse ne peut être édifiée sans les masses, par en haut et à froid.

Nous ne disons pas qu'avec le développement de la lutte de classes les choses seraient claires et que l'attitude à prendre serait dictée par le contenu sans équivoque des camps adverses. Outre que la lutte de classe n'offre pour ainsi dire jamais des situations pures, elle ne pourrait en Algérie se placer d'emblée sur le seul terrain où l'ambiguïté est réduite au minimum, celui de l'exploitation. Le problème posé au pays, le contenu de sa crise, n'est pas celui du socialisme. Le mot peut bien être sous la plume ou sur les lèvres des dirigeants, son esprit ne souffle pas sur les masses, et il ne le peut pas parce que la crise sociale actuelle ne résulte pas de l'incapacité du capitalisme à assurer le développement du pays, au sens le plus complet du mot : celui de la production et du revenu, mais aussi des rapports sociaux, de la personnalité, de la culture. Elle résulte tout au contraire du fait que le capitalisme lui-même en tant que domination positive de l'homme sur ses besoins élémentaires : travailler, manger, ne pas mourir de froid et de maladie, n'est pas développé. Quand même la crise prendrait corps dans la société algérienne, la réponse qui pourrait lui être donnée demeurerait ambiguë ; car il n'est pas vrai qu'en luttant contre la misère que l'impérialisme de l'époque coloniale a laissée en héritage au peuple algérien, on lutte de ce fait contre toute exploitation.

La vérité est que le développement est une chose, et le socialisme une autre. Dans les conditions actuelles de la domination mondiale du capitalisme sous la forme bureaucratique russe ou sous la forme impérialiste occidentale, un pays ex-dépendant ne peut commencer à inverser le mécanisme du sous-développement que par un investissement massif en travail. Celui-ci signifie, au moins pour des pays « surpeuplés » comme l'Algérie, que la force

de travail inemployée est utilisée au maximum ; il signifie encore que la plus grande partie du produit supplémentaire n'est pas redistribuée, mais investie en biens de production. Soit au total, pour les ouvriers, les paysans, les employés, un surcroît de travail sans amélioration notable des conditions de vie. En prenant le pouvoir dans un pays sous-développé qui accède à l'indépendance, la bourgeoisie ou la bureaucratie autochtone est tenue de satisfaire aux aspirations élémentaires des masses : détruire la base sociale et économique du sous-développement, c'est-à-dire les inégalités de développement qui, dans tous les secteurs d'activité, résultent de la pénétration impérialiste ; répartir au mieux le travail et son produit entre les travailleurs. De ce strict point de vue, la différence réelle entre la domination de la bourgeoisie et celle de la bureaucratie, c'est que la première n'effectue pas l'accumulation et ne transforme pas la société — les deux impuissances se motivant l'une l'autre —, tandis que la seconde tant bien que mal y parvient (36). Il reste qu'en théorie et en pratique, le développement est réalisable, même dans un seul pays. Il suffit d'appeler développement la suppression, plus ou moins complète, des inégalités héritées de la période antérieure et l'accroissement plus ou moins rapide des capacités productives. Un pouvoir bureaucratique ou bourgeois-bureaucratique peut assumer cette fonction.

Mais encore une fois un pouvoir de ce type ne peut s'édifier que sur une crise réelle de la société, que sur l'activité des masses rurales et urbaines à la recherche d'une solution. Aucun choix n'est nécessaire si les termes du choix ne sont pas incarnés réellement au milieu de

---

(36) Ce contraste traditionnel souffre des exceptions et en souffrira de plus en plus à mesure que l'opposition entre société bureaucratique de type russe et société bourgeoisie de type occidental s'estompera. Ce qui détermine la capacité d'une classe dirigeante à opérer la transformation du pays sous-développé, c'est en particulier la faculté qui lui est laissée de briser les monopoles commerciaux des firmes internationales et les privilèges de l'aristocratie foncière et de la bourgeoisie parasitaire locales et par conséquent de contrôler la ventilation de l'aide extérieure. Or le processus de bureaucratisation que la société et l'Etat subissent en Occident donne de plus en plus au capitalisme les moyens politiques et économiques de passer par-dessus les intérêts particuliers de tel ou tel groupe et de contraindre la bourgeoisie autochtone, affrontée au « péril communiste », à faire un effort sérieux de transformation du pays. Sous la pression des Etats-Unis, Tchang-Kaï-Chek a obligé les landlords de Formose à réinvestir leurs profits dans le secteur industriel ; c'était la politique de Péron en Argentine. De l'autre côté, à mesure que les besoins dans la société russe se développent sur le modèle capitaliste, c'est-à-dire notamment en tant qu'exigence d'un accroissement régulier du niveau de vie, la solidarité idéologique qui l'unissait aux bureaucraties des pays sous-développés tend à se défaire, et l'aide qu'elle peut leur apporter à s'échanger contre une subordination complète à la politique de coexistence pacifique.

l'effervescence sociale par des classes opposant les unes aux autres (et finalement l'une à l'autre) la réponse que chacune peut et veut donner à la crise. Or la situation est pour l'heure bien différente en Algérie. La question posée n'est pas de savoir quel parti prendre : il faudrait qu'il y en ait ; elle est de rechercher dans le brouillard de la situation quelles forces peuvent émerger, avec quels buts et quels moyens.

Sans doute des signes existent que cette recherche n'est pas vaine, que la population algérienne n'est pas purement et simplement absente à ses problèmes.

Les paysans sont quelque peu sortis de leur léthargie à l'occasion des labours d'automne. Le mécontentement des travailleurs des villes, s'il n'a pas été jusqu'à les pousser à des actions directes, a suffi pourtant à raidir l'UGTA contre l'offensive que le pouvoir a lancée contre elle : non seulement des responsables locaux ont été renouvelés par élection, mais l'Union dans son ensemble a revendiqué son autonomie face au gouvernement. De même les étudiants groupés dans l'UGEMA ont adopté une attitude critique à l'égard du pouvoir. L' « opposition constructive » de la tendance Aït Ahmed, qui jouit d'une certaine influence chez les jeunes, celle du PCA, opportunistes dans leur principe, obligent pourtant le pouvoir à compter avec un secteur important de l'opinion. Les militants qui se sont rassemblés derrière Boudiaf dans le PRS ne constituent sans doute qu'une poignée d'hommes où des bureaucrates aventuriers sont mêlés aux travailleurs les plus conscients ; si l'idéologie de ce parti exprimée dans ses tracts et ses déclarations (37) ne prête guère à critique, on n'a aucune assurance qu'elle soit réellement partagée, discutée, élaborée par ses membres ; son caractère composite et embryonnaire interdit qu'on fasse fond sur lui jusqu'à plus ample informé. Mais la création de ce groupe a quand même valeur de symbole. D'autres signes d'activité pourraient être relevés : par exemple l'immense popularité de la révolution cubaine dans le peuple des villes, ou les

(37) Voir *La voie communiste*, octobre 1962 ; *Le Monde*, 23-24 septembre, 16 novembre 1962. De son côté *Azione Comunista*, dans son numéro du 8 octobre 1962, annonce qu'un regroupement (intitulé Spartacus) des « forces neuves qui s'inspirent des principes fondamentaux du communisme » travaille parmi les ouvriers algériens de l'émigration. Spartacus « identifie le FLN, actuellement au pouvoir avec Ben Bella, comme une caste militaire et administrative qui s'est substituée à l'ancienne domination pour exercer les mêmes fonctions avec l'appui de la bourgeoisie française ». Le manifeste de Spartacus déclare, selon la même source : « La paix en Algérie, loin d'introduire un développement révolutionnaire du conflit et de permettre de faire un premier pas vers la révolution sociale, n'est qu'un accord diplomatique et militaire entre la bourgeoisie française, les colons français et les bureaucrates du Caire et de Tunis pour la mise en valeur commune du pétrole saharien et de la force de travail des masses algériennes ».

banderolles « Non aux salaires de 500 000 » qui furent déployées lors des fêtes du 1er novembre sous les yeux des députés, soupçonnés de vouloir s'attribuer de tels émoluements. Les paysans, les employés, les étudiants, les ouvriers continuent de chercher une issue aux difficultés quotidiennes. Même si beaucoup de chômeurs, à bout d'expédients, partent trouver du travail à l'étranger, la conscience existe que l'issue en question ne peut résulter que d'une réorientation générale. Entre des faits comme le problème du travail et la révolution cubaine, la course aux places et la construction de l'Etat, l'attitude des préfets et l'offensive bourgeoise en direction des terres, la liaison s'est faite dans beaucoup d'esprits.

Mais ces signes, s'ils suffisent à rendre possible et légitime l'activité d'une avant-garde révolutionnaire dans ce pays, n'indiquent pas une orientation latente dans les masses, que cette avant-garde aurait pour rôle de dégager, de préciser, de diffuser. Les signes du mécontentement sont une chose, ceux de l'aspiration une autre. Les premiers se lisent assez dans le fait que les Algériens qu'ils soient paysans ou ouvriers, jeunes ou vieux, hommes ou femmes, non seulement ne prennent depuis des mois aucune initiative d'importance, mais même répondent mollement ou pas du tout aux appels des dirigeants, à ceux de l'opposition comme à ceux du pouvoir. Ce serait pourtant à condition qu'apparaisse le besoin d'autre chose, qu'on pourrait dire : voilà où va l'Algérie.

Une collectivité a deux manières de ne pouvoir se mettre à la mesure de ses problèmes : ou bien une catégorie se différencie de cette collectivité et la domine en tant que classe, elle est l'incarnation sociale de l'impuissance de la société à se comprendre et à se guider, mais en même temps elle est l'instrument de la réponse à la crise sociale, elle impose ses buts, elle crée ses moyens de contraindre, elle envahit la société de sa conception de l'homme et du monde. Ou bien l'impuissance de la société ne trouve pas à s'incarner dans une catégorie dirigeante, aucune conception ne parvient à se placer à l'échelle de la crise sociale en même temps qu'aucune force matérielle n'existe, dans l'appareil productif ou politique, qui puisse servir à unifier la diversité sociale. Les catégories politiques que nous appliquons au premier type de situation ne peuvent l'être au second. Un Etat sans assise sociale, un pouvoir sans pouvoir, un parti sans cadres, sans idéologie et sans organisation, des dirigeants sans direction y deviennent possibles. Il est abstrait de vouloir assigner à une telle politique des motifs de classe, de décoder ses actes et ses déclarations avec la grille empruntée à un univers politique où les conflits et leur conscience sont devenus institutionnels.

Cela ne veut pas dire que Ben Bella peut faire n'importe

quoi, que tout est possible, et que l'histoire de l'Algérie n'a aucun sens. C'est tout le contraire qu'il faut comprendre : Ben Bella ne peut presque rien faire, le champ du possible est minuscule, et si l'Algérie n'a pas de sens pour elle-même en ce moment, ce n'est pas parce qu'elle n'en a pas du tout, c'est parce qu'il lui échappe. Ainsi le minimum qui doit être fait pour remédier au chômage ne peut l'être ni avec l'aide du capitaliste sur place — on a dit pourquoi —, ni avec celle des travailleurs sans emploi dans les villes et les campagnes, parce qu'ils ne voient et n'ont aucun moyen de résoudre collectivement leur propre problème. Dans ces conditions, Ben Bella laisse la question du travail se régler par l'émigration massive des chômeurs vers la France (38). Grâce à l'embauche d'une importante partie de la main-d'œuvre algérienne, le capitalisme français reste ce qu'il était avant l'indépendance : le dérivatif à la crise que sa domination a suscitée dans le pays. A la limite une telle orientation signifie qu'il ne s'est rien passé depuis 1954 et que l'été 1962 n'a été qu'un congé un peu plus prolongé. On pourrait effectuer la même démonstration sur la question de la scolarisation ou celle de la formation technique. En l'absence d'un modèle de société vivant dans les masses, d'une riposte à la crise qui affronte celle-ci dans toute son ampleur, les vieilles structures ne peuvent être pleinement liquidées ; au contraire elles reprennent vie parce qu'elles assurent, même si c'est à son régime minimum, le fonctionnement de la société.

*
**

L'Algérie ne peut rester indéfiniment sans réponse à ses problèmes. Le dire n'est pas énoncer une vérité éternelle. D'abord ce n'est pas une vérité éternelle qu'une société ne puisse, des années durant, rester en friche : si rien ne vient troubler le fonctionnement minimum assuré par le fragile Etat qui la coiffe, il n'y a aucune nécessité pour qu'une crise éclate, d'où surgisse une classe qui puisse prendre la direction des affaires. Mais surtout l'Algérie n'est pas une société sans histoire, dérangée un instant — un siècle — dans ses structures et sa culture et qui puisse y retourner.

Le capitalisme y a désintégré les communautés traditionnelles, affamé et exilé les paysans, créé un prolétariat d'émigrants, étouffé les petits bourgeois et les bourgeois. Si aucune classe n'a pu apporter une réponse à la crise que suscitait cette destructuration, c'est parce qu'aucune

(38) Du côté français, « la balance des arrivées et des départs pour septembre laisse un excédent de 15 726 et en octobre de 24 355. Le solde mensuel moyen avait été seulement de + 1 963 en 1960 et de + 3 564 en 1961 ». On goûtera au passage le style humaniste de cette déclaration du ministre français du Travail (14 novembre 1962).

classe n'a été complètement constituée, avec sa fonction sociale, son rôle économique, ses instruments politiques, sa conception de l'histoire et de la société. Sans doute aucun de ces traits n'est jamais complètement dégagé, la transfusion des modes de vie, des manières de penser, des intérêts reste permanente d'une classe à l'autre, même dans les sociétés les plus développées. Mais en Algérie les grands pôles sociaux ne se sont pas différenciés suffisamment pour que le bourgeois perde la passion exclusive de la terre et de la maison, pour que l'ouvrier soit coupé du village et apprenne sans retour la condition du prolétaire, moins encore pour que le paysan — le plus rebelle survivant de l'époque précapitaliste même en Europe — soit déclassé, selon l'alternative que lui impose l'agriculture de profit, en riche fermier ou en ouvrier agricole. Toutes ces catégories existent, il est vrai, mais à l'état embryonnaire, et il n'a pas suffi de sept ans de guerre pour que se forme dans le ventre de la vieille société coloniale une autre société. Si le germe de bureaucratie que représentait le FLN pendant ces années est mort-né, c'est, comme on l'a dit, parce qu'il était socialement composite : d'une part aucune des couches qui y étaient représentées n'avait la consistance nécessaire pour s'emparer de l'appareil et le mettre au service de sa solution, d'autre part le conflit entre les classes algériennes n'avait pas atteint une telle intensité que l'appareil lui-même puisse et doive se placer au-dessus d'elles pour étouffer leurs antagonismes et construire un modèle de la future société, acceptable par toutes, de gré ou de force. Qu'en particulier le « communisme » ne soit pas parvenu à s'implanter profondément dans le prolétariat algérien, que par conséquent la conscience de la crise sociale et la capacité d'y remédier par les procédés bureaucratiques, dont le PC a été ailleurs l'instrument, aient été ici impossibles, cela est un signe supplémentaire de l'indifférenciation relative de la société. Les ouvriers et les paysans algériens n'ont pas résisté au stalinisme sur la base d'une critique anti-bureaucratique, mais parce qu'ils n'avaient pas à subir l'offensive impitoyable d'une bourgeoisie nationale et parce que la crise n'avait pas fourni la démonstration de l'incapacité de cette bourgeoisie de répondre au problème de la société.

Le capitalisme n'a pas réorganisé une nouvelle société, mais il a désorganisé l'ancienne. Il est inutile de souligner à nouveau l'intensité de la désintégration qu'il a fait subir aux institutions précapitalistes. Mais il est important d'en tirer cette implication : les Algériens ont été expulsés de leur univers traditionnel, ils ne peuvent y chercher asile contre la crise présente. Et cela non seulement pour des raisons économiques ou démographiques : l'agriculture de subsistance ne peut plus nourrir la population ; mais pour des raisons qui touchent à toutes les formes de la vie

sociale : l'ensemble des besoins, des conduites et des valeurs qui formaient une culture il y a cent ans et qui réglaient le travail, les rapports familiaux, l'usage des objets quotidiens, la représentation des rapports de l'homme et du monde, tout cela est devenu caduc, au moins aux yeux de la catégorie sociale la plus décrochée de la tradition par son âge et par son genre de vie, les jeunes des villes, qu'ils soient ouvriers, employés, écoliers, lycéens, étudiants ou chômeurs. C'est dans ce qui dès maintenant ressent le plus intensément l'insuffisance de tout ce qui existe, haillons de culture traditionnelle ou décombres du passé colonial, quand il s'agit de répondre aux problèmes qui se posent tous ensemble, — c'est là qu'il faut chercher le ferment de la révolution à venir. En décembre 1960, cette même jeunesse, en défiant les mitraillettes des troupes françaises a littéralement emporté la décision. La force du mouvement qui l'a soulevée alors, la capacité d'initiative autonome dont elle a témoigné, sa résolution, son abnégation même la désignent comme le milieu par excellence où la conscience et la volonté d'une autre Algérie peuvent naître.

Ce pays n'est toujours pas la demeure de ceux qui l'habitent, il reste à conquérir. *Des* crises peuvent le secouer, que susciteront la famine, le chômage, la misère le désespoir. Mais aucune d'elles ne sera décisive et n'apportera une réponse à *la* crise dont souffre l'Algérie, tant qu'une classe sociale, ou une fraction de la société fortement organisée et implantée, ne construira pas et ne fera pas accepter à tous le modèle de nouveaux rapports.

Jean-François LYOTARD.

La jeunesse étudiante

Ils sont 250 000 à n'être ni des enfants ni des hommes. Ils ne font rien et pourtant ils travaillent. Ils n'ont pas d'argent, mais en règle générale ils ne sont pas pauvres. Ce sont des fils de bourgeois, et ils ne sont pas des bourgeois. Les filles ressemblent aux garçons, mais ne savent pas si elles voudraient en être ou pas. Ils voient dans leurs professeurs à la fois des pères et des patrons, sans parvenir à choisir.

Ils sont aussi 250 000 à ne pas se ressembler, depuis les vrais militaires et faux étudiants de Saint-Cyr jusqu'aux faux bohèmes et vrais architectes des Beaux-Arts, en passant par les apprentis « planificateurs » des Sciences Po et les intellectuels marxistes-lévy-straussiens de la Sorbonne. Il y a les militants de l'*Humanité* et ceux de l'*Equipe* (les plus nombreux), sans oublier les anarchistes d'Antony, les footballeurs de Charléty, les révolutionnaires distingués et lecteurs assidus du *Monde*, les cinéphiles de la rue d'Ulm, les beatniks du Old Navy, les filles à marier de la première année du droit, les étudiants de 30 ans qui réussiront « cette fois » l'agrégation, les matheux et les médecins.

*
**

Tout cela est-il si drôle ?

J..., un copain de Polytechnique, m'a confié : « Je faisais des maths à Nice. Les maths ça m'amusait, moi. Je bûchais sur la plage ; je coinçais les cours sous les galets et je me dorais au soleil. La belle vie, quoi.

« L'école ça a été une sale surprise. D'abord je me suis retrouvé sous-off dans l'Armée française sans savoir pourquoi. J'ai un adjudant, des appels. J'ai fait un stage en Algérie pour voir notre œuvre (celle de l'Armée). Et il faut payer deux millions à la fin, si on ne veut pas rester dans l'Armée. Ici on est entre gens « du monde ». On fait partie de la grande famille des X, la « maffia » comme on dit entre nous.

« Le coup est simple. La discipline militaire permet à l'Etat de nous conditionner totalement. Ils produisent rapidement, et sans heurt, les cadres qu'il leur faut. La vie militaire nous empêche d'avoir des contacts suivis et étroits avec les autres étudiants.

« Bien entendu, nous ne connaîtrons aucun ouvrier, et l'idée qu'une autre société, ou d'autres rapports humains, pourrait exister, ne nous viendra jamais à l'esprit. Ce que l'Etat nous propose devra nous apparaître comme la

réussite. Nos parents, notre classe sociale, achèveront de nous convaincre. Ainsi notre vie aura été choisie sans nous.

« M. Rueff peut bien dire que, nous au moins nous ne sommes pas comme ceux de l'Université, que nous avons le sens de l'Honneur et de la responsabilité.

« Pour la responsabilité, moi, je ne vois pas. Quant à l'Honneur, tu sais comme moi qu'ils ont mis dehors Schwartz, notre meilleur prof d'Analyse, parce qu'il avait signé le Manifeste des 121. Ils charcutent des types à longueur de journée, et ils s'indignent quand on proteste. On a bien compris que ce qui comptait pour eux c'était le « bon esprit », comme chez l'ouvrier. Tu sais, ceux qui trouvent que cette société est la meilleure des sociétés possibles, qu'il n'y a rien à changer, c'est-à-dire rien à faire pour nous, sinon à recommencer ce que d'autres faisaient déjà toute leur vie durant... »

B..., qui est dans une boîte d'ingénieurs, m'a dit avec un sourire résigné : « Tu es pointé comme à l'usine, tu es obligé de manger à la cantine à midi. Dans la Bibliothèque tu ne trouveras pas une revue historique ou politique. Pour bien nous mettre dans la tête notre futur métier de Chef on nous sert des cours d'Organisation scientifique du travail. Il y a aussi les stages dans l'industrie, où l'on voit des machines et des ingénieurs ; quant aux ouvriers, ils n'ont pas l'air d'exister dans ces visites, si ce n'est comme une partie de la machine. Ils veulent nous mettre la main dessus de plus en plus ; par exemple, on a droit à des absences de plus en plus limitées ».

*
**

On ne peut pas comprendre la situation de l'étudiant, si on ne comprend pas la fonction objective, sociologique, que doit accomplir dans la société actuelle l'enseignement supérieur.

Cette fonction est double et contradictoire.

D'un côté, l'enseignement supérieur doit fabriquer, et de plus en plus selon les méthodes de la production en série, les travailleurs intellectuels et les cadres dont a besoin la société bureaucratisée du capitalisme moderne.

Economie et société bureaucratiques exigent un nombre croissant d'ingénieurs, de techniciens, de scientifiques, d'enseignants, de médecins, de sociologues, de psychologues, d'administrateurs, d'économistes, de planificateurs, d'organisateurs pour développer la production, pour la gérer « rationnellement », pour administrer la machinerie tentaculaire de l'Etat, pour « ajuster » la psychologie des individus et des groupes et leur faire retrouver l'équilibre que le fonctionnement même de cette société détruit constamment, pour « organiser » les loisirs et la vie hors de la production, et pour... former un nombre toujours croissant de nouveaux cadres. Pour cela, il faut dégager les jeunes

« capables » non seulement parmi les descendants de la bourgeoisie traditionnelle, mais aussi de la petite bourgeoisie et bientôt du prolétariat et de la paysannerie. La gauche attardée se plaît à dénoncer le caractère de classe de l'enseignement supérieur en France en rappelant qu'il n'y a que 3 % des étudiants qui soient des fils d'ouvriers. Mais le caractère de classe de l'enseignement supérieur réside dans le *contenu* de cet enseignement et dans sa *fonction sociale* de chantier où l'on fabrique les futurs cadres dirigeants. La folie prendrait-elle à la bourgeoisie de recruter exclusivement les étudiants parmi les fils des manœuvres, l'enseignement supérieur n'en deviendrait pas « prolétarien » pour autant. Dans la mesure où la bureaucratisation du capitalisme moderne est une tendance irréversible, dans la mesure aussi où le développement des techniques de production réduit de plus en plus le poids du travail simplement manuel, on peut prédire sans crainte de se tromper une pseudo- « prolétarisation » croissante du recrutement à l'enseignement supérieur.

Celle-ci se heurtera encore, pendant longtemps, à la situation économique de l'écrasante majorité des familles d'ouvriers ou de petits employés qui leur interdit de supporter la charge de plusieurs années d'étude d'un enfant. Le palliatif que constituent actuellement les bourses, l'I.P.E.S., etc. devient chaque jour plus insuffisant. Le « pré-salaire » étudiant devra un jour ou l'autre être établi comme le seul moyen permettant d'assurer un recrutement suffisamment large pour l'enseignement supérieur. C'est là le sens le plus clair de la fameuse « démocratisation » (1).

Il découle des mêmes considérations que l'Université, en tant que producteur en série de cadres qui ont une destination précise, doit subir, subit et subira de plus en plus une « rationalisation » capitaliste. Il lui faut fournir rapidement, avec le minimum de pertes, le maximum de cadres avec une adaptation optimum à leur utilisation ultérieure. De là toutes ces tendances qui ont, comme toutes les réformes dans la société actuelle, un caractère pour le moins ambivalent : on modernise les programmes, ce qui veut dire en partie qu'on les adapte à l'évolution de la science, mais surtout on veut les adapter au futur métier. On parle de contacts entre l'Université et la production, mais cela signifie beaucoup moins un véritable contact entre les étudiants et la réalité sociale de la production, et beaucoup plus une adaptation de la formation universitaire aux exigences des entreprises.

---

(1) Cela ne veut évidemment pas dire que nous sommes contre le pré-salaire, etc. Nous essayons simplement de faire comprendre qu'une société qui s'efforce d'instaurer le système le plus efficace pour le recrutement de ses futurs privilégiés n'en est pas moins pour autant une société basée sur l'existence de privilégiés. On y reviendra plus loin.

Mais, d'un autre côté, l'enseignement universitaire est le dépositaire institutionnel suprême de la « culture » de la société actuelle, et l'instrument principal de son développement. Il est supposé représenter l'objectivité scientifique, la rationalité humaine dans sa plus haute expression, combattre toute « autorité » et mettre par-dessus tout la liberté de la recherche, de la pensée et de l'expression, placer la quête désintéressée de la vérité au sommet de toutes les valeurs, montrer que la vraie science est toujours au service de l'homme, — en bref, il est supposé être le garant ultime des valeurs spirituelles de la société et de leur transmission aux générations suivantes.

En comprenant par valeurs spirituelles essentiellement les valeurs de la bourgeoisie (2) c'est effectivement le rôle que l'Université a joué en Europe depuis la fin du Moyen âge et encore plus pendant le XIX^e^ siècle, jusqu'à la première guerre mondiale. On peut dire que pendant cette période, le rôle « social » et le rôle « culturel » de l'Université coïncidaient largement. La société établie avait besoin d'un nombre très limité d'avocats, de médecins, de philosophes, de scientifiques et de professeurs, qu'elle formait essentiellement parmi les fils de la classe dominante, en leur fournissant un enseignement humaniste, désintéressé et général (spécialisé le moins possible). Le conflit entre cet « humanisme » et l'état réel de la société restait très limité dans la mesure où, premièrement, cet « humanisme » demeurait abstrait, deuxièmement, la bourgeoisie se présentait (et agissait effectivement) comme une classe qui libéralisait la société, instaurait la démocratie, l'enseignement universel, etc., et, troisièmement, lorsque un certain « radicalisme » petit bourgeois a commencé à pénétrer l'Université, les liens de l'Université avec le monde social réel et son influence sur celui-ci étaient pratiquement inexistants. Mais surtout, le conflit, virtuel, était aussi *extérieur*. Un certain rationalisme bourgeois se croyait solide et définitif. La crise de la société n'avait pas encore pénétré la culture.

Aujourd'hui le rôle social, même proprement et étroitement *économique*, de l'Université, s'affirme comme un rôle prédominant. Il serait dans la logique du système que l'Université se fragmente en une série d'écoles d'apprentissage supérieur, annexes des grandes entreprises — et c'est ce qui tend à se passer aux Etats-Unis. Mais comme toujours, la logique du système n'en est pas une et ici encore le système n'arrive à fonctionner que dans la mesure aussi où il se soustrait à elle. La nécessité de la fonction « culturelle » de l'Université, constamment combattue, est constamment et nécessairement réaffirmée. Une société d'aliénation ne peut pas devenir une société purement et

(2) Ou, si l'on préfère, les valeurs dominantes de la culture de l'époque. Mais on ne peut pas soulever ici cette vaste question.

simplement aliénée, car alors le terme philosophique reprend comme seul sens possible son sens psychiatrique. Même une société totalitaire qui aspire à tout soumettre à la volonté de la classe dominante ne peut pas supprimer l'objectivité — comme la bureaucratie russe vient d'en faire l'expérience. Elle ne peut pas supprimer la contestation en son sein, ni éliminer l'exigence de rationalité qu'elle fait par ailleurs surgir constamment. Même une société exclusivement utilitaire est obligée de comprendre qu'à la longue, les progrès de la technologie appliquée dépendent du développement de la recherche fondamentale et « désintéressée », comme la bourgeoisie américaine le comprend de plus en plus.

La double et contradictoire fonction de l'enseignement supérieur dans la société actuelle ne peut donc pas être supprimée. En même temps que l'Université doit se bureaucratiser, fabriquer en série des cadres voués à un travail spécialisé et parcellaire, se soumettre aux impératifs de la demande de matériel humain qui peuplera les bureaux et les laboratoires des entreprises modernes et de l'Etat, — elle doit continuer à former des vrais scientifiques, des vrais chercheurs, des vrais penseurs (3). Et elle doit le faire à une époque où, non plus de l'extérieur, mais de l'intérieur, le sens, les fins, les méthodes, l'importance pour l'humanité de la science, de la recherche et de la pensée sont radicalement mises en question.

*
**

Les étudiants sont évidemment un groupe extrêmement hétérogène.

Les origines sociales sont très diverses, et au fur et à mesure que le nombre d'étudiants s'accroît, elles se diversifient encore davantage. Si actuellement la bourgeoisie aisée et moyenne fournit encore le gros du contingent, l'importance numérique des fils et des filles de petits bourgeois, de fonctionnaires et d'employés va croissant.

Les étudiants sont aussi un groupe transitoire, et la diversité des perspectives sociales qu'ils ont devant eux accroît encore leur hétérogénéité « virtuelle ». Suivant son genre d'études et les relations de sa famille, l'étudiant pourra aterrir dans une profession qui lui donnera 80 000 ou 3 000 000 de francs par mois (professeur licencié — grand médecin ou directeur d'entreprise).

Les études durent de trois à sept ans. Les jeunes

(3) On essaie actuellement de dépasser cette antinomie en divisant à nouveau l'enseignement supérieur et en créant une « super-université » destinée aux penseurs d'élite et aux chercheurs (Troisième cycle). Mais il est clair que le remède ne fait qu'aggraver le mal pour autant que d'un côté il pousse au paroxysme la spécialisation et d'un autre côté il tend à transformer le gros des étudiants à des rebouteux de la science.

étudiants sont encore des adolescents, les vieux des hommes qui ont un métier. Ils ne se comprennent pas toujours très bien. De plus leurs difficultés communes, leurs problèmes peuvent leur apparaître comme secondaires, puisque demain ils ne se poseront plus.

Il faut ajouter à ces traits l'isolement, individuel ou « collectif ». Le milieu favorise le développement de bandes et de groupes restreints, qui se forment naturellement sur la base d'une Faculté et surtout d'une spécialité, et où jouent souvent des affinités politiques ou culturelles. Souvent, c'est la tradition qui fournit un rôle à ces bandes : à la Fac des Lettres la politique sera à l'honneur, en Médecine ce sera le rugby. Pourtant, peu d'étudiants en définitive sont intégrés dans de tels groupes, qui au surplus restent assez isolés les uns des autres.

C'est pourtant dans ce groupe, le plus hétérogène et le plus disparate de toutes les catégories sociales en France, qu'on a pu constater les dernières années la seule réaction *collective* contre la guerre d'Algérie : une série de manifestations, un état d'agitation pratiquement permanente pendant les deux dernières années de cette guerre, un nombre important de jeunes militant dans ce qu'ils pensaient être des formes efficaces d'organisation contre la guerre. Il serait tendancieux et superficiel d'objecter que ces actions « ne sont pas allées très loin » ou que « seule une minorité y a pris part ». La minorité qui a pris part à un moment ou à un autre aux manifestations étudiantes doit totaliser à Paris entre 10 000 et 15 000 personnes, soit 15 à 20 % (et probablement plus) du total des étudiants. Pour ce qui est du reste de la population, la proportion est à peu de choses près, 0 %. Et si l'on veut dire que l'action des étudiants n'est pas allée très loin, il faut avoir l'honnêteté d'ajouter que l'action du reste de la population n'est allée ni loin, ni près pour la simple raison qu'elle n'est jamais partie. Le phénomène n'est d'ailleurs pas limité à la France. On l'observe également aux Etats-Unis (où une fraction croissante des étudiants se mobilise dans la lutte pour les droits des noirs ou contre les armements atomiques), au Japon (où ce sont les étudiants qui ont empêché Eisenhower de visiter Tokyo en juillet 1960), en Italie (4) et ailleurs, pour ne pas parler des pays sous-développés (Cuba, Turquie, etc.).

L'explication du phénomène réside dans plusieurs facteurs, reliés à des traits des plus profonds de la situation sociale contemporaine.

Le premier facteur exprime ce qu'il faut bien appeler, même si le terme a été galvaudé, la révolte de la jeunesse contemporaine. Il ne faut pas confondre ce phénomène,

(4) V. dans le N° 31 de cette revue les articles de *Kan-ichi Kuroda*, « Japon, juin 1960 », et des camarades de *Unita Proletaria*, « Italie, juillet 1960 ».

qui s'amplifie constamment, avec le phénomène classique du « conflit des générations ». Celui-ci, tel qu'il a pu exister dans les phases précédentes de la société bourgeoise ou dans certaines autres sociétés, exprimait en général l'aspiration des jeunes à prendre la place des vieux, à faire sauter les obstacles qui empêchaient leur avancement dans le cadre du système existant qui n'était pas mis en cause comme tel. Connue surtout parmi les fils de la bourgeoisie, cette opposition pouvait s'objectiver comme une lutte contre la routine et la sclérose des générations en place, et aller même jusqu'à des prises de position politiques de type libéral-radical ou socialo-réformiste. Encore aujourd'hui, un grand nombre parmi les militants actifs de l'U.N.E.F. peuvent être rangés dans cette catégorie.

Mais dans la révolte des jeunes actuels il s'agit de beaucoup plus que d'un conflit de générations. Pour un nombre croissant de jeunes, ce qui est en cause n'est pas la place que les vieux leur feront ou ne leur feront pas dans le système, mais le système lui-même. Ils n'envient pas la vie de leurs parents, ils la critiquent — et même ils ne la critiquent plus, tellement elle leur paraît à la fois étrangère et vide, dépourvue de sens. Et ce phénomène, même si on l'a observé au départ surtout chez les enfants des classes moyennes (5) a gagné toutes les classes de la société. D. Mothé a montré, dans *Les jeunes générations ouvrières* (6) le refus qu'opposent les jeunes ouvriers d'aujourd'hui aussi bien aux « valeurs » que leur propose la société capitaliste qu'aux valeurs et aux formes d'organisation traditionnelles de leur classe (partis et syndicats). Le travail à l'atelier, aussi bien que le militantisme syndical, les mots creux des programmes des partis autant que la vie pauvre et morne des adultes n'excitent que leur sarcasme et leur mépris.

C'est cette même révolte qui diffuse d'une manière générale aussi dans le milieu étudiant et en conduit une minorité importante à être prête à prendre des positions politiques radicales.

Un deuxième facteur important, c'est la nature même du travail des étudiants et les problèmes qu'il fait surgir devant leurs yeux.

Pour une fraction des étudiants, la culture qu'on leur dispense est aussi « vraie », les connaissances aussi exactes que possible. Ce sont ceux qui restent mystifiés par la deuxième fonction de l'Université que nous avons mentionné plus haut, gardienne des valeurs et source de l'objectivité. L'Université leur apparaît comme un lieu à part dans cette société, ils se sentent privilégiés d'en être et ils

(5) V. dans le N° 20 de cette revue *La fureur de vivre*, p. 207-208.

(6) Dans le N° 33 de cette revue, p. 16 à 42.

prennent au sérieux la culture établie telle qu'elle se donne. Ils apprennent tout parce que c'est nécessaire, assistent à tous les cours et essaient surtout de comprendre comment leurs Maîtres envisagent le travail pour leur fournir le devoir, la copie d'examen ou le diplôme que le Maître aurait faits lui-même. Après avoir travaillé ainsi pendant quatre ans, ils vont trouver un patron et continuer pendant quarante ans, devenant — suprême ambition — des Maîtres eux-mêmes. Cette fraction est de moins en moins nombreuse, pour les raisons que nous verrons immédiatement après.

Une autre fraction, de plus en plus importante, est celle des cyniques. Ils entrevoient les problèmes internes à cette culture ou à sa relation avec la réalité sociale, mais leur tranquillité, leur « avenir professionnel » sont plus importants. Ils sentent que ce qu'on leur enseigne est parfois faux, presque toujours insuffisant ; ils n'ont pas d'illusions sur son caractère de plus en plus utilitaire ; ils n'ignorent pas que l'on veut avant tout faire d'eux des cadres utiles au système, médecins, économistes, physiciens ou ingénieurs. Et après tout, pourquoi pas ? Ils acceptent ce destin, pensant avant tout à la place privilégiée qui sera la leur dans le système, croyant que ce dont ils ont avant tout besoin c'est une voiture, des vacances, de l'argent, une maison de campagne. Ils ne sont pas mécontents de pouvoir, grâce à des études « bien faites » (et là, il s'agit surtout de bachoter), s'installer dans un échelon confortable de la hiérarchie dirigeante.

Mais pour une troisième catégorie, dont l'importance croît avec le temps, le contact avec la culture universitaire devient l'origine — comme c'est *logiquement* inéluctable — d'une série de points d'interrogation, qui aboutissent à la mise en cause aussi bien de cette culture que de la société qui la produit et de leur rapport. Cette mise en cause est, disons-nous, logiquement inéluctable, car elle est au bout de toute tentative de penser sérieusement soit la fonction sociale, soit la fonction culturelle de l'Université soit enfin leur rapport ; elle est constamment nourrie par la crise propre et la désintégration interne de la culture établie (qui en conduit les meilleurs représentants à la mettre en question aussi bien que le système social dont elle émane) ; elle est amplifiée par le fait que, en voulant précisément mettre l'Université au service du système social, la classe dominante y introduit toutes les contradictions, tous les conflits, toutes les incohérences qui le caractérisent.

Nous ne pouvons pas ici élaborer systématiquement cette question, qui dépasse de loin notre objet. Mais quelques exemples permettront de mieux voir ce que nous voulons dire.

Quelque soit son objet particulier, l'enseignement

dispensé à l'Université se présente sous une exigence de rationalité. Il veut être la recherche du système le plus vrai et le plus cohérent. Or l'irrationalité est partout dans cette société. Comment le jeune économiste peut-il croire sérieusement à la rationalité de l'économie contemporaine, « planifiée » ou non, lorsque même parmi les maîtres académiques personne, sauf quelques vieux attardés, n'ose plus prétendre soit que l'économie effective fonctionne de façon rationnelle, soit qu'une connaissance systématique rigoureuse de la réalité économique existe actuellement ou même doive exister un jour ? Comment le jeune sociologue du travail peut-il éviter de se poser les questions les plus radicales lorsque l'objet de sa science c'est la divergence entre l'organisation « formelle » et l'organisation « informelle » de l'entreprise et du processus du travail, et leur conflit, divergence et conflit sans lesquelles sa science ne serait pas née et n'aurait pas de raison d'être ? Le jeune physicien pourrait, à la rigueur, ignorer la crise théorique qui secoue les fondements de la physique contemporaine et ruine ses prétentions d'être une science rigoureuse, et se consoler en se disant : après tout, ces recherches aboutissent à des résultats pratiques utiles à l'humanité. Utiles à l'humanité, comme la bombe H ? Ou comme la conquête de l'espace ? Peut-il éviter le problème de la responsabilité du scientifique concernant les produits de sa science, lorsque les plus grands savants atomiques, Oppenheimer en tête, l'invitent à se poser le problème des *fins* de la science et de son rôle dans la société ? L'étudiant en psychologie sociale pourra-t-il continuellement fermer ses yeux devant les missions qui sont celles qu'il recevra dans sa profession : résoudre au profit des patrons des questions d'intégration des ouvriers dans l'entreprise — ou de lancement publicitaire de produits inutiles ?

En même temps, le mode de transmission de cette culture, l'organisation de l'enseignement, commencent à apparaître à beaucoup comme contestables. Les programmes sont évidemment imposés ; avec l'énorme extension du savoir et la spécialisation croissante, il n'y a pas de programme « évident », et les choix opérés apparaissent comme arbitraires — et ils le sont pour une large part, qu'ils reflètent la tendance d'adapter les études au futur métier, ou les lubies des professeurs enseignant à partir des épreuves de leur prochain livre.

Les cours *ex cathedra* réduisent l'étudiant à un auditeur ; il est là pour enregistrer, pour ingurgiter, à l'examen il « recrachera ». Les arguments du Maître, sa façon de poser les problèmes et parfois de les ignorer, ont la force de l'autorité. Ces aspects apparaissent moins dans les séminaires qui se forment, dans certaines disciplines, autour d'un Maître ou de son brillant disciple. Mais pour y participer il faut la plupart du temps être déjà licencié.

Et surtout, les questions abordées et les méthodes de travail dépendent du Maître qui entend se servir du séminaire pour faire école, répandre sa pensée et avoir des aides qui ne lui coûtent rien. En fait, le séminaire tend à devenir un groupe d'intérêts communs pour quelques-uns. Le patron a souvent un poste important, de lui dépendent des bourses et des places. Les étudiants ont intérêt à participer à son séminaire pour se faire connaître et apprécier de lui, obtenir par la suite son appui en entrant dans sa coterie. Dans la pratique sela signifie souvent se mettre à la discrétion du Maître et accepter sans trop discuter son orientation. Il y a en fait un aspect de la bureaucratisation de l'enseignement supérieur qui fait qu'on y retrouve les phénomènes classiques de la fragmentation en cliques et en clans et qui tend à devenir prédominant ; tout le monde en parle lorsqu'il s'agit de la médecine et des divers scandales des examens d'internat, etc., mais on ne se rend généralement pas compte à quel point cette situation s'étend inéluctablement à toutes les disciplines au fur et à mesure que se multiplient les laboratoires, les postes de recherche, etc.

Il y a donc une probabilité, et qui va croissant, pour que l'étudiant, de par son contact même avec l'Université, soit amené à mettre en question la culture qui lui est fournie, sa relation avec la société, et la structure de cette société elle-même.

Il y a enfin un troisième facteur déterminant dans la situation de l'étudiant qui permet de comprendre à la fois la relative facilité avec laquelle des étudiants peuvent s'engager politiquement et la relative fragilité de cet engagement.

L'étudiant, tout au moins dans le système actuel de l'enseignement supérieur, garde encore une assez grande liberté mais aussi une certaine irresponsabilité. Ce sont l'endroit et l'envers d'une même médaille. L'étudiant subit beaucoup moins de contraintes sociales que, par exemple, le jeune ouvrier. Il n'est pas obligé de gagner sa vie, ses études n'occupent pas la totalité de son temps et il n'a pas de contremaître sur le dos. Il a rarement une femme et des enfants à nourrir. Il peut puiser dans la culture qu'il reçoit des éléments de réflexion, mais il n'est pas encore intégré à la vie active de la société. Il peut en fait prendre des positions politiques extrêmes sans grand danger, aucune sanction formelle ou même de fait ne le menace, sauf dans des cas exceptionnels.

Mais ces mêmes facteurs font que son engagement peut manquer de force, rester trop souvent « intellectuel » et provisoire. Si une large minorité d'étudiants met à profit cette phase de liberté-irresponsabilité pour prendre un recul vis-à-vis du système social établi, le juger et se dresser contre lui, il est inévitable qu'un large déchet apparaisse

par la suite. Savoir quelle fraction de cette minorité maintiendra plus tard, consolidera et approfondira dans la vie active cette opposition dépend d'autres facteurs qui dépassent de loin le problème étudiant : le sort des « nouvelles couches moyennes » dans une société de plus en plus bureaucratisée, la renaissance d'un mouvement de lutte des travailleurs. Mais quoi qu'il en soit à ces égards, une chose est certaine : la période qui vient verra se confirmer et s'amplifier le courant de contestation de l'ordre existant parmi la jeunesse étudiante.

⁂

Dans la période récente, le point de départ des actions étudiantes contre la guerre d'Algérie ont été la plupart du temps les consignes de l'UNEF. Il y a là, une ambiguïté, et même une contradiction, qui est importante. Comme nous l'avons déjà dit, dans ses structures et son expression organisée (et compte tenu de la séparation qui y existe entre dirigeants et adhérents, séparation aussi poussée que celle qui apparaît dans les syndicats ou les partis politiques), l'UNEF représente les aspirations de rénovation réformiste de jeunes futurs cadres (la tendresse que lui prodigue par exemple *L'Express* est caractéristique), qui demandent la modernisation du système et l'élimination de celles de ses absurdités qui se retournent contre son propre fonctionnement. Et dans le chaos, l'anarchie, le rôle exorbitant des résidus archaïques qui caractérisent le capitalisme français, la partie est évidemment belle. Demander de meilleurs et plus amples locaux pour l'enseignement supérieur devrait normalement être le souci du Ministre de l'Education ; dans la situation française actuelle où un gouvernement qui ne rencontre aucune opposition, n'a quand même pas la force de mécontenter une ou deux centaines de marchands de vins pour construire une Faculté des Sciences, cela peut prendre figure d'une revendication radicale. Et cela vaut, *mutatis mutandis*, pour les autres revendications concernant le logement étudiant, le pré-salaire, etc. Nous ne disons nullement que ces revendications sont perverses, tout au contraire ; nous n'affirmons pas que ceux qui les mettent en avant le font dans le but « explicite et conscient » d'affermir le système capitaliste en lui permettant de mieux former ses cadres. Aucun individu normalement constitué ne peut passer devant la nouvelle Faculté des Sciences sans avoir envie de fusiller sur-le-champ ceux qui sont responsables de ce monstre, ni comparer sans rage les crédits de la force de frappe et ceux de l'éducation. Mais quelle que soit la valeur de ces sentiments et l'importance qu'il y a à ce que les étudiants refusent d'accepter passivement le sort que la société veut leur faire, il n'en reste pas moins qu'il n'y a rien dans ces problèmes qui soit objectivement insoluble

pour le capitalisme, et même rien qu'il ne « résoudra », de sa façon et dans son optique, au fur et à mesure que la réalité l'obligera de prendre conscience de ses véritables intérêts. Ce ne sont pas ces revendications comme telles, ce sont les limites de ces revendications, l'absence de toute mise en question du système actuel, qui déterminent objectivement le caractère de l'UNEF. Et ceci trouve bien une contrepartie subjective dans la mentalité d'une bonne partie de ses cadres qui acceptent les buts de la société actuelle et sa division en classes, mais en voudraient une meilleure organisation, « le progrès », c'est-à-dire en somme une exploitation moderne.

D'une façon extrême, cette ambiguïté est apparue à propos de la guerre d'Algérie, où l'UNEF a d'une certaine façon porté le drapeau qui aurait dû être celui des politiciens bourgeois « éclairés » et progressistes : cessez cette guerre absurde où l'on engouffre sans aucune chance de succès des milliers de milliards qui pourraient être infiniment mieux employés chez nous, négociez avec les chefs du camp adverse. Ce n'est pas le lieu ici, ni même la peine d'expliquer pourquoi et comment, dans la France de 1959-1962, cette position a pu apparaître comme une position radicale. Mais il est certain que pour la majorité de ces étudiants qui ont pris part aux actions contre la guerre d'Algérie, autre chose était en cause. C'était l'impérialisme français qu'ils condamnaient et l'infâmie des dirigeants politiques traditionnels, c'était la lutte du peuple algérien qui suscitait leur solidarité. Et à travers la lutte contre la guerre, dans les manifestations, l'insoumission, la clandestinité, l'aide aux algériens, les discussions sur leur révolution, une minorité d'étudiants a pris conscience aussi de ce qui l'opposait à *sa propre* société. Sans toujours pouvoir se le formuler clairement, ils ont senti que seule une révolution pouvait changer une société, et faire naître un nouvel ordre humain. Et il n'est pas étonnant que, dans le désert politique que présente actuellement la France, il y en ait eu plusieurs qui aient voulu partir en Algérie, en Afrique ou à Cuba — et certains qui l'aient déjà fait — pensant que là au moins leur activité et leur travail auraient un sens.

La révolte de la jeunesse, la critique de l'enseignement donné et de son mode de transmission, la contradiction vécue de la fonction sociale et de la fonction culturelle de l'Université, la crise des valeurs qui laisse le jeune désemparé sans modèles et sans buts qu'il puisse faire siens, permettent de comprendre profondément l'intérêt des étudiants pour la guerre d'Algérie. La torture, les camps de regroupement, la guerre menée par l'armée française ont concerné les jeunes parce que concrétisations spectaculaires des contradictions de cette société dont ils avaient, certes à un degré moindre, à souffrir eux aussi dans

l'Enseignement. L'Algérie ce fut l'occasion, le catalyseur d'une opposition qui se cherche et prend peu à peu conscience d'elle-même.

*
**

Le nombre des étudiants dans les années à venir va s'accroître dans des proportions très larges. Les prévisions du « IVe Plan », qui à ce sujet ne prêtent pas à contestation, portent sur 500 000 étudiants en 1971, soit un doublement des effectifs actuels. L'Université sera alors bien cette usine de fabrication de cadres en série, qu'exige l'économie bureaucratique. Parmi ces 500 000 jeunes, une très petite minorité sera appelée à tenir par la suite des rôles de dirigeant de premier plan. La plus grande partie aura à remplir des fonctions obscures de cadres moyens parmi des millions d'autres hommes au travail. Leur vie sera celle d'exécutants recevant, à l'intérieur de systèmes plus ou moins complètement hiérarchisés, des tâches limitées et précises à accomplir, sans possibilité de décider de sa fonction, de son travail et en somme de sa vie. Les professions dites « libérales » le seront de moins en moins, et les valeurs auxquelles elles étaient attachées seront de plus en plus entraînées dans la problématique sociale. L'enseignement universitaire lui-même fera apparaître de plus en plus la contradiction entre les exigences du système social et les intentions de rationalité, d'objectivité, de vérité sans lesquelles il ne peut pas exister.

Certes, des facteurs de « politisation » liés à l'état d'anarchie actuel disparaîtront : la liberté-irresponsabilité de l'étudiant diminuera beaucoup, le sentiment de l'inadéquation de l'enseignement au métier futur, le problème des débouchés seront réglés dans une certaine mesure. La bureaucratie s'efforcera de proposer des valeurs nouvelles : planification scientifique, grandeur de la mission du cadre (« expert en gestion accomplissant une tâche d'intérêt national »). En s'affirmant ces traits laisseront en revanche apparaître la réalité de cette société moderne et l'étudiant sera plus tôt confronté à une aliénation peu différente de celle que subit l'ouvrier et l'employé.

Dans un groupe d'étudiants devenu beaucoup plus homogène dans son recrutement et dans sa situation, le cynisme et l'inconscience, l'insouciance et la naïveté auront beaucoup moins l'occasion de s'affirmer. Et pour une minorité d'étudiants les éléments d'une prise de conscience révolutionnaire seront rassemblés, et un engagement politique durable, basé sur la critique de l'organisation bureaucratique de la société, sera possible.

Claude MARTIN.

La vie de l'étudiant

Midi, fin du cours, on se précipite pour sortir, on fuit. Une conversation intéressante avec mon voisin est interrompue par la débandade. Dommage. Demain nous nous reverrons : « Salut » — « Salut » — « Ça va » — « Ça va ». C'est rare les collègues avec qui on discute plus d'une fois, plus rare encore les copains de la Fac qu'on rencontre en dehors des cours. Chacun sa vie à soi.

Ma vie à moi c'est dans une Cité ; là on discute, on en a le temps. D'abord des autres : « Lui, c'est un sale coco ». « Celui-là, un sale fasciste ». Ou bien : « T'as vu la fille de D.., elle est bien ». Evidemment qu'on l'a vue la fille de D... ; quand quelqu'un a une amie dans cette maison, il lui fait faire le tour de tous les couloirs pour l'exhiber. On parle beaucoup du travail : « moi, je fais mon certificat de philologie appliquée ». — « C'est dur ? ». — « Oui, le prof est une vieille peau » ; « Mon vieux, pour réussir « l'agrègue », tu prends une boîte à chaussures, tu la remplis de tes fiches, quand elle est pleine, tu es agrégé ». On est plus précis parfois : « J'ai fait 300 pages de polycopié ce matin ». — « Moi, pour mieux retenir je souligne mes polys au crayon rouge et bleu ». Toujours l'examen ou le côté technique de l'étude. On pense déjà au gain ou à la retraite : « être fonctionnaire, c'est pas mal » ai-je entendu dire. On aime parler de la paperasserie dans laquelle on se débat, on en est fier ; j'ai vu un étudiant qui pour séduire une jeune étrangère lui exhibait toutes ses cartes d'identité et lui en expliquait la signification. Il faut être au courant ; osez demander à quelqu'un qui vous déclare « Moi je fais l'E.N.I.C.A. » ce que c'est que l'ENICA !

J'habite une maison où nous sommes 400 ; pour s'occuper de nous un directeur, un économe, une surveillante, et 30 femmes de ménage. La maison a toujours l'air sale et prête à crouler. Il est vrai que nous ne respectons pas le matériel. Quand l'ascenseur est bloqué — en général quelqu'un qui l'arrête à un étage pour son usage personnel — c'est à coups de pied qu'on cogne sur la porte en criant « Salauds ». Il y a bien un écriteau nous priant d'être plus doux, mais il y a écrit merde dessus et dessiné un sexe. C'est comme la politique, nous en faisons surtout dans les chiottes : « De Gaulle est un con », «Kadar=Horthy» sur les murs, ou des réflexions sur nos collègues, ou sur la sexualité. Les ascenseurs qu'on répare tous les mois, les murs qu'on passe périodiquement au blanc d'Espagne, l'électricité qu'on laisse toujours allumée par principe « on s'en fout, ce n'est pas nous qui payons ». Il faut dire que la Direction nous prend pour des gosses. Un ami peintre quittait le pavillon, il y laissait pour quelques jours des tableaux qu'il ne pouvait emporter ; il vient chez le Directeur qui lui devait de l'argent pour un travail : « Je ne vous paierai que quand vous aurez débarrassé la Maison de vos colis, vous comprenez nous ne voulons pas de choses qui traînent ici ». Un peintre qui laisserait traîner ses tableaux ? La Direction pourtant fait appel à nos plus nobles sentiments. En entrant à la Cité j'ai reçu un flot de fascicules et de questionnaires me demandant entre autres si je parlais des langues et si j'étais prêt à collaborer aux multiples activités culturelles et sportives de cette « Communauté groupant des membres de 86 Nations », sinon je comprenais bien qu'il vallait mieux que j'habite ailleurs. Réponse personnelle au Délégué Général exigée. J'étais gêné pour écrire cette lettre, m'en-

gager à tant de choses, alors que le travail déjà... « Ecris n'importe quoi, va, on ne lit jamais ces papiers » m'a dit un copain. Personne n'est venu vérifier si je parlais le Portugais (heureusement) ni me demander d'adhérer aux Amitiés Franco-Brésiliennes. Ce n'est pas au restaurant non plus qu'on se fera des amis, comme disait le papier : « Au restaurant, dans votre pavillon, dans le parc, vous rencontrerez... etc. ». En fait c'est déprimant le restaurant. On y fait parfois une demi-heure de queue pour se saisir de son auge, on échange quelques mots hargneux avec la serveuse et on se cherche une place. On n'oserait jamais adresser la parole à son voisin, il a l'air tellement sérieux et préoccupé, on dirait qu'il porte sur lui tous les malheurs du monde. On mange en dix minutes. La solution c'est de venir avec des copains. Pourtant c'est vrai il y a beaucoup d'étrangers à la Cité et, non sans curiosité, on se tourne vers eux pour apprendre la vie de leurs pays. Un Allemand m'a beaucoup parlé de magnétophones et comment leur trafic était rentable. Un Italien m'a convaincu que les Fiats étaient les meilleures voitures. Un Hongrois s'est fâché parce que je ne croyais plus en la valeur de leur football. Quoi qu'il en soit nous fréquentons beaucoup les étrangers. C'est ce qui se fait. Il faut pouvoir dire : « Un poète yougoslave est venu chez moi cet après-midi ». — « J'ai pris le thé avec un peintre américain ». Le fin du fin c'est de pouvoir présenter aux copains : « Mon ami Guinéen ». Il y a un jour où nous nous souvenons de notre engagement, où nous nous groupons tous — les 86 Nations —, c'est le lundi pour la séance de cinéma organisée par la Direction. C'est un grand jour et nous y participons activement en fabriquant des avions en papier que nous larguons à l'entr'acte.

Il y a des élections dans ma Maison, pour le comité. Liste Apolitique d'Action Syndicale contre Liste Apolitique pour la Défense des Intérêts. En fait elles s'accusent réciproquement par voie de tracts de faire trop de politique ou elles se diffament : « Il paraît que le président sortant a fait de la prison comme coco ». — « Oui mais l'autre est ami avec le Directeur ». Mais la bataille se jouera sur le bar qui fonctionne dans notre Pavillon : on dit que le Comité sortant a détourné l'argent du bar ; le Comité réplique en organisant un bal avec invitations gratuites. Toutefois les listes ne sont pas encore formées, c'est très dur, il faut équilibrer au « pro-rata » de notre population : un Hongrois, un Africain, un étudiant en Médecine, un de Supelec... etc., et un président Sciences-Po (c'est son métier). On me propose d'être sur une liste : « Tes amis voteront pour toi, et si on gagne tu es sûr de rester une année de plus à la maison ». La bataille sera âpre en tout cas, l'enjeu est de taille : notre pavillon est le plus grand et son président passe automatiquement président de l'A.I.R.C.U.P. (l'association des résidents) et, de là, l'U.N.E.F. et les honneurs.. Voilà notre petite politique à nous. Quant à l'autre, la grande, la générale, elle ne nous apparaît que sous forme de discussions oiseuses au bar, de vendeurs de journaux bénévoles frigorifiés les dimanches d'hiver, de pétitions pour « la défense des libertés démocratiques » ou contre ces mêmes libertés. Peu de vie politique à la Cité, quoi, ceci pour une raison : Direction et comités sont d'accord sur ce point. « Nous ne voulons pas de gens qui sèment la merde ici » ; c'est-à-dire que ceux qui ont des idées trop arrêtées sont rapidement exclus.

Parmi les distractions il y a d'abord celles qui n'en sont pas, ce sont plutôt des spécialités ; et l'amateur n'épargnera aucun effort pour être et pour être reconnu comme un spécialiste. Le spécialiste de cinéma sera toujours sur le point de faire un film avec Untel et se baladera avec dans la main un livre « Le symbolisme chez Einsenstein » : « Moi je suis à la Cinémathèque tous les soirs ». On peut être spécialiste de musique et organiser des auditions de disques ; spécialiste de théâtre, de littérature espagnole, on organise des conférences. Il y a les sportifs. Il fait beau, sur le terrain des garçons jouent au ballon ; j'y vais. « Ne nous dérange pas, c'est nous l'équipe de l'Agro, on a réservé le terrain, on travaille notre

jeu ». Travailler un jeu ? Je sais qu'ils ont un match ; c'est contre notre pavillon qu'ils jouent. Sur 400 types 20 jouent au ballon chez nous. Le matin du match cinq seulement sont debout. On a bien essayé de réveiller les autres : « Fous-moi la paix, je ne suis pas seul ». — Laisse-moi dormir, je me suis couché tard ». — « Je suis fatigué, j'ai un examen dans une semaine ». Après avoir glané quelques copains dans d'autres pavillons nous arrivons à 9 sur le terrain (il faut être 11) et bien en retard. « Vos licences ? » Nous ne sommes pas tous à en avoir. « Bon, alors vous perdez par forfait. C'est sérieux, c'est un match de championnat ». — « D'accord, mais faisons un match amical ». — « L'Agro ne fait pas de matches amicaux ». Sans licences, pas question de jouer au ballon. Mais la pratique d'une spécialité ne détend pas, c'est plutôt un travail. On cherche à se détendre. On se réunit au Chalet, c'est un café. Au Chalet, il y a quatre billards électriques tout le temps en service. « Quand j'ai travaillé deux heures je descend faire une ou deux parties de TILT, ça me détend, j'ai un meilleur rendement après ». Mais les appareils ne sont pas toujours disponibles ; alors on regarde les autres jouer ; connaisseur, on apprécie les beaux coups, enthousiaste, on applaudit quand il a gagné une partie gratuite. Au Chalet la moitié de la salle est occupée par ces joueurs et leurs spectateurs. Un raffiné m'a avoué qu'il éprouvait comme des sensations sexuelles à ce jeu. Le samedi soir on sort, on râle ensuite « Tout le monde sort le samedi, il y a des queues partout ». Nous, nous aurions le temps de sortir un autre jour de la semaine, mais la tradition veut que ce soit le samedi. « Le samedi moi je ne travaille pas, je ne peux pas ; je me détends, on bosse mieux après ; c'est prouvé par des statistiques ». — « Un conseil, quand t'en a marre du boulot, va écouter du jazz trois heures, ça rentrera mieux ensuite ». C'est ça la détente scientifique pour un meilleur rendement, comme la musique dans les grands magasins. La ligne de Sceaux nous déverse tous au Luxembourg, on descend le boulevard Saint-Michel, les plus aventureux prennent le boulevard Saint-Germain. Rentrés à la Cité : « J'ai chassé hier soir au Quartier ». — « Des jolies filles ? » — « Peuh ». Mais d'autres bruits courent : « Il y a des Suédoises maintenant au Quartier ». — « Il y a des Allemandes, elles sont faciles, tu devrais essayer ». Ainsi tous les samedis c'est le boulevard Saint-Michel ou le boulevard Saint-Germain.

Malheureusement parfois cette vie tourne au drame surtout pour ceux qui ne draguent pas le boulevard Saint-Michel, ne jouent pas au tilt, n'aiment pas écrire dans les chiottes, n'ont pas le courage d'aller chercher une licence de foot. On se suicide assez souvent à la Cité : une tentative par pavillon par an en moyenne. On va beaucoup voir le psychiatre : 500 résidents sont soignés dans le service mental de l'hôpital. On se marie très jeune aussi pour s'isoler de cette vie de fous. Toutefois cette dernière solution est moins un drame.

Les copains me disent pourtant : « tu as de la veine d'habiter la Cité, on s'y fait des amis ».

Eux ils sont chez leurs parents — parasites — ou dans des chambres de bonne — absolument seuls. D'anciens résidents, d'il y a 4 ou 5 ans, reviennent tous les jours, prendre un pot au bar, jouer au bridge ou aux échecs, voir Untel.

Ici nous sommes entre nous ; paradoxalement nous oublions plus facilement que nous sommes des « étudiants » c'est-à-dire des improductifs, des spécialistes des idées. La société n'est pas là pour nous faire sentir que nous ne travaillons pas, que nous ne gagnons pas d'argent ; et nous évitons la fatigue d'avoir à faire croire aux autres que notre travail est exténuant — certains continuent à le faire quand même par déformation.

Les « spécialistes » se groupent selon leurs « spécialités ».

Animés d'un prosélytisme ardent ils se font connaître, sous-entendant toutefois que nous ne sommes pas à la hauteur.

Les autres nous nous réunissons en évitant de parler de travail — ça rase, de politique — on pourrait se fâcher.

La Direction nous rappelle le monde extérieur en nous restreignant à coups de règlement nous faisant bien comprendre que, nous avons beau payer, comme nous sommes « étudiants-improductifs » nous n'avons qu'à suivre, d'autres décident. C'est contre elle que se fait l'unanimité, nous essayons de la rouler par tous les moyens. Nous résolvons nous-mêmes la crise du logement en hébergeant des mois durant des « clandestins ». C'est puni de renvoi immédiat et les femmes de ménage ont le devoir de dénoncer les « cas de clandestinat ». Elles nous disent : « Mon pauvre monsieur, la Direction me fait bien des misères comme à vous, ce n'est pas moi qui irait vous dénoncer ». Nous leur rendons en échange des services quand elles ont des démêlés avec la Direction car elles sont rarement syndiquées et nous devons gueuler pour elles. Ce sont les Africains les champions du « clandestinat », j'ai connu une chambre à deux lits occupée par sept personnes. Parmi la Direction il se trouve des gens compréhensifs, un économe qui vous laisse avoir six mois de loyer en retard, une surveillante qui prend sur elle la responsabilité de débarrasser une chambre d'objets compromettants avant une perquisition de police. Mais c'est contre la Direction que nous nous « humanisons » le plus.

L'autorisation donnée à la Ville de Paris de construire une autoroute a déclenché une manifestation nocturne de toute la Cité ; ce qui n'a pas empêché l'autoroute d'être construite d'ailleurs.

Le Directeur de ma maison ayant interdit les visites féminines après dix heures du soir, un membre du Comité se dévoue et sonne à sa porte à 10 h. 5 pour lui présenter sa fiancée. Renvoi immédiat. Manifestations dans la maison. Le Directeur perd la tête et fait appel aux C.R S. Les C.R.S. ayant conquis le 1er étage après une lutte acharnée reçoivent l'ordre de reculer. Le Directeur est renvoyé. La maison n'en continue pas moins de fonctionner dans le désordre et la liberté. Tout le comité d'un pavillon trop hostile est renvoyé par son directeur, l'A.I.R.C U.P. les loge dans ses bureaux et réussit à les recaser tous dans d'autres pavillons.

La vie sociale existe à la Cité mais elle est placée sous le signe du périodique et de l'exceptionnel. Du périodique, on ne sort de son cocon -- son petit groupe — que pour gueuler un peu et cela n'arrive pas tous les jours. Et même dans un groupe tout rapport est un contrat immédiatement révocable. Deux bons copains la première année de leur séjour se diront « Salut ». — « Salut » ; « Ça va ». — « Ça va » la deuxième et ne se diront même plus cela la troisième. De l'exceptionnel, pour une manifestation on me dit « va faire descendre tes copains » ; s'ils descendent ils me préciseront « qu'ils s'en foutent, que c'est bien parce que c'est moi. pour me faire plaisir, que c'est une exception ». L'essentiel est de se faire illusion qu'on ne vit pas la même vie, qu'on ne participe pas à cette merde. « Moi », me disait un garçon qui m'avait retenu à discuter chez lui jusqu'à trois heures du matin, « ma vie n'est pas ici, je considère la Cité comme un hôtel et j'ai les mêmes rapports avec mes voisins qu'avec des voisins d'hôtel ».

Richard DECHAMP.

La situation de l'étudiant

Ces quelques notes sur la situation et le comportement d un étudiant en lettres apparaîtront peut-être comme correspondant aux soucis d'une infime minorité, alors que d'une façon plus ou moins directe, elles peuvent s'appliquer à la situation des étudiants dans son ensemble si l on considère les modifications profondes de leur comportement.

De ce comportement se dégagent deux éléments fondamentaux que l on pourrait caractériser par les termes de disponibilité et d'instabilité.

Errant dans un terrain vague, que limitent quelques barrières nommées « objets d'étude », « culture », « situation sociale », l'étudiant se sent plus ballotté que concerné. Cette perpétuelle oscillation lui impose la nécessité d'un choix permanent. Mais ce choix ne se manifeste que d'une façon irréelle et aliénée. Conscient du mouvement de sa propre recherche, il conclut à sa liberté de choix et pense que tout ce qui se pose pour lui en ces termes est accepté par les autres comme naturel. Cette insertion de l'étudiant dans un cadre, peut-être mal défini, mais qui n'en reste pas moins un cadre, implique que sa vision d'autrui se trouve limitée par sa propre extériorité au monde. La conscience d'un choix apparemment mouvant lui cache celui des autres. Et ce mouvement est en réalité un mouvement en vase clos, qui ne reçoit aucune impulsion du dehors. Pour que cette conscience d'un choix à faire trouve un fondement dans le réel, il faudrait d'abord que l'étudiant pût pénétrer dans les couches sociales, y séjourner, se faire accepter par la culture ; il lui faudrait franchir les barrières et non butiner de l'une à l'autre pour finalement tourner en rond dans son manège. Evoluant dans ce terrain vague, il ne fait qu'effleurer les barrières en croyant les ouvrir et ne voit pas qu'elles l'encerclent et l'étouffent pour le rendre inoffensif.

L'étudiant a ce privilège peu commun d'avoir l'impression de vivre les différents modes de compréhension du monde et de ses situations sociales, comme il avait l'impression de vivre librement son choix. Condamné, — et cela s'applique particulièrement à l'étudiant en lettres — à « APPRENDRE » les faits sociaux, la condition ouvrière, la lutte des classes, les guerres dites idéologiques ou impérialistes, il se sent inséré entre sa véritable condition sociale, dont il lui est difficile de connaître les limites, et celles qu'il a étudiées en les déformant plus ou moins. L'étudiant est ENTRE — entre deux chaises, entre deux classes, entre deux mondes. Contrairement à l'ouvrier qui choisit sans choisir, c'est-à-dire qui fut généralement ouvrier avant d'avoir choisi de l'être, l'étudiant s'imagine avoir choisi son destin parce que les motivations profondes de son choix ont été transférées sur ses objets d'études (littéraires, philosophiques, etc.). Disponible, parce que conscient de ce qu'il croit être sa connaissance et sa liberté de choix, l'étudiant est en réalité ballotté et étouffé par la structure sociale bourgeoise. Ces mouvements de choix successifs qui paraissent déterminés par sa « connaissance », témoignent de son aliénation et de sa profonde instabilité. Son choix politique et social est donc fondamentalement aliéné.

L'étudiant est, plus que tout autre, victime des concepts bourgeois et des divisions imposées par la société qui l'imprégne du mythe de « l'inoffensif et de l'impuissant ». Plus ou moins rejeté et méprisé par l'histoire, l'étudiant a servi de figure littéraire. Sentant confusément qu'il n'est jamais directement concerné, il se croit exté-

rieur aux structures sociales, si extérieur qu'il voit mal la possibilité d'agir sur elles. Ce mythe de l'impuissance a déterminé chez lui une psychologie d'analyse sous couvert d'objectivité. Faute d'être vraiment INTEGRE dans le social, parce qu'il lui reste toujours un sentiment d'extériorité, l'étudiant peut difficilement comprendre le mouvement d'autrui. Il se persuade qu'il fait partie d'une élite, à la pointe idéologique d'un progrès qu'elle se contente d'analyser, d'une élite placée aux avant-postes du combat contre l'oppression sociale. Donc, instable et disponible parce que sans cesse oscillant entre les couches sociales et la connaissance qu'il en a, l'étudiant est l'être de l'intermédiaire. A tout instant poussé à contester et à critiquer la société, il est de la part de cette dernière l'objet d'une constante surveillance. Surveillance à caractère d'auto-défense. En l'immobilisant grâce à ces situations confuses et opaques d'entre deux, de malaise et de déclassement, elle a réussi à le faire passer pour méprisable. Et lui, aliéné alors qu'il croyait ne plus l'être, est conduit à chercher refuge dans une attitude individuelle et orgueilleuse, l'attitude de l'élite.

Le fait même que l'étudiant soit considéré comme un être chez qui la révolte et l'action sociale se sont figées sur le papier, témoigne bien de sa « mise hors de jeu ». Mais il faudrait maintenant prendre conscience que ce caractère d'extériorité et d'étrangeté, qui apparaît dans ses rapports avec autrui, n'est qu'une arme brandie par la société. Si en face de lui se dresse une violente opposition qui tend à le rejeter, il garde pour sa part ce caractère de disponibilité et d'instabilité qui serait capable de se transformer, si on acceptait d'en faire cas, en une forme positive. Se sentant écarté et dans une certaine mesure méprisé par la classe des travailleurs, l'étudiant ne voit pas comment se rapprocher d'elle. Si cette dernière pouvait l'appeler à elle, il y aurait très vite un grand changement dans la physionomie de la société. On ne lui a pas seulement enseigné qu'il fallait se battre, il en a senti la nécessité profonde. Car, passé le temps de l'errance, l'étudiant se précipite à la recherche de « l'action ». Il faut profiter de cette force d'énergie avant qu'elle n'ait été brisée par une société qui en appelle à sa défense et à sa conservation. C'est au prolétariat de faire appel à la couche étudiante plutôt qu'à la couche étudiante de faire appel au prolétariat.

Dionys GAUTIER.

L'éducation sexuelle en U.R.S.S.

En 1959, on publiait à Moscou un livre rédigé par un éminent médecin, le docteur T.S. Atarov, « Médecin de mérite de la république socialiste russe », titre des plus enviés en URSS. Le livre, dont cent mille exemplaires furent imprimés et vendus en quelques jours, porte le titre ambitieux : *Les problèmes de l'éducation sexuelle.*

Après une introduction « marxiste » sur le sujet, comportant de longues citations de Marx et Engels sur l'esclavage de la femme dans la société bourgeoise, l'auteur déclare que la révolution russe a supprimé bien des maux dans ce domaine, entre autres la prostitution, pour laquelle, dit-il, « il n'existe plus aucune base sociale ». La monogamie a été conservée, mais possède un sens différent dans la société soviétique.

« Ce serait cependant une erreur de penser que la transition est complète... De nos jours, il subsiste de vieux restes idéologiques... ». Bien des hommes, dit-il, trompent leurs femmes sans remords, bien des jeunes gens ont des relations pré-maritales sans se sentir coupables. Ce qui est encore plus grave, certains parmi les jeunes tendent à réduire leurs rapports avec le sexe opposé à une pure satisfaction de leurs besoins physiques, sans relations spirituelles ou morales.

Quelques-uns parmi ces « briseurs des lois » vont jusqu'à donner une expression « philosophique » à leur attitude. Ils affirment que la promiscuité dans laquelle ils s'engagent est un substitut inévitable de la prostitution du passé ; ils déclarent aussi, que la vie en société demande une certaine liberté dans les questions sexuelles, la liberté étant « biologiquement naturelle », tandis que la monogamie refoule les impulsions de l'homme.

Cette attitude, affirme le Dr Atarov est contraire aux idées de Lénine pour qui l' « amour libre » n'était pas du tout une solution dans une société socialiste bien organisée. Il est également faux, dit-il, que la licence sexuelle soit un substitut inévitable de la prostitution. Dans les pays bourgeois il y a aussi bien l'une que l'autre. Sous le socialisme, nul besoin de l'une ou de l'autre.

Dans le chapitre I, l'auteur s'efforce de trouver une solution heureuse et harmonieuse qui combinerait « la liberté et la discipline ». Et il parvient à ce critère, que « une conduite harmonieuse est réalisée quand les désirs person-

nels de l'individu coïncident avec les intérêts de la société en général » (il ne cite pas, toutefois, Emmanuel Kant).

Au chapitre II, l'auteur insiste sur la différence entre puberté et maturité sexuelle et conseille les parents sur la manière d'aider les adolescents à passer ces années difficiles. A propos de la menstruation, il déclare qu'en aucun cas il ne sera introduit du coton ou de la gaze dans le vagin, comme le font à tort tant de femmes. Les organes externes doivent être lavé deux fois par jour avec de l'eau chaude bouillie.

Un autre problème complexe est celui de la masturbation. « Dans les conditions soviétiques la masturbation n'est plus le phénomène de masse qu'elle était par le passé, mais elle subsiste ». Divers facteurs la favorisent : des vêtements trop serrés dans les régions les plus basses peuvent éveiller la sensualité par une friction constante des organes génitaux. Autres causes de la masturbation : les mauvaises habitudes des garçons, telles que garder les mains dans les poches de leurs pantalons ou sous les couvertures, s'allonger sur le ventre ou se chatouiller mutuellement sous les bras ou sur la poitrine, etc. La constipation et une vessie pleine tendent aussi à favoriser la masturbation. La lecture de livres excitants, la contemplation de la vie sexuelle des animaux conduit aussi à la masturbation, comme aussi la vie sédentaire, l'isolement de la collectivité et, est-il besoin de le dire, l'alcool.

Pour le Dr Atarov il n'y a pas l'ombre d'un doute que la masturbation ait un mauvais effet sur le système nerveux. L'adolescent devient irritable, apathique, se fatigue vite et est indifférent au travail physique ou intellectuel. Aussi donne-t-il une série de conseils pour combattre ce mal redoutable : repas réguliers, exercice, marche, sport et culture physique, en somme tout ce qui dévie l'attention de l'enfant des préoccupations sexuelles. Les habitudes de sommeil sont très importantes à cet égard : un lit dur est essentiel. Il est très important que l'enfant ou l'adolescent ne puisse observer la vie sexuelle des animaux et qu'on étouffe dans l'œuf toute tendance de sa part à utiliser les gros mots.

Les parents devront veiller à éviter les mauvaises influences des camarades d'école, des jeux excitants, des livres et des films. Ils devraient eux-mêmes éviter les gestes qui stimuleraient les organes génitaux des enfants : les petits enfants en particulier ne devraient pas être portés de manière que leurs organes génitaux soient constament frottés. Les caresses sur la poitrine ou le ventre sont à proscrire, car elles éveillent inévitablement la sensualité et les parents qui les pratiquent font beaucoup de mal à leurs enfants. Elles sont d'ailleurs l'indication d'un niveau culturel très bas des parents.

De même, déclare le Dr Atarov, on devrait inter-

dire aux jeunes gens certaines activités : ils ne devraient pas être serveurs ou serveuses dans des cafés, restaurants ou bars. L'atmosphère de ces endroits, avec leurs allées et venues constantes de toutes sortes de gens est nuisible et encourage les jeunes à s'embarquer dans des relations prémaritales. Des jeunes personnes non mariées ne devraient pas travailler dans de tels lieux.

Au chapitre III, « L'éducation morale des jeunes », le Dr Atarov insiste encore sur la différence entre puberté et maturité sexuelle. Certains jeunes ne la comprennent pas, dit-il ; et, du moment qu'il y a désir sexuel, ils en viennent à la conclusion erronée que ce désir doit être satisfait, que la chasteté est mauvaise et contraire aux lois de la biologie. Cette vue fausse justifie à leurs yeux le début d'une vie sexuelle prématurée. La science médicale, dit le Dr Atarov, rejette complètement cette théorie. Aucune maladie n'a jamais été causée par la chasteté, qui est complètement inoffensive, non seulement pour les jeunes mais aussi pour les adultes. Les gens qui pratiquent la chasteté ne se plaignent jamais d'aucun malaise ; au contraire, ils sont pleins d'énergie et de pouvoir créateur. Inversement, la promiscuité sexuelle conduit souvent à une vieillesse prématurée et à l'impuissance.

Le chapitre IV est consacré aux relations extra-maritales que le Dr Atarov condamne sévèrement, en citant des cas à l'appui. En voici deux :

1) *Boris*, tourneur 20 ans. N'a pas eu d'éducation secondaire. Lorsque, à 15 ans, il prit un travail d'usine ses parents « ne protestèrent pas » (sic !).

Boris était un bon ouvrier, bien considéré par ses chefs (re-sic). Mais sa vie privée était absolument désordonnée.

Une nuit au bal, il rencontra une jeune fille. Ils devinrent rapidement amis et, 2 ou 3 jours plus tard, l' « intimité » a eu lieu. Boris ne s'était même pas soucié de lui demander son nom, il avait pourtant été assez éloquent pour la persuader de se rendre à ses charmes. La liaison ne dura pas : en moins d'un mois, Boris abandonna la jeune fille.

Ce qu'on doit souligner dans cette triste histoire, d'après le Dr Atarov, n'est pas seulement l'attitude de Boris, mais la confiance illimitée de la jeune fille, qui ne sut pas résister aux avances insolentes de cette rencontre d'occasion. Les parents de la jeune fille et l'école qu'elle a fréquentée sont également responsables de ce qui est arrivé. Quant à Boris, son attitude ne lui apportera guère de joie. Il se condamne ainsi à la solitude. Il n'éprouvera jamais les joies d'une vie de famille, et finalement il contractera une maladie vénérienne (!).

2) *Pierre*, étudiant, 26 ans, vivait maritalement avec une jeune fille. Un jour de vacances il rencontra une autre

jeune fille. Ils devinrent « intimes » sans connaître leurs prénoms respectifs. Revenu chez lui, il infecta la fille avec laquelle il vivait de façon permanente avec une maladie vénérienne contractée auprès de sa liaison de vacances. Cette attitude de Don Juan est dégoûtante. Malgré tout, Pierre est un excellent étudiant et ses camarades pensent de lui le plus grand bien.

Dans ce chapitre, on trouve encore la déclaration suivante :

« Quand une jeune personne pense à se marier, les parents ne doivent pas rester neutres. Le mariage soviétique n'est pas seulement une affaire individuelle, mais une affaire de la société et de l'Etat. Les gens qui considèrent le mariage comme un amusement temporaire commettent un crime contre la moralité socialiste ».

Dans le chapitre V, le Dr Atarov traite de problèmes particuliers, tel l'amour non partagé. « L'amour non partagé ne doit pas être considéré comme une tragédie vitale. Sous la société socialiste, dans laquelle le service public est la chose essentielle, et pourvu que le passionné ait assez de discipline intérieure, il doit pouvoir surmonter son malheur. Le *travail* et le soutien moral de ses camarades doit lui être de la plus grande aide.

On ne peut mieux faire, en guise de conclusion que citer cette phrase du Dr Atarov, qui résume bien l'esprit de son livre :

« La loi ne peut pas s'occuper de tous les cas de conduite immorale, mais la pression de l'opinion publique doit continuer à jouer un rôle agissant dans la lutte contre toutes les formes de conduite immorale ».

*
**

Comment s'étonner que le plus clair de la production russe en matière littéraire soit une espèce de Paul Bourget (où le « socialisme » a pris la place du catholicisme), lorsque la morale sexuelle officielle, telle qu'elle apparaît à travers le livre du Dr Atarov, rappelle irrésistiblement les conseils d'éducation sexuelle que consignaient, dans des livres à l'usage des parents, les médecins bien pensants aux alentours de 1890 ? Tous les fétiches de la morale bourgeoise, plus généralement : de la morale des sociétés de classe patriarcales, toute l'idéologie réactionnaire pompeusement costumée sous le nom de mystificateur de « science », tous les préjugés les plus arriérés et la mauvaise foi hypocrite d'une petite bourgeoisie puritaine, se retrouvent dans le livre d'Atarov. Si la morale est une « superstructure » dont le contenu serait déterminé sans ambiguité par les « infrastructures », comment se fait-il que la superstructure morale de la société « socialiste », son idéologie sexuelle, soient identiquement pareilles à la morale sexuelle la

plus rigoureusement bourgeoise, et bourgeoise du XIX[e] siècle ?

On ne veut pas ici traiter le sujet lui-même, qui est immense ; il serait d'ailleurs ingrat de le faire à partir des « idées » d'Atarov. Mais quelques remarques sur le fond sont indispensables, si l'on veut comprendre la signification *sociale* de la morale sexuelle qu'il exprime et sa fonction dans l'édifice de la société russe.

Atarov part de ce vieux sophisme, consistant à établir une distinction entre puberté et « maturité sexuelle » et à en tirer des conclusions complètement arbitraires. Cette argumentation, sorte de chantage à la science, traduit en même temps l'ignorance en matière de science, aussi bien de médecine que d'ethnologie. Le seul sens que peut avoir, du point de vue médical et physiologique, la distinction entre puberté et « maturité sexuelle », est celui-ci : la puberté entraîne la capacité sexuelle proprement dite, à savoir la capacité de copuler ; elle n'entraîne pas nécessairement la capacité de reproduction, c'est-à-dire l'aptitude d'être fécondée pour les filles et peut être même l'aptitude de féconder pour les garçons, qui semble survenir dans la grande majorité des cas quelques années plus tard.

C'est donc d'une parfaite mauvaise foi que de créer une confusion entre « capacité sexuelle » et « capacité de reproduction ». Et c'est parfaitement arbitraire, du point de vue scientifique, que de justifier, comme le fait aussi bien Atarov que la morale sexuelle bourgeoise, l'interdiction des rapports sexuels infligée aux adolescents, par leur « immaturité » qui ne pourrait être, tout au plus, qu'une immaturité du point de vue de la reproduction. Mais si l'unique but et la seule « justification » des rapports sexuels était la reproduction, pourquoi ne pas les interdire alors aussi aux femmes après le retour d'âge ? Pourquoi ne pas les interdire, plus généralement, au genre humain tout entier, en dehors des deux, trois ou quatre fois nécessaires à la reproduction de l'espèce ? La fonction sexuelle chez l'être humain dépasse de très loin sa signification reproductive, comme le prouve le fait qu'un individu normalement constitué peut avoir et a des rapports sexuels des milliers de fois dans sa vie, tandis que quelques fois suffiraient pour assurer la fonction reproductive. Du reste, la discussion là-dessus a quelque chose d'intrinsèquement absurde : si l'on voulait soutenir (en dépit des évidences les plus banales) que la puberté n'entraîne pas la capacité sexuelle, alors pourquoi prend-on la peine d'interdire quelque chose qui serait impossible ? On n'a jamais songé à interdire aux nourrissons le pilotage des avions. Tous les échafaudages pseudo-scientifiques sur la réalité ou non de la capacité sexuelle des adolescents ne visent qu'à camoufler ce fait : il faut *interdire* l'usage de leurs facultés sexuelles, tout particulièrement aux adolescents, mais même aux individus quels qu'ils soient, du

moment qu'il se situerait en dehors du cadre imposé par la « société ».

Quelles justifications présente-t-on de cet interdit ? On dit souvent (et c'est aussi quelque chose qu'insinue la distinction entre « puberté » et « maturité ») qu'une libre activité sexuelle des adolescents aurait des résultats catastrophiques parce qu'elle aboutirait à la procréation d'enfants dont ces adolescents ne seraient pas en mesure, ni moralement, ni économiquement, d'assumer la responsabilité. Mais tout d'abord, comme il a été déjà dit, il est pratiquement certain que dans la grande majorité des cas, les rapports sexuels entre adolescents ne peuvent aboutir à la procréation. On connaît des tribus polynésiennes ou indiennes (1) chez lesquelles les adolescents traversent une phase de plusieurs années de libre commerce sexuel (où même les couples se forment de manière extrêmement transitoire et lâche) sans qu'il y ait des enfants, soit qu'il y ait impossibilité physiologique au sens où on l'a dit plus haut, soit que les filles, gardant encore cette connaissance de leur corps que l'homme occidental a perdu, évitent les rapports pendant les jours où elles sont fécondables. Et c'est lorsque cette phase est terminée que, en même temps qu'ils sont reconnus comme adultes par la tribu, jeunes hommes et jeunes filles contractent des mariages stables dans lesquels ils auront des enfants.

Ensuite, qu'est-ce qui empêche de fournir aux adolescents les moyens et les connaissances anti-conceptionnels sûrs qui existent ? Quoi d'autre, sinon la volonté de la société établie de réprimer leur activité sexuelle en brandissant la menace de l'enfant, comme autrefois (et encore maintenant, et Atarov ne s'en prive pas) celle des maladies vénériennes ?

Enfin, si pour *un* individu placé dans un cadre social donné qu'il ne peut modifier par ses simples désirs ou actes, la possibilité d'avoir un enfant se présente — que l'on soit adolescent ou même adulte — comme la menace d'une catastrophe, vu les conditions imposées par la société, on ne peut pas se placer sans plus au même point de vue lorsqu'on examine le problème à l'échelle générale. Pourquoi les adolescents devraient-ils supporter les charges économiques d'un enfant qui leur naîtrait ? Pourquoi devraient-ils être sans ressources économiques propres ? Pourquoi devraient-ils être élevés de façon qui les rende incapables d'assumer les responsabilités d'un enfant ou d'autre chose ? Nous ne disons pas qu'il faut que les adolescents fassent des enfants, mais simplement que discuter de ces problèmes sans mettre en question une seule fois

(1) Voir M. Mead, *Coming of Age in Samoa*, et Elwyn Verrier, *The Murias and their Gothul.*

les postulats de l'ordre établi est la marque irréfutable du philistinisme le plus achevé.

Tout aussi réactionnaires et anti-scientifiques, sous leur masque pseudo-scientifique, sont les idées du Dr Atarov sur la masturbation. Passons sur le ridicule qu'il y a à établir une relation de cause à effet entre la masturbation et les vêtements trop étroits, etc., relation directement empruntée à la sagesse sexologique des gouvernantes de 1880. Passons même sur le démenti qu'Atarov inflige lui-même, par ce qu'il dit de l'étendue de la masturbation chez les adolescents , à ses thèses sur l'absence de « maturité sexuelle » : car qu'est-ce que la masturbation présuppose chez les adolescents, sinon en premier lieu l'intensité du désir sexuel et la capacité de le satisfaire ? Et pourquoi ce désir se satisfait-il de cette façon ? Dans la grande majorité des cas, parce que les contraintes sociales aussi bien extérieures qu'intérieures, empêchent qu'il soit satisfait de façon normale. C'est la même « morale » hypocrite qu'Atarov veut défendre, qui crée et multiplie de ses propres mains le « mal » qu'elle condamne et poursuit par ailleurs.

Mais ce qu'Atarov dit du caractère nuisible de la masturbation n'est pas simplement erroné, c'est positivement criminel. Car pour autant que la masturbation s'accompagne, chez les adolescents, d'effets nuisibles, ceux-ci ne proviennent pas de l'acte de masturbation lui-même, qui en lui-même n'a rien de nuisible et, pour autant qu'il permet à l'organisme de se débarrasser d'une tension qu'il ne peut décharger normalement, serait au contraire bénéfique. Ils proviennent du conflit qui existe, chez l'adolescent qui se masturbe, entre le besoin de satisfaire son désir par la seule voie qu'on lui laisse ouverte, et l'interdit social — « moral » pesant sur la masturbation, la culpabilité de s'y livrer, l'angoisse de castration qui résulte inéluctablement des mises en garde et des menaces sur la déchéance physique et morale que provoquerait la masturbation (2) ; culpabilité et angoisse que les racontars de bonne femme

(2) Nous parlons du cas le plus simple, le plus « normal ». En tout cas, il est vrai sans restriction que, dans la mesure où il y a des effets nuisibles, ceux-ci proviennent d'un conflit intériorisé par le sujet. Mais le conflit peut être plus compliqué ; par exemple, si dans les phantasmes dont s'accompagne toujours la masturbation s'expriment des « déviations » sexuelles du sujet par ailleurs fortement réprimées et censurées, le sujet se sent pour ainsi dire doublement culpabilisé par son acte de masturbation. Mais dans ce cas aussi il est évident qu'interdire la masturbation équivaut à peu près à casser le thermomètre : ce qu'il faut, c'est traiter la névrose sur sur le plan individuel, en éliminer ou réduire les causes sur le plan social. Sur tous ces problèmes, voir l'ouvrage fondamental de W. Reich, *La fonction de l'orgasme*, dont une traduction, très mauvaise mais qui a le mérite d'exister, a été publiée en France en 1952 (*L'Arche*).

que propage à son tour Atarov ne font évidemment que répandre et renforcer.

Tout ceci est évidemment relié aux hilarantes conceptions du Dr Atarov sur la chasteté, à peu près aussi impossibles à discuter sérieusement, que le seraient les théories physiques d'un autodidacte qui ne saurait rien ni de la physique moderne ni même de la physique classique. Car ce qu'Atarov en dit n'est pas seulement la marque d'une ignorance totale de la psychanalyse (3), mais encore au-dessous de la psychiatrie classique et même au-dessous du niveau d'un bon médecin de famille comme on en trouve dans Balzac. Rappelons la phrase de Charcot (citée par Freud), décrivant à un collègue le cas d'une femme qui souffrait de troubles graves et dont le mari était plus ou moins impuissant. Son collègue ne voyant pas la relation, Charcot s'exclama avec une grande vivacité : « Mais dans des cas pareils, c'est toujours la chose génitale ! toujours ! toujours ! toujours ! ». Et un médecin viennois, Chrobak, avant l'apparition de la psychanalyse, en envoyant à Freud une patiente qui, mariée depuis dix-huit ans à un homme impuissant et, encore vierge, souffrait de graves crises d'angoisse, lui écrivait en même temps : « Nous savons trop bien quelle est la seule ordonnance à prescrire dans ces cas, mais malheureusement nous ne pouvons la prescrire. C'est : « *Penis normalis. Dosim. Repetatur* » (4).

Les cas ne se comptent pas, en thérapeutique psychanalytique, où la restauration à l'individu de la capacité de se masturber sans angoisse a entraîné la disparition de symptômes graves, de tics, etc. Mais en tout cas, la façon dont Atarov pose le problème des rapports entre la chasteté et la santé ou la créativité de l'individu est tellement lamentable qu'aucune discussion n'est possible à ce niveau. *Quelle* chasteté, de *qui*, à *quel* moment de son existence, dans *quel* contexte, pour *quoi* faire, avec *quelles* compensations et dérivations — en dehors de ces questions le problème n'a même pas de sens. Ce qu'en dit Atarov — que la chasteté augmente l'énergie et le pouvoir créateur — non seulement est faux du point de vue empirique (parmi les individus créateurs on rencontre aussi bien des chastes que des « débauchés », des « normaux » que des pervers sexuels, comme l'inspection la plus rapide de l'histoire peut en convaincre chacun), mais, ce qui est le plus comique, revient finalement à une caricature, grotesque à force de

---

(3) Encore récemment, un Traité de psychiatrie soviétique s'exprimait ainsi sur la psychanalyse : « Le freudisme n'a aucune valeur scientifique. Sa popularité doit être recherchée dans sa signification idéologique : il est profitable au système capitaliste. Seuls, les gens qui ont une compréhension superficielle de la psychiatrie clinique l'acceptent ».

(4) W. Reich, l. c., p. 80-81.

simplisme et de naïveté, de ce freudisme qu'il repousse par ailleurs : car cela implique que toute l' « énergie » de la libido non réalisée sexuellement se transformerait intégralement et sans perte en activité sublimée. Or ceci est en tout cas monstrueusement faux ; le problème des rapports entre libido reprimée et sublimation est infiniment plus compliqué et une « règle » générale de ce type n'a, à proprement parler, aucun sens.

***

De quoi s'agit-il, en somme, dans tout cela ? Il est clair que les arguments pseudo-scientifiques d'Atarov (comme de ses pareils en Occident) ne servent qu'à cacher une idéologie, une « morale » sexuelle qui, du point de vue d'une justification rationnelle, est parfaitement arbitraire.

Mais cette idéologie, arbitraire d'un point de vue scientifique, a des fonctions, une signification et une racine sociale bien précises. Identique à la morale répressive qui prédomine (ou plutôt, a prédominé) en Occident (5), elle vise, comme elle, à interdire aux individus l'exercice autonome (à savoir, conscient et se dirigeant soi-même) d'une de leurs activités les plus essentielles. Elle veut les priver de liberté et de responsabilité dans un domaine fondamental, et les obliger à se conformer à des normes imposées de l'extérieur et à la pression de l' « opinion publique », non à des critères forgés par chacun à partir de ses besoins et de son expérience. Elle est donc une morale d'oppression et d'aliénation. Elle est destinée à fabriquer en masse des individus pleins de conflits intérieurs et à structure caractérielle complémentaire, anthropologiquement, de la structure hiérarchique de la société : l'acceptation de normes irrationnelles du moment qu'elles sont sanctifiées par l'ordre établi, l'infantilisation devant les personnes qui incarnent, à l'échelle de la société, les images parentales, le rôle dominateur joué en compensation par presque tous les hommes dans leur famille et par quelques-uns dans leur petit milieu de travail ou autre. Nous reviendrons, dans un prochain article, sur ce problème fondamental et qui dépasse de loin les idées du D[r] Atarov ou même la question sexuelle en URSS.

Disons seulement, pour conclure, que l'URSS offre le même visage de société d'oppression et d'aliénation, qu'on regarde son régime de travail dans les usines, sa structure politique ou sa morale sexuelle officielle.

Alain GERARD
Marc NOIRAUD

(5) On sait qu'elle est en train de s'effondrer dans les pays industriels modernes, sans que la société établie puisse la remplacer par une autre. Cela fait surgir des problèmes essentiels d'un type nouveau, dont nous espérons pouvoir parler une autre fois.

LES ACTUALITÉS

LA SIMPLIFICATION DE LA VIE POLITIQUE EN FRANCE

La fin de la guerre d'Algérie en 1962 avait débarrassé la scène politique française de sa « dernière grande question », apparemment insoluble.

Avec le référendum et les élections de l'automne dernier, le gaullisme a marqué la dernière étape de la liquidation de l'héritage qu'il avait reçu : le système politique du capitalisme français, dans les institutions aussi bien que dans les faits, a été simplifié et « rationalisé » autant que faire se pouvait dans les circonstances. Il y a désormais ce qui est en fait un régime présidentiel ; il y a aussi, pour la première fois en France, un parti majoritaire au Parlement.

Le référendum a, en effet, signifié que la population française dans sa majorité, a adopté définitivement le régime présidentiel que lui proposait de Gaulle. Il a signifié en deuxième lieu, l'opposition de cette même majorité de la population aux institutions et au régime défendus par tous les partis politiques, de l'extrême droite à l'extrême gauche : le fait que la majorité obtenue par de Gaulle ait été plus faible que celle dont il a bénéficié au cours des référendums précédents ne change rien à la double signification de cette dernière victoire gaulliste. Il est en effet exclu que les opposants à de Gaulle continuent de se battre contre le nouveau régime, maintenant qu'il a été très régulièrement et très « légalement » approuvé par l'électorat : si bien que pour ceux qui ont voté « oui » comme pour ceux qui ont voté « non » le nouveau régime est devenu un état de fait qui échappe aux luttes politiques. Ce que le référendum annonçait, l'opposition d'une majorité de la population au système politique défendu par les partis, a été confirmé — d'une manière pour de Gaulle d'ailleurs inespérée — par les élections. Celles-ci ont permis à de Gaulle de régler définitivement son compte à une menace qui restait suspendue comme une épée de Damoclès au-dessus de sa tête. Plus profondément, elles ont permis de substituer à une expression incohérente et désorganisée des opinions et des intérêts politiques, une structure et une répartition infiniment plus simples et, au moins superficiellement, plus rationnelles : les partis du centre, de droite et d'extrême droite ont été totalement liquidés, à quelques exceptions près, au profit de l'U.N.R.; à droite et au centre, l'opposition politique, ou prétenduement politique au régime établi a été liquidée et remplacée par un réalisme qualifié de « sain », c'est-à-dire par une adhésion sans discussion et sans commentaires au régime, et par l'abandon de tout ce qui autrefois alimentait l'activité politique, au profit d'une passion de gestion des intérêts locaux et d'efficacité dans les services rendus à la collectivité ; bien qu'à gauche, une simplification symétrique à celle qui s'est opérée à droite ne se soit pas produite (et dans la situation présente ne puisse pas se produire), les partis de gauche n'en ont pas moins été obligés de se replier sur le terrain choisi par l'U.N.R. et ont dû, comme les autres partis, couper leur vin politique de l'eau de la gestion locale.

La simplification est donc évidente. Ce qui est non moins évident, et qui a été très généralement noté, est que cette simplifica-

tion est l'effet d'une évolution profonde de la société française toute entière : dans un sens, c'est cette société, en se simplifiant, en clarifiant ses objectifs, en prenant nettement parti sur ce qu'elle désire et sur le prix qu'elle est disposée à payer pour obtenir ce qu'elle désire, qui a obligé le système politique lui-même à se simplifier. Il est en effet évident que — poussée sans relâche dans ce sens par la classe dirigeante — la population française dans son ensemble s'est engagée sur la voie dite « des nations industrielles modernes ». Bien qu'il n'y ait pas eu, bien sûr, de débat ni de choix explicite, on peut dire que, pour le moment au moins, elle a choisi de mettre ses intérêts économiques avant ses intérêts politiques ; elle a décidé que le système social actuel lui permettait de satisfaire ses intérêts économiques et était apte à lui assurer une élévation graduelle et plus ou moins automatique de son niveau de vie, et elle a indiqué que cette élévation de son niveau de vie était sa première revendication politique et son principal intérêt social.

Il serait cependant insuffisant de se borner à constater cette double simplification de la société française et de son système politique. Il faut d'abord éviter les exagérations dans lesquelles sont tombés la plupart de ceux qui en ont parlé. Il faut surtout se demander ce que tout cela signifie pour les militants révolutionnaires qui doivent penser et agir en France aujourd'hui.

Il y a en effet une exagération lorsque la simplification de la situation politique est présentée sans tenir compte de la complexité et des contradictions propres à cette situation. Un grand parti conservateur est apparu, mais ce parti ne sait ni ce qu'il est ni ce qu'il veut : l'U.N.R. a tellement simplifié la politique, tellement éliminé de choses du domaine de ce qui doit entrer dans les préoccupations politiques d'un parti, qu'il ne lui reste plus rien entre les mains, si ce n'est l'image de de Gaulle. On peut certainement remarquer que les partis conservateurs se sont toujours excellemment accommodés du vide idéologique et que la situation de l'U.N.R. à cet égard n'a donc rien de dramatique. Il n'en reste pas moins que l'existence de ce grand parti qui n'a ni idées, ni leaders, ni même une « image » par laquelle l'électorat pourrait l'identifier une fois de Gaulle parti, est d'une irrationalité flagrante. D'autre part, il est évident que tous les efforts des communistes pour entrer dans le rang des républicains et dans celui des hommes de gauche ne changent rien au fait que les communistes restent des communistes et qu'une réunification rapide de la Gauche est entièrement improbable, la situation mondiale restant dominée par le conflit des deux blocs.

Une évolution du pays vers un système de « deux partis » paraît donc aussi improbable que jamais.

Enfin, de Gaulle lui-même est à la fois un élément de simplification et une irrationalité absolue. L'identification d'un régime à un homme est irrationnelle, car un régime est fait pour maintenir le pouvoir de la classe dirigeante tandis qu'un homme ne peut qu'organiser momentanément ce pouvoir. Or la façon dont de Gaulle organise et incarne ce pouvoir n'exprime qu'incomplètement les intérêts de la classe dirigeante française, et d'une manière telle que dans un certain nombre de domaines, particulièrement celui de la politique internationale, le contrôle et la discussion des actes de de Gaulle sont impossibles : pour cette classe dirigeante et pour le personnel politique et administratif à son service il ne peut rien y avoir de « rationnel » dans la manière dont de Gaulle traite les « représentants » de la nation ou ses propres ministres ; il ne peut y avoir non plus de rationalité dans la politique internationale de de Gaulle. Tout ceci ne signifie pas qu'il puisse y avoir un conflit entre de Gaulle et la classe dirigeante, mais permet simplement de dire que la simplification dont l'on parle tant laisse intacte l'irrationalité profonde et proliférante des systèmes politiques qui prétendent organiser la gestion de la société en dehors de cette société elle-même et de la participation de ses membres.

Que signifie cette simplification à la fois politique et sociale dont, pour le moment, le gaullisme profite ? Cette question, tous ceux qui prétendent s'intéresser aux affaires sociales et politiques de ce pays ont voulu y donner une réponse, une bonne réponse, bien entendu, c'est-à-dire une réponse qui leur donne raison. L'U.N.R. interprète ce qui s'est passé comme le signe de l'adhésion au gaullisme de la majorité de la population française, cette majorité comprenant une partie importante de salariés et autorisant donc l'U.N.R. à cultiver l'espoir de devenir un parti populaire, ou, selon le Ministre de l'Intérieur, un parti « progressiste ». Il paraît cependant évident, et tous les journalistes et commentateurs l'ont souligné, que l'U.N.R. n'a nullement bénéficié d'un attachement politique de l'électorat : en votant U.N.R., les gens n'ont pas voté pour un parti (qui n'existait pas, d'ailleurs), ils ont voté pour des hommes, ou plutôt pour un homme. Les électeurs ont provoqué par leurs votes le déferlement, sur le Parlement, d'une vague U.N.R. : mais personne ne peut dire qu'une vague U.N.R. ait déferlé sur le pays. Ce que les dirigeants de l'U.N.R. ne voient pas (il serait étonnant que ces gens particulièrement ignares voient ce qui n'a pas échappé à la majorité des commentateurs politiques) c'est que leur victoire « politique » est le signe d'une dépolitisation profonde de la société française.

Cette dépolitisation, les partis de gauche — Radicaux, Socialistes, P.S.U. et P.C. — l'ont enfin constatée. Mais à quoi l'attribuent-ils et que comptent-ils faire maintenant ? La réponse des partis à ces deux questions se résume facilement et rapidement. A quoi est due la dépolitisation ? A de Gaulle et à l'U.N.R. Que faut-il faire maintenant ? Comme avant, c'est-à-dire rien. L'irresponsabilité et l'aveuglement sont tout ce que l'on trouve lorsque l'on lit les déclarations des organes dirigeants et des leaders des partis de gauche ; les seules idées un tant soit peu cohérentes que l'on rencontre émanent d'hommes qui n'appartiennent formellement à aucun de ces partis — par exemple J.-J. Servan-Schreiber? Que dit donc un homme comme Servan-Schreiber ? Essentiellement, deux choses. D'abord il constate que la dépolitisation n'est pas un phénomène superficiel mais est le produit de l'évolution de la société dans son ensemble, d'une évolution qui permet de moins en moins à la population de peser directement, par l'intermédiaire des organes classiques, sur son sort (ce n'est donc pas, comme s'en lamentent les socialistes, la « faute à de Gaulle et à la Télévision ») : la dépolitisation est un effet de la bureaucratisation inévitable de la société. Ensuite Servan-Schreiber affirme que la dépolitisation dont ont été victimes les partis de gauche possède néanmoins un aspect positif dans la mesure où elle signifie l'abandon d'une fausse conception de la politique et un retour aux préoccupations réelles des gens et à l'intérêt immédiat et concret qu'ils éprouvent pour ce qui concerne leur travail, la localité dans laquelle ils vivent, l'école que fréquentent leurs enfants, etc. La leçon que Servan-Schreiber tire des événements de l'année dernière est donc celle de la nécessité d'un retour à ces préoccupations et intérêts concrets.

Servan-Schreiber est certainement le seul des commentateurs politiques de gauche dont les écrits méritent l'attention ; il rejoint pourtant et les Thorez et les Mollet et même les Roger Frey sur un point : pour lui comme pour ces hommes (qui n'ont pas une parcelle de sa volonté de voir les choses telles qu'elles sont) la dépolitisation signifie simplement l'échec d'une certaine politique, elle signifie que les mêmes hommes et les mêmes partis peuvent espérer remporter la victoire à condition de s'y prendre autrement.

Ni les partis politiques — traditionnels ou nouveaux, style UNR — ni des hommes qui, comme Servan-Schreiber, ne voient finalement d'espoir que dans ces partis, ne sont disposés à reconnaître que l'époque où des partis armés d'un programme politique, pouvaient espérer établir sur la population une emprise semblable à celle qu'ils exerçaient autrefois, appartient aujourd'hui au passé : le

parti de masse est mort en France, comme il est mort dans les autres pays industriels modernes. S'il subsiste en tant qu'appareil c'est seulement parce qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre lui et le système social, parce que dans la société capitaliste ces appareils jouent un rôle nécessaire en contrôlant les revendications de ceux qui sont des opposants potentiels ou effectifs de cette société. Aucun des hommes de gauche — et à plus forte raison aucun des gens de droite — n'est donc disposé à relier la dépolitisation au fait que toute politique telle qu'elle existe et est pratiquée aujourd'hui, d'où qu'elle vienne, vise à perpétuer la division essentielle de la société en dirigeants et exécutants. Aucun de ceux-là ne peut de ce fait comprendre que la dépolitisation demeurera un trait permanent de la société capitaliste moderne tant que la politique et toute la politique existante ne sera qu'une liste de mesures visant à organiser mieux et autrement, un même système d'exploitation et d'oppression.

LES AMERICAINS AUSSI SE DEMANDENT
QU'EST-CE QUE LA POLITIQUE ?

« Un jour, un historien regardera vers le passé, les élections de 1962, et rédigera une thèse montrant que les résultats ont été déterminés en général par le caractère et la personnalité des candidats individuels beaucoup plus que par les positions prises à l'égard des problèmes... A New-York, la différence la plus évidente entre les deux candidats (Rockefeller, le républicain et le démocrate Morgenthau N.Tr.) était celle de leur calibre, non pas des divergences sur la politique... A Massachusetts... aussi, le centre d'attraction était les individus, non pas un écart idéologique impressionnant. En Californie, Richard Nixon a fait de son mieux pour ériger la situation économique en thème de propagande, mais il semblait perdre son temps... En Pensylvanie, non plus, les différences d'opinion (entre les deux candidats gouverneurs) n'étaient ni larges ni profondes. Et il en a été ainsi à travers tout le pays, au Texas... à Ohio et à Michigan.

« Des efforts intéressants de dernière minute ont été faits pour utiliser Cuba comme un moyen pour attirer des votes à l'un ou l'autre des partis, mais l'instrument pouvait être utilisé des deux côtés... »

(*New-York Herald Tribune*, 8 novembre 1962)

UN CANDIDAT SOCIALISTE MODELE

M. Louis Mintz est le président-directeur général du groupe Selincourt *en Angleterre, comprenant onze compagnies d'articles d'habillement pour hommes, femmes et enfants. Multimillionnaire, mais « socialiste ardent, il était candidat du Labour Party à la circonscription de Marylebone, Londres, aux dernières élections. « Je n'ai pas été élu », dit-il avec regret. « Pensez-vous que ce soit parce que j'ai fait mes visites électorales dans ma Rolls-Royce ? »*

(*Financial Times*, 26 juin 1961)

FISSURES DANS LE BLOC OCCIDENTAL

Deux événements viennent de secouer les eaux croupissantes de la coalition occidentale : l'échec des négociations de Bruxelles sur l'entrée de l'Angleterre au Marché commun ; le rejet, par de Gaulle, des propositions américaines sur une force nucléaire « multilatérale » et son insistance sur une « indépendance nucléaire » de la France. Dans les deux cas, il s'agit à court terme d'un échec de la politique américaine. Dans les deux cas, il s'agit en apparence de manifestations d'un délire des grandeurs de la part de de Gaulle, sans rapport avec la puissance réelle qui pourrait donner un fonde-

ment à ses prétentions. Dans les deux cas, la France gaulliste se trouve jouer dans le camp américain le rôle que la Chine joue à l'égard de l'U.R.S.S. dans le bloc oriental.

De quoi s'agissait-il à Bruxelles ?

Depuis quatre ans qu'il fonctionne, le Marché Commun est considéré comme un grand succès, comme une des réalisations de la politique occidentale qui tendent par leurs virtualités à altérer de façon durable le cours de l'histoire.

Mais, si on regarde derrière la mythologie de l'« unification européenne » et des « avantages d'un grand marché concurrentiel », il y a essentiellement dans le Marché Commun trois éléments de réalité :

1° Le Marché Commun, par son tarif douanier extérieur commun, qui est relativement assez élevé, signifie une protection générale des capitalistes des six pays contre la concurrence extérieure (anglaise, américaine, japonaise, scandinave).

2° Le Marché Commun n'a été possible que parce que, dans les principales branches industrielles, des ententes ont été conclues entre les firmes des six pays, ententes qui précisément *excluent* ou limitent la concurrence entre elles. Les marchés ont été partagés soit géographiquement, soit par produits (accords de spécialisation) et ceci aussi bien à l'intérieur des Six que pour les exportations vers les pays tiers. La mise en fonctionnement du Marché Commun a, à son tour, puissamment accéléré la conclusion de ces ententes. Bien entendu, ces ententes et cartels n'ont pas de force légale, ils sont même illicites d'après le Traité de Rome, mais cela ne change rien à l'affaire.

3° Le Marché Commun garantit la protection des agricultures des Six, et en particulier de celles excédentaires, de la France (céréales et viande) et de l'Italie (fruits et légumes), qui doivent trouver dans la Communauté des débouchés assurés.

Tout ceci ne signifie pas, évidemment, que l'harmonie la plus parfaite règne entre les capitalistes allemands, français, italiens, etc. (pas plus qu'entre les capitalistes français eux-mêmes). Il y a des secteurs ou des firmes qui, par leur situation, profitent moins du Marché Commun et y sont moins attachés ; et des industries qui sont surtout tournées vers le marché mondial (comme c'est le cas pour la plupart des industries allemandes ou hollandaises, et pour nombreuses industries belges et italiennes) n'ont pas grand intérêt à payer par des représailles des pays tiers, la protection du Marché Commun qui de toute façon ne leur apporte pas grand chose. Le contraire est vrai pour un grand nombre de firmes françaises qui, soit ne sont toujours pas compétitives à l'échelle internationale, soit gardent la mentalité protectionniste qu'elles ont formée entre 1930 et 1958.

Ces frictions s'étaient déjà traduites par les difficultés qu'avait rencontrées l'élaboration du « tarif extérieur commun », où les Français avaient insisté pour que les droits extérieurs soient les plus élevés possible, même sur beaucoup de matières premières (ce qui désavantageait les industries de transformation allemandes, par exemple), et par les obstacles qu'a rencontrés la « politique agricole commune » où les Français veulent faire payer par les autres Cinq la protection de l'agriculture française.

La formation du Marché Commun avait placé les Anglais devant un dilemme grave. Rester dehors, c'était accepter que leurs exportations soient soumises à un degré croissant de discrimination défavorable en Europe, marché important et en expansion rapide. Y entrer, c'était donner le coup de grâce à ce qui reste de liens réels de l'ancien Commonwealth, puisque la « préférence impériale » accordée par les pays du Commonwealth aux produits les uns des autres est incompatible avec le Marché Commun, et qu'ils devraient renoncer aux importations de produits agricoles bon marché d'outremer. La proposition par laquelle ils avaient essayé de concilier ces deux exigences, celle de formation d'une zone de Libre Echange

européenne limitée aux produits industriels, ayant échoué en 1958, ils se sont finalement décidés, après deux ans de tergiversations, à demander leur adhésion au Marché Commun. Ce faisant, ils pensaient non seulement protéger l'avenir de leurs exportations vers l'Europe, mais aussi faire reprendre à la City son rôle traditionnel de centre financier international, en décadence depuis 1930, et trouver auprès des fortes réserves de changes des Continentaux un appui pour la livre sterling (dont il est du reste probable qu'elle aurait été dévaluée le jour de l'entrée de l'Angleterre au Marché Commun).

On a également beaucoup agité en Angleterre l'idée que l'entrée dans le Marché Commun permettrait à l'économie anglaise de dépasser la stagnation qui la caractérise depuis huit ans, parce qu'elle lui permettrait de participer à l'expansion et au « dynamisme » des Six. Ceci est relié à toute la mythologie qui a actuellement cours sur les vertus expansives du Marché Commun. Qu'il ne s'agit là que d'une mythologie, l'exemple de la Belgique qui stagne tranquillement ni plus ni moins que l'Angleterre depuis de nombreuses années suffit pour le montrer. L'expansion rapide de la production dans le Marché Commun n'exprime rien de plus que le fait que les économies allemande et italienne étaient déjà en expansion très rapide depuis 1950 ; maintenant que l'expansion allemande est provisoirement arrêtée, l'expansion française prend sa place et maintient un rythme global élevé. Certes, la constitution du Marché Commun a stimulé les investissements dans beaucoup de branches en prévision d'une extension des marchés, mais c'est là un effet survenu une fois pour toutes. La ralentissement de la croissance globale des Six depuis un an montre que le Traité de Rome n'a aucune vertu miraculeuse à cet égard ; l'économie des Six suit les vicissitudes de l'économie capitaliste contemporaine, dont la croissance est la loi, mais une croissance qui se réalise nécessairement à travers des fluctuations plus ou moins courtes et profondes. De même, soit dit par parenthèse, il y a eu d'oiseuses discussions sur l'impact qu'avait ou allait avoir le Marché Commun sur le sort des travailleurs (et quelques hilarantes palinodies et contradictions des staliniens à cet égard). Certes, il peut y avoir des cas (il y en a eu un seul jusqu'ici : les réfrigérateurs en France, et encore il y a eu aussitôt intervention du Gouvernement qui a restauré les droits de douane) où la concurrence se manifestant plus intensément, des travailleurs sont licenciés ; mais ni dans leur fréquence, ni dans leur nature, ces cas ne diffèrent de ceux qui se produisent tout le temps dans le cours de l'économie capitaliste même nationale (sauf évidemment pour les staliniens, pour lesquels être licencié du fait de la concurrence allemande a quelque chose de particulièrement intolérable) ; il y a inversement des cas où l'extension des affaires de la firme permet aux travailleurs de revendiquer plus efficacement. Mais dans les deux cas, ce qui se passera dépendra essentiellement de l'attitude et de la capacité de lutte des travailleurs, pour se défendre ou pour arracher une amélioration. Au total, le Marché Commun n'est qu'une manifestation de la croissance économique caractéristique du capitalisme contemporain, mais n'entraîne aucun changement marqué quant à l'allure ou la nature de cette croissance.

Dans leur tentative d'adhésion, les Anglais avaient l'appui des Américains. La politique américaine de soutien de la soi-disant « unification » de l'Europe découle du désir de diminuer la faiblesse de ce gage virtuel entre les mains des Russes que forme l'Europe. Mais aussi, depuis deux ans, les Américains sont de plus en plus inquiets de la tournure « fermée » que prend le Marché Commun, de la menace qu'il fait donc peser sur l'avenir de leurs exportations, et qu'ils ressentent d'autant plus que leurs paiements extérieurs sont en difficulté parce qu'ils supportent seuls pratiquement à la fois le poids militaire de l'alliance atlantique et de l'« aide aux pays sous-développés ». Ils voyaient dans l'adhésion de l'Angleterre au Marché Commun un contrepoids aux tendances autarciques des Six et Kennedy s'était fait donner par le Congrès les

pouvoirs nécessaires pour négocier avec le Marché Commun élargi des concessions tarifaires réciproques. Les Anglais avaient également l'appui des autres Cinq du Marché Commun, dont l'industrie pour la plus grande part aurait plutôt avantage à une économie plus « ouverte » vers le marché mondial.

Les demandes spécifiques des Anglais étaient par leur nature même sujettes à marchandage et faites pour cela. Le Traité de Rome lui-même n'est rien d'autre que l'aboutissement de mille marchandages. Rien de plus ridicule que les attitudes effarouchées prises par de Gaulle à cet égard, comme si les Anglais avaient voulu attenter à la pureté des lignes d'un jardin à la française : le Traité de Rome est une chaussette reprisée avec des fils de mille couleurs différentes, et quelques reprises de plus n'y auraient rien changé.

Mais l'essentiel de l'industrie française ne voulait pas des Anglais, craignant à la fois la concurrence anglaise, la remise en question de toute la cartellisation déjà faite, et à plus longue échéance, la porte ouverte aux produits américains. Ceci est le grain de réalité dans la rupture de Bruxelles. Réalité d'ailleurs provisoire, car la question n'est pas réglée, et il serait étonnant qu'elle le fût définitivement dans le sens désiré par les capitalistes français et de Gaulle. Il y a un rapport de forces réel au sein de la coalition occidentale, qui ne peut être que très provisoirement masqué par les fumées rhétoriques de de Gaulle. Ce rapport de force revient finalement à ceci, que face aux Russes — devant lesquels l'Europe est un poulet appétissant et sans plus de dents que n'importe quel autre poulet — il n'y a que les I.C.B.M. américains et rien d'autre.

Ceci nous amène au deuxième point de conflit entre Occidentaux, plus précisément entre le régime gaulliste en France et le reste des Occidentaux. Il faut bien dire le reste des Occidentaux, et non seulement les Américains, car parmi les Occidentaux, personne ne partage le délire du Général sur une force nucléaire indépendante. Les données techniques du problème sont suffisamment connues de tout le monde pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ici : soulignons seulement que non seulement la force de frappe prévue par de Gaulle est déjà dix fois démodée aujourd'hui, mais qu'elle le sera évidemment cent fois plus lorsqu'elle parviendra péniblement à être mise en service ; et que de plus, le chantage explicite auquel elle est destinée — l'idée qu'en en disposant, la France pourrait par exemple obliger les Etats-Unis à entreprendre une guerre qu'ils n'auraient pas fait d'eux-mêmes, car ils ne pourraient pas assister passivement à une destruction nucléaire de l'Europe — est cousu de fil blanc et passible de multiples parades de la part des Américains aussi bien que des Russes. La configuration du rapport des forces à l'époque actuelle est telle que s'il est vrai d'un côté qu'à la limite, la guerre totale peut être déclenchée par « accident », il n'est nullement vrai d'un autre côté qu'il est dans le pouvoir de de Gaulle ou d'Enver Hoxha de la déclencher. « On ne fait pas cuire les puddings avec des pets » est un proverbe anglo-albanais que malheureusement de Gaulle n'a jamais médité.

N'y a-t-il donc dans toute l'affaire de la force de frappe que le délire de de Gaulle ? Pas exclusivement, bien qu'essentiellement. Le quelque chose de réel qu'il y a c'est que, avec la restauration relative de la puissance économique de l'Europe d'un côté, avec l'éloignement de la menace immédiate de la guerre, d'un autre côté, il devient plus difficile aux Américains d'assurer leur hégémonie face à leurs satellites. Abstraitement, pour les pays européens les plus importants, avoir ce que les Anglais appellent avec la respectabilité qui les caractérise « leur part des responsabilités nucléaires », signifie tenter de s'assurer, par la possession d'armes atomiques et devant le caractère total de la guerre contemporaine et sa dialectique interne, d'un moyen de chantage à l'égard des Etats-Unis. Abstraitement encore, si l'Europe existait, et si le temps lui était donné, elle aurait la base économique pour se constituer en « troisième force » entre les deux grands. Mais abstraitement seulement. Car

lorsqu'on parle d'Europe actuellement, on escamote les mille oppositions pratiquement irréductibles qui opposent chacun des vingt pays qui la composent aux dix-neuf autres, les conflits, les divergences d'intérêts, les viscosités, les inerties qui font que dans les structures sociales actuelles et pour très longtemps encore, aucune véritable unification, capitaliste s'entend, n'en sera possible. C'est une plaisanterie de penser à une Europe de 320 millions d'habitants et de 350 milliards de dollars de revenu national. Dans la politique réelle, il y a la France et l'Allemagne et l'Angleterre... et même le Luxembourg. Et la marge d'indépendance que les bourgeoisies européennes — y compris la bourgeoisie française — veulent s'assurer à l'égard des Américains, elles savent très bien qu'elles ne peuvent plus se l'assurer sur le plan militaire ; la distance est trop grande, l'avance prise par les Américains et les Russes trop importante pour que, même au prix de « sacrifices » énormes, elle puisse être effacée. Alors la bourgeoisie européenne s'en fait une raison d'autant plus qu'elle fait de très bonnes affaires, que les Américains dépensent 50 milliards de dollars par an pour la défendre des convoitises d'Ivan tandis qu'elle aligne généreusement une vingtaine de divisions sous-équipées, et que les économies qu'elle fait sur son armement lui permettent d'investir aussi bien chez elle qu'outre-mer et lui redonnent par là un poids politique. C'est pourquoi ni Fanfani, ni Adenauer, ni même MacMillan n'ont aucune envie d'entrer dans le jeu de de Gaulle, et c'est pourquoi même la bourgeoisie française, qui accepte aujourd'hui de payer à son grand homme son joujou coûteux et dérisoire (d'autant plus qu'il n'est pas coûteux pour tout le monde), s'empressera de le reléguer dans une vieille armoire lorsque celui-ci entrera au Panthéon.

POUR UNE AMELIORATION DE LA RACE HUMAINE

« Témoignant devant le Comité des Appropriations Budgétaires de la Chambre des Représentants, l'Amiral Rickover... a raconté cette histoire :

« Un jour, un de mes supérieurs m'a demandé de réduire, dans nos navires nucléaires, les cuirasses de protection contre les radiations. Il m'a dit que j'utilisais les normes civiles de protection contre les radiations, mais que dans les unités militaires des pertes de personnel de 20 à 30 % étaient parfois acceptées.

« Je lui ai dit que je regrettais, mais ne pouvais faire ce qu'il demandait. Je ne pouvais pas ignorer le fait que, lorsque des radiations sont en jeu, nous n'avons pas affaire seulement avec la santé des hommes sur un seul navire, mais avec l'avenir génétique de l'humanité.

« Mon supérieur m'a répondu que de toute façon personne ne savait grand chose sur les lois de l'évolution, et que si nous élevions l'exposition des hommes aux radiations, nous pourrions découvrir que les mutations qui en résulteraient pourraient s'avérer bénéfiques plutôt que nocives, et que l'humanité pourrait apprendre à vivre avec les radiations. »

« L'amiral Rickover n'a pas donné le nom de cet officier supérieur ».

(*New-York Herald Tribune*, 3 septembre 1962)

UN PETIT PARADOXE

«... L'abondance d'aujourd'hui est le luxe d'hier. Elle est devenue si commune, qu'elle n'est plus du luxe... Six millions de nouvelles voitures chaque année, et les vieilles voitures — dont certaines sont suffisamment bien pour pouvoir être mises en vitrine à Moscou — se rouillent abandonnées dans leurs cimetières... Si Ivan pouvait faire un tour sur les autoroutes américaines, il serait certainement impressionné, sinon même incrédule. Mais il pourrait aussi se deman-

der avec étonnement comment dans un pays où il y a tout ce luxe, le Congrès peut refuser des crédits de 300 millions de dollars comme allocation de chômage d'urgence pour les 850.000 ouvriers des régions déprimées qui n'ont pas de travail et n'en ont pas eu pour plusieurs mois... »

(*New-York Herald Tribune*, 5 septembre 1962)

DE QUEL COTE ETAIT LE « GAP » ?

« Le « missile gap »... est maintenant relégué aux limbes des problèmes artificiels, où il aurait dû toujours rester.

« Le « missile gap » — la prévision d'une supériorité soviétique écrasante en missiles balistiques intercontinentaux pour le début des années 1960 — a été le produit de politiques partisanes et de la pression des services armés (en particulier de l'Air-Force). Les mêmes forces, et les mêmes porte-voix dans le Congrès et dans la presse qui avaient fabriqué un soi-disant « gap » en matière de bombardiers stratégiques pendant les années 1950, ont patronné et en fait ont inventé le soi-disant « missile gap » pour les années 1960. Aujourd'hui, à en juger par les estimations les plus coriaces de la puissance soviétique effective, estimations que contresignent apparemment tous les services armés, le « missile gap » s'est évanoui ; l'avantage quantitatif, s'il en existe un, est du côté des Etats-Unis.

« Cette question était devenue un grand thème de discussion publique parce que les estimations de la capacité soviétique en missiles fournies par les services d'intelligence (c'est-à-dire d'espionnage, N.Tr.) de l'Air-Force, estimations toujours plus élevées que celles des autres services, ont été utilisées comme des ballons dans le jeu de football de la propagande et de la politique. L'Air-Force pensait qu'elle avait là un bon levier avec lequel extraire de l'argent de l'Administration et du Congrès... Les Démocrates, alors hors du pouvoir, ont utilisé le soi-disant « missile gap » comme un bâton pour taper sur l'Administration. Le résultat a été qu'un fantôme, une ombre est devenue un grand problème artificiel, qui a obscurci les problèmes réels de la défense nationale et créé la confusion chez les électeurs ».

(*New-York Times*, 27 novembre 1961)

LA CRISE CUBAINE

La crise cubaine a marqué un tournant dans les rapports entre les deux blocs. Tournant dont l'importance n'est pas majeure cependant, car il n'a pas fait apparaître d'éléments fondamentalement nouveaux, propres à transformer la nature des rapports internationaux, comme cela avait été le cas pour la révélation de la puissance atomique russe, par exemple. Mais à la faveur de cette crise se sont concrétisées un certain nombre de réalités qui resteront vraisemblablement prédominantes pendant quelques années.

Les deux principaux aspects de la situation internationale mis en lumière par la crise cubaine sont : 1) la supériorité militaire américaine ; 2) l'absence d'une politique cohérente de l'un comme de l'autre bloc vis-à-vis des pays sous-développés.

Sur le plan militaire, il y avait longtemps, à vrai dire, que l'on n'entendait plus parler du « missile gap », le retard américain dans le domaine des fusées ICBM. Ce « missile gap » a été puissamment utilisé par la bureaucratie militaire américaine comme instrument de pression sur l'Etat afin d'obtenir des moyens plus importants. Il est maintenant de notoriété publique que non seulement le « gap » a été comblé, mais que les américains possèdent un véritable luxe d'armes thermonucléaires : sur mer les Polaris, et sur terre toute la gamme des ICBM dont le dernier né, le « Minuteman » est depuis peu entré « en service ». Le territoire des Etats-Unis va être couvert de plus de mille exemplaires de cette fusée dont la mise à feu n'exige

que trente secondes (contre 15 minutes pour ses prédécesseurs), qui peut être lancée depuis un silo pratiquement invulnérable, et dont le prix de revient est nettement inférieur à celui des précédents engins.

Dans ces conditions il semble que le problème « défensif » des U.S.A. soit résolu — étant donné un certain niveau de la technique — et cela à partir du territoire américain lui-même. On admet officiellement que les bases de missiles à l'étranger sont d'ores et déjà « démodées ».

Au contraire les Russes ont donné un signe de faiblesse en tentant d'installer des rampes de lancement à Cuba.

La crise cubaine elle-même s'est soldée pour les américains par un certain nombre de résultats positifs. Le plus évident est la reculade à laquelle ils ont contraint les Russes. D'autre part ils ont sans conteste affaibli Castro. Le leader révolutionnaire s'est trouvé être un simple instrument que les Russes utilisent pour l'installation de bases « agressives » avant de le laisser choir en s'entendant par dessus sa tête avec les Américains lorsque leurs intérêts vitaux sont en jeu. La politique américaine en Amérique Latine dispose désormais d'un argument de choix pour organiser la lutte contre l'expansion du castrisme.

Cependant ce succès, si l'on peut dire tactique, sur le castrisme ne peut tenir lieu d'une politique cohérente vis-à-vis de l'Amérique Latine comme vis-à-vis des pays sous-développés en général.

Que Castro sorte diminué de l'affaire n'élimine nullement le caractère explosif des contradictions qui sont les véritables conditions d'apparition du castrisme. On commence à parler d'opérations de « nettoyage » contre des guerilleros castristes au Vénézuela. L'Amérique Latine reste pour les Etats-Unis une poudrière. Quant à l' « Alliance pour le Progrès » on ne l'appelle déjà plus, aux Etats-Unis, que l' « Alliance sans progrès ».

Dans la mesure où une politique de rechange à l'égard des pays sous-développés et du communisme était préconisée par le courant libéral qui inspirait certains membres du bain-trust de Kennedy, l'issue de la crise cubaine lui a porté un coup en paraissant démontrer avec éclat que seule l'attitude dure « paye ». Ce courant libéral à vrai dire n'avait aucune base dans le pays et il n'existait que dans des milieux restreints d'intellectuels, dont Wright Mille s'est fait le porte-parole dans « Listen Yankee ».

Pourtant — et Kennedy a beau essayer de capitaliser son succès en prenant des initiatives dans tous les domaines de la politique extérieure — les profits que peut rapporter cette politique ferme sont limités par deux considérations.

1) La supériorité militaire américaine a de grandes chances de n'être que temporaire, car jusqu'à maintenant, chaque fois que l'un des deux adversaires a pris une avance quelconque, il a suscité par là même, en réaction chez l'autre, un effort supplémentaire qui a amené celui-ci à prendre à son tour une avance.

2) D'autre part, les seules régions du monde qui constituent encore un enjeu pour les deux grands sont les pays dits « non-engagés ». Mais pour les gagner à leur cause les Russes ou les Américains doivent faire face aux contradictions qui minent ces pays. Or, la nature de classe de ces contradictions, le degré d'exacerbation auquel elles sont parvenues, l'ampleur des besoins matériels qui se manifestent, font qu'il est impossible de se substituer aux hommes qui composent la société de ces pays pour résoudre ces contradictions. A plus forte raison est-il impossible à des sociétés de classe comme les Etats-Unis et l'URSS de résoudre les problèmes des pays sous-développés. Bien que l'U.R.S.S. dispose d'une plus grande liberté de mouvement que les Etats-Unis puisqu'elle n'est en rien liée à l'impérialisme de la période antérieure ou aux couches locales dominantes, c'est un fait qu'elle n'a réussi nulle part, dans aucun pays en lutte pour s'affranchir de l'impérialisme, à asseoir son influence de façon stable, sauf là où une révolution bureaucratique a eu lieu,

comme au Vietnam ou en Corée, mais là elle est en butte à la concurrence chinoise. Cuba était sa grande réussite ; elle est fortement compromise.

Ces divers facteurs font qu'à l'issue de la crise cubaine, les Américains sont très loin d'avoir gagné tout ce que les Russes ont perdu. C'est peut-être même là un trait qui caractérise toutes les crises internationales qui peuvent survenir actuellement et qui pousse les deux « grands » vers la détente.

Pourtant, la défaite pour les Russes a été assez sévère, bien qu'ils aient, au moins temporairement, sauvé le régime castriste à Cuba, que 45.000 « marines » étaient sur le point d'envahir, ainsi que viennent de le révéler les Américains. La défaite russe se situe moins sur le plan du rapport de forces réel que sur celui de la lutte politique entre les deux blocs. D'abord leur « prestige » international a quelque peu souffert du fait qu'ils ont montré qu'ils avaient peur. Mais surtout, la crise cubaine recèle un grand pouvoir démystificateur sur la nature réelle de la politique russe vis-à-vis des pays sous-développés. Dans un premier temps en effet, les Russes ont utilisé Cuba comme une case sur l'échiquier de la stratégie mondiale sans se préoccuper des risques que la présence de fusées dans l'île pouvait faire courir à la révolution cubaine et à la population. L'installation de ces fusées apparaissait comme le monnayage cynique du soutien matériel et politique qui avait permis au castrisme de se maintenir. Dans un second temps, la façon dont Khrouchtchev a accepté de retirer ses fusées en négociant directement avec Kennedy a aggravé encore l'impression que l'URSS dans ses rapports avec Cuba ne se préoccupait que de ses intérêts propres.

Ainsi l'aide fournie par les Russes s'est révélée crûment sous son vrai jour. Elle est apparue comme de même nature en profondeur que l'aide américaine, c'est-à-dire comme un des éléments de la lutte impérialiste qui oppose les deux blocs. L'exemple cubain est bien propre à faire réfléchir les neutralistes tentés par le flirt avec l'Est car il a montré que même une aide réellement onéreuse et apparemment sans profit pour l'URSS peut se faire payer en bases de missiles, c'est-à-dire transformer le pays qui la reçoit en cible pour les Américains. D'ailleurs il ne faut pas exagérer le désintéressement même économique des Russes dans le Tiers Monde, bien qu'ils n'aient pas d'*United Fruit* à soutenir. L'affaire que les Russes avaient montée avec le coton égyptien était digne des plus rapaces mercantis capitalistes. Mais ce n'était encore qu'un péché véniel en comparaison de la façon dont ils ont utilisé Cuba.

Le souvenir de la crise cubaine risque de rester longtemps dans la mémoire des pays neutralistes à qui l'URSS fait des avances. Et il n'est pas sûr que les efforts de Khrouchtchev pour apparaître comme le sauveur de la paix suffisent pour effacer ce souvenir. K. a en tout cas un lourd handicap à remonter pour faire croire à sa bonne foi.

D'autant plus que la marge dans laquelle la guerre froide peut se relâcher paraît limitée. D'un côté, en effet, il est vrai que les Américains et les Russes ont intérêt à s'entendre sur un certain nombre de problèmes ; en particulier ils ne veulent pas voir proliférer l'armement atomique car cela risquerait de compromettre l'hégémonie de chacun dans son propre bloc. La Russie, surtout, pour des raisons intérieures (pression d'une population avide de bien-être et de « liberté ») et extérieures (la concurrence de plus en plus pressante de la Chine dans la course au leadership de l'Est) semble rechercher la « détente ». Mais, d'un autre côté, les Américains paraissent prêts à s'efforcer de résoudre à leur profit le plus grand nombre possible de problèmes internationaux dans la foulée de leur succès cubain, et les Russes ne peuvent guère s'offrir le luxe de nouveaux reculs, même s'ils espèrent par là acheter un allègement de leurs charges militaires, une détente intérieure et un plus grand contrôle de la situation internationale qui leur permette de limiter les risques que présentent pour eux les ambitions chinoises.

LE CONFLIT SINO-SOVIETIQUE

L'évolution de la situation internationale et le développement de la libéralisation intérieure en U.R.S.S. expliquent l'aggravation du conflit idéologique entre la Chine et l'U.R.S.S. qui a pris une acuité impressionnante. Les deux aspects nouveaux de ce conflit sont le caractère de plus en plus direct pris par les attaques que se lancent les adversaires et l'extension de la querelle à toute la « famille » communiste.

L'épisode cubain a donné aux accusations formulées de part et d'autre un tour beaucoup plus actuel et concret que par le passé. Les Chinois après s'être adressé aux Yougoslaves, aux « venimeux et sinistres titistes », « chiens courants de Wall Street » pour leur reprocher d'avoir lâché la révolution cubaine, s'en sont pris à Togliatti et « ceux qui le soutiennent » après le congrès du P.C. italien. C'est en effet à ce congrès que du côté krouchtchevien, on avait commencé à dire « Chinois » au lieu de dire « Albanais ». Après la crise cubaine c'est la série des congrès de P.C. en Europe orientale et en Italie qui a aggravé la crise. La répétition des attaques lancées de la tribune de ces congrès et surtout en Italie, le chahut qui a accueilli, à Berlin, l'intervention du délégué chinois, ont manifesté l'isolement du P.C. chinois et de son minuscule allié le P.C. de l'« héroïque Albanie ». Enfin la longue visite en U.R.S.S. du « traître » Tito et l'accueil chaleureux que lui ont réservé les dirigeants soviétiques ont exacerbé le schisme.

Sur le fond aussi les attaques sont plus violentes entre les partis-frères.

Pour les Chinois, les Krouchtcheviens sont « révisionnistes », s'éloignent de plus en plus du marxisme, trahissent la révolution mondiale (exemple : à Cuba) et se conduisent comme des « pacifistes bourgeois ». Cuba est « un nouveau Munich ». Togliatti et « ceux qui le soutiennent » sont « pusillanimes comme des souris ». Ce qui ne les empêche pas d'être aventuristes (ils ont installé des fusées à Cuba).

Pour les Soviétiques, les Chinois, dogmatiques sectaires, sont assimilables aux « belliicistes américains » pour avoir condamné la politique soviétique à Cuba. Ce sont des « aventuristes » et parmi les partis communistes des « diviseurs ». Les vrais léninistes ce sont les Russes.

De plus, au moment où Khrouchtchev salue dans la Yougoslavie un état socialiste, les Chinois expliquent que le capitalisme y règne (à cause du nombre élevé des artisans) et que la clique titiste est à la solde de l'impérialisme américain.

Enfin, une scission est franchement envisagée. Les Chinois rappellent que Lénine a su rompre avec Kautsky quand il a compris que celui-ci avait trahi la révolution mondiale.

Ce qui donne du poids à cette logomachie ce sont les réalités politiques qu'elle cache.

Tout d'abord, l'isolement chinois est plus apparent que réel. Les Chinois ont des alliés encore puissants dans nombre de partis dont la ligne est officiellement khrouchtchevienne. Ces alliés sont prêts à exploiter le moindre échec dans l'application de cette ligne, et il est difficile de préciser dans quelle mesure le pouvoir de Krouchtchev lui-même n'est pas menacé par eux. Surtout les Chinois ont l'appui tacite d'un bon nombre de partis communistes des pays sous-développés et notamment, semble-t-il, de Cuba. Cuba vient, par exemple de signer un traité de commerce purement symbolique avec l'Albanie. Et c'est en effet la question des pays sous-développés et de leur problème fondamental, la lutte contre l'impérialisme, qui est au centre du débat.

La Russie a tout à gagner actuellement à la détente : 1) elle n'occupe pas une position de force par rapport aux U.S.A. ; 2) la détente lui permettrait de relâcher son effort militaire, de développer ses recherches spatiales, pour le prestige, et surtout d'étendre

la consommation intérieure. Le peuple russe, qui commence à voir la sortie du purgatoire ne veut pas passer de là dans l'enfer de la guerre. Il veut que sa vie continue de s'améliorer et que la libéralisation se poursuive.

La Chine au contraire a tout à gagner à la tension internationale. Elle lui sert de justification aux sacrifices demandés aux travailleurs chinois, et d'argument décisif pour obtenir de l'U.R.S.S. l'aide économique dont elle a besoin et une garantie militaire ferme. L'interruption de l'aide économique de l'U.R.S.S. a été très mal acceptée par les dirigeants chinois.

A partir de leur situation propre par rapport à l'impérialisme et par rapport à l'U.R.S.S., les Chinois se posent en défenseurs des mouvements de lutte contre l'impérialisme dans ce qu'ils ont de plus radical. Ils affirment comme un devoir absolu la solidarité totale des pays « socialistes » avec les masses révolutionnaires des pays sous-développés — à condition, bien entendu, qu'elles soient sous direction bureaucratique. Cette solidarité selon eux doit aller jusqu'à prendre le risque de la guerre nucléaire. Ils opposent la stratégie des masses à celle des armes ; ce qui signifie d'une part qu'ils sont prêts à sacrifier une bonne part de la population en cas de guerre et d'autre part qu'ils conçoivent les masses sous-développées comme une infanterie capable partout de renverser l'impérialisme, au profit d'une bureaucratie.

Pour les Soviétiques au contraire, il s'agit d'affaiblir le capitalisme en gagnant pacifiquement les pays sous-développés au moins au neutralisme et si possible au camp socialiste. Mais cela par l'aide économique et l'influence idéologique et politique et sans prendre le risque de provoquer l'adversaire. Aussi l'U.R.S.S. soutient-elle des régimes bourgeois à la Nasser ou à la Nehru.

Ces deux attitudes en grande partie contradictoires constituent des plates-formes de propagande rivales pour l'U.R.S.S. et pour la Chine en direction des pays sous-développés. Cette rivalité explique l'âpreté de la polémique entre les deux camps. L'U.R.S.S. se sent d'autant plus menacée par la concurrence chinoise qu'elle se sait plus éloignée de la situation des pays qui ont à se débarrasser de l'impérialisme.

Ainsi ce qui fait la profondeur du conflit sino-soviétique c'est le fait que ce conflit reflète les problèmes de plus en plus divergents que les classes dirigeantes respectives de ces deux pays ont à résoudre. La bureaucratie soviétique est aux prises avec une classe ouvrière d'un niveau technique et culturel élevé qu'on ne peut exploiter comme du bétail ; la classe dirigeante est elle-même composée d'hommes qui veulent jouir de leurs privilèges sociaux et ne sont plus disposés à se « sacrifier » à un avenir hypothétiquement révolutionnaire, même si ces révolutions ont pour résultat de porter au pouvoir d'autres bureaucraties. La bureaucratie chinoise, elle, a affaire à des masses affamées, misérables, en pleine révolte contre les formes archaïques d'oppression. Pour résoudre les problèmes de ces masses — les nourrir d'abord —, tout en construisant une société qu'elle dirige et qui lui donne la puissance, la classe dirigeante chinoise doit contraindre des centaines de millions de paysans à devenir ouvriers et forcer l'ensemble de ces travailleurs à payer le prix de l'accumulation primitive.

Cette racine sociale profonde du conflit idéologique sino-soviétique interdit de le considérer comme une polémique passagère. Il s'agit au contraire d'une étape essentielle de la décomposition de l'idéologie bureaucratique forgée par le stalinisme. Le schisme ouvert dans l'idéologie des partis communistes ne pourrait se refermer que si cette idéologie avait un jour à répondre à nouveau à des problèmes sociaux identiques. Ce qui n'est pas pour demain. Il y a donc désormais deux programmes, deux politiques possibles pour tout parti communiste. C'est là une condition éminemment favorable pour le dépassement définitif par les forces révolutionnaires de l'obstacle idéologique hérité de la dégénérescence de la révolution d'octobre et construit par la bureaucratie.

LA BEAUTE DU SERVICE MILITAIRE

Débat dans l'Etoile Rouge, organe de l'Armée Rouge, sur la « beauté du service militaire ». Un conscrit qui fait son service dans la marine, écrit au journal :

« Depuis plus de deux ans que je sers dans la marine de guerre, j'avoue que je n'ai encore trouvé aucun aspect romantique à ma tâche. Je pense que l'auteur de la lettre qui a provoqué votre débat sur « la beauté du service militaire » aurait abandonné sa « belle » vie si on lui avait offert une bonne paie et de bonnes conditions dans la vie civile et aurait enlevé son « bel » uniforme. En quoi donc réside la beauté dans le service militaire ? Serait-ce dans la suite des journées toutes semblables ? Serait-ce dans l'horaire où tout est minuté ? Voir de la beauté dans tout cela prouve qu'on est un homme borné. Il n'y a pas de beauté dans le service militaire. Ce qu'il y a c'est le devoir. Chacun l'accomplit à sa façon. L'un dissimule son cafard avec de belles paroles, l'autre recherche l'oubli dans les sensations fortes, le troisième ne pense à rien et se dit : il faut que ce soit ainsi ; un point c'est tout. »

Dans une école d'officiers d'Extrême-Orient soviétique, certains élèves déclarent : « là où des hommes se préparent à en tuer d'autres il ne saurait y avoir de beauté ».

U.R.S.S. : ACCELERATION ET CONTRADICTIONS DU DÉGEL

La Russie sort de sa chrysalide. Elle a commencé à s'en extraire il y a bientôt dix ans lorsqu'a sauté le joint qui tenait ensemble toutes les pièces de la carapace, lorsque Staline est mort. Depuis, morceau par morceau tombe toute la vieille dépouille du stalinisme. Et l'on voit peu à peu bouger ce grand corps dont le stalinisme avait assuré la croissance.

Ce processus ne nous surprend pas par sa nature profonde. Nous savions à qui nous avions affaire et les premiers ébranlements, les premières graves crises éprouvées par le monde bureaucratique dans ses parties les plus faibles, nous avaient confirmé dans l'analyse des contradictions qui animaient en profondeur cette société. Nous y avions reconnu les traits fondamentaux de la nôtre, d'une société divisée entre dirigeants privilégiés et exécutants exploités.

Mais ce qui nous étonne ce sont les péripéties et le rythme de cette croissance, de cette animation progressive de la société russe. Et l'année 1962 a été prodigue à cet égard. Il était difficile d'imaginer il y a un an seulement, que le régime ne chercherait même plus à cacher l'existence d' « arrêts de travail » et reconnaîtrait publiquement que sous le stalinisme la répression avait frappé non seulement des militants honnêtes, mais des « hommes de la rue », c'est-à-dire les masses populaires elles-mêmes.

La dénonciation du passé et la libéralisation ont pris une extension imprévisible. Pourtant elles sont liées profondément aux courants puissants qui travaillent les fondements mêmes de la société : transformation perpétuelle des conditions du travail industriel, développement de la technologie et diffusion de la culture technique, urbanisation, orientation nouvelle des loisirs, essor de la consommation privée et à partir de tout cela, élaboration de nouvelles attitudes sociales, de nouveaux comportements, de nouvelles idées. Elles sont surtout liées à la pression qu'exercent sur la bureaucratie dirigeante toutes les couches sociales, et en particulier les travailleurs des villes, ce prolétariat moderne créé par l'industrialisation du pays et qu'il n'est plus possible de faire travailler sous la menace des camps de concentration (1).

(1) Nous ne pouvons pas aborder dans cette note l'aspect profond de ces bouleversements. Nous publierons dans le prochain numéro de cette Revue, une longue étude sur la situation et les problèmes de l'U.R.S.S. actuelle.

La dénonciation du passé stalinien a commencé dès le lendemain de la mort du dictateur. Mais elle s'est vraiment développée à partir du rapport de Khrouchtchev au XX[e] Congrès. L'objectif du nouveau dirigeant semble avoir été de rassurer la couche bureaucratique privilégiée en la garantissant contre l'arbitraire, mais plus profondément de répondre à un besoin essentiel de la société russe dans laquelle les consciences comme les appareils bureaucratiques étaient paralysés. Khrouchtchev donna une nouvelle impulsion à la déstalinisation l'an dernier au XXII[e] Congrès. Mais cette déstalinisation officielle restait limitée. D'une part, sur le plan idéologique, on imputait la responsabilité des errements précédents au seul « culte de la personnalité » ; d'autre part, elle ne portait que sur le passé, auquel n'était accusé de se rattacher qu'un groupe restreint de dirigeants, le « groupe antiparti ».

Par contre, dans la période récente le stalinisme a été dénoncé de plus en plus comme une insupportable oppression des masses — et pas seulement un mal des sphères supérieures — et comme un phénomène présent.

La publication par la revue « Novy Mir » de la nouvelle « *Une journée d'Ivan Denissovitch* » est un des événements les plus sensationnels de la déstalinisation. Les « camps de travail staliniens » y sont dépeints pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des camps de concentration. De plus, c'est un innocent qu'on y voit et un homme du peuple. La déstalinisation s'est démocratisée.

En même temps elle s'est actualisée sur le thème « les staliniens sont parmi nous » qui est devenu l'un des sujets favoris de la jeune littérature soviétique, surtout depuis la publication dans la *Pravda* du poème d'Evtouchenko, « Les héritiers de Staline ». Un roman qui fait également fureur raconte l'histoire parallèle de deux personnages, le « soviétique moyen » Tzypliakov, honnête, courageux, travailleur et le petit stalinien, Finnikov, arriviste, sournois, flatteur, lâche, etc... « L'heure des Tzypliakov a sonné, écrit l'auteur, l'heure où toutes les valeurs qu'il a défendues pendant la guerre vont donner leur fruit. Il y a incompatibilité totale et flagrante dans notre vie actuelle entre l'esprit des Tzypliakov et des Finnikov. Une bataille ouverte et décisive est inévitable entre eux » (Vadim Kojevnikov, dans « Une journée exaltante »).

Le stalinien n'est plus une statue ou un nom de ville. C'est un homme vivant que chacun côtoie tous les jours. Dénoncer son activité c'est dénoncer la vie réelle dans la société russe d'aujourd'hui, d'une manière sans doute partielle et déformée mais qui touche le cœur du problème de cette société de classes. C'est exprimer à un certain niveau les problèmes réels des gens, des « soviétiques moyens ».

Ainsi actuellement, cette dénonciation du stalinisme au présent, et non plus seulement au passé, acquiert un double caractère. La bureaucratie l'utilise dans son effort de « se corriger », de limiter les excès trop excessifs, les irrationalités les plus irrationnelles de son système. Elle a fonction et valeur d' « auto-critique ». Mais elle sert en même temps de valve de sécurité du système, en permettant de s'exprimer à une série de critiques et mécontentements, orientés ainsi non pas contre le régime lui-même, mais les « dogmatiques », les « sectaires », « ceux qui n'ont pas compris la nécessité de changer », etc. Mais là, elle prend un caractère ambigu et devient à la limite dangereuse : car où s'arrête le « stalinisme », le « bureaucratisme », la « tendance autoritaire », qu'il est désormais officiellement permis de dénoncer ? En brandissant ces vocables désormais consacrés, les opposants pourraient s'attaquer à *toutes* les institutions et *toutes* les pratiques du régime. C'est ce qui explique les hésitations et les incohérences de la ligne officielle, ses va-et-vient, ses brusques retours en arrière dont la multiplication récente n'a pas peu étonné ceux qui croyaient à une « libéralisation graduelle » et sans larmes du régime, et qui n'avaient pas compris que dans un système totalitaire si on bouge une pièce, on dérange le tout.

Ainsi, dans cette littérature de la déstalinisation, se manifeste en même temps une tendance de la population et surtout de la jeunesse à parler de ce qui la concerne et en somme à faire de la culture, sa culture. Il existe un lien direct entre la dénonciation du stalinisme et l'aspiration à s'exprimer. Ce lien est particulièrement visible dans l'actuelle floraison de « poèmes » de la nouvelle vague. Lors du récent meeting poétique qui a rassemblé quinze mille jeunes en blue jeans dans le Palais des Sports de Moscou, on passait directement de l'invective contre Staline et ses héritiers, au romantisme intime car dans les deux cas, il s'agit pour la jeunesse russe d'aujourd'hui d'affirmer un droit sur sa vie.

Le même mouvement, la même revendication conduit à la peinture abstraite et au jazz. Non pas par une réaction purement négative, mais parce que après des décennies de silence ou de discours mort parce que obligatoirement stéréotypé, les gens re-découvrent dans l'expression une valeur presque absolue, dans l'acte de s'exprimer la première manifestation d'être en société avec d'autres hommes.

On comprend la réaction des autorités politico-culturelles. Car le point atteint par cette évolution marque l'échec définitif des tentatives pour intégrer la culture dans le fonctionnement totalitaire de la société, au moins par des voies directes. La société bureaucratique devra, comme en Occident, tracer des canaux beaucoup plus subtils pour récupérer et en partie seulement, l'activité culturelle de la jeunesse et même du reste de la population.

Toutes les sphères de la culture sont remuées par ce qui est devenu par réaction contre le « dogmatisme » et le « culte de la personnalité » l'impératif N° 1 de la nouvelle morale : la vérité. Voir les choses telles qu'elles sont, agir d'après la réalité, tel est le souci commun qui anime une avant-garde composée d'hommes aussi différents que des psychiatres, des pédagogues, des économistes et des planificateurs.

A titre d'exemples : la psychologie et la psychiatrie sont en train de briser le carcan pavlovien. Le réflexe conditionnel n'est plus la mesure de toute réalité psychique ni la thérapeutique universelle. La psychanalyse n'a pas encore droit de cité. Mais une sorte de psychanalyse sans le nom est pratiquée par certains psychiatres.

Autre exemple : les Russes sont en train de découvrir la cybernétique. Jadis taxée de fruit de l'idéalisme bourgeois, la cybernétique fait rage tant dans les milieux scientifiques que chez les organisateurs, les planificateurs, etc. Les cerveaux électroniques n'étaient utilisés jusqu'à maintenant que dans le domaine étroit du calcul scientifique. Mais dans l'effort de rationalisation intensive de l'économie qui accompagne les transformations nées du développement économique et technologique, les Russes se sont soudain aperçus qu'ils avaient un retard considérable sur l'Occident en matière de technique d'organisation.

Sur le plan de la théorie économique, une sorte de renaissance est en cours. Jusqu'il y a quelques années, les livres ou les articles des revues économiques se classaient exclusivement en deux catégories : 1° des théories strictement techniques, sur des aspects matériels de la production, qui à vrai dire n'avaient rien à voir avec l'économie ; 2° des psalmodies de « théorie marxiste », interminables et vides commentaires de citations de Marx, Engels, Lénine ou Staline. Maintenant, dans une immense confusion et sans doute encore engourdi et limité, un mouvement de recherche a commencé qui, pour la première fois depuis 30 ans, dans ce pays prétendument « marxiste » essaie de mettre en regard les pratiques et la théorie économiques, est obligé pour ce faire de mettre en question aussi bien l'efficacité des institutions que le contenu des concepts, pose le problème du contenu des notions comme « prix » « intérêt », « capital », « profit », s'interroge sur les critères de la rationalité des investissements.

Ces courants d'avant-garde sont l'expression la plus avancée des remous qui agitent depuis quelque temps les responsables de l'économie et de la direction du pays, les planificateurs et les cadres.

Le point de départ, comme on sait, ont été les graves insuffisances de la planification soviétique et le problème : centralisation en décentralisation? Mais à partir de là, la dialectique propre des problèmes a obligé de considérer toute une série d'aspects, de plus en plus profonds : les entreprises doivent-elles être « rentables », et que signifie exactement leur rentabilité ? Jusqu'où peut et doit aller l' « intéressement matériel » des responsables de la production et des travailleurs ? Derrière ces questions, et sans qu'elles soient encore posées explicitement, d'autres pointent de façon inéluctable : quel est le critère permettant de juger le fonctionnement de l'économie ? Est-ce la « rentabilité », ou autre chose ? Et la rentabilité à quel prix ? Et par rapport à quels objectifs, à quels besoins de la société ?

Il est vrai que nous extrapolons : ce dernier problème n'est pas soulevé en tant que tel, ou du moins nous ne le savons pas. Mais il est posé implicitement en tant que prolongement logique du débat. Ici encore on constate que les questions que le régime est désormais obligé de poser portent le germe d'une possible prise de conscience révolutionnaire. A travers la discussion des solutions pratiques à apporter au problème de l'organisation de l'économie dans le cadre du système, c'est la racine même de la crise de ce système qui est mise au jour. Et l'on peut dès maintenant envisager la possibilité qu'un jour les dirigeants soviétiques admettent ouvertement, et d'une manière ni plus ni moins mystifiée que leurs collègues capitalistes d'occident, que le problème central de leur société est la séparation entre dirigeants et exécutants. Que cela ne puisse pas aller sans un développement simultané de l'idéologie révolutionnaire, on en avait déjà eu des preuves à travers les remous qu'avaient provoqués dans les milieux étudiants soviétiques les événements de Pologne et de Hongrie.

Ce sont là encore des extrapolations. Mais l'évolution actuelle montre que la société russe est en train de s'installer dans la conscience de sa propre « crise » — conscience dans laquelle les pays occidentaux pataugent depuis un certain temps déjà. On peut en donner un dernier exemple avec les récentes mesures prises par M. K. au Plenum du Comité Central du PCUS.

Il est vrai que sur le plan économique ces mesures représentent une suite plutôt décevante au grand débat sur la réorganisation puisqu'elles vont plutôt dans un sens centralisateur. Mais en fait le débat n'est pas clos et les défenseurs de la décentralisation continuent de s'exprimer dans les organes officiels. La plus intéressante mesure prise par ce Plenum — et l'une des plus surprenantes trouvailles de M. K. — c'est la réorganisation du parti. Il y aura désormais deux partis communistes en URSS : celui des paysans et celui des ouvriers. On croyait pourtant que le parti avait pour tâche la fusion des diverses sections de la société, la diffusion et la mise en œuvre d'une idéologie commune, la formation d'un « homme soviétique » universel... Avec la dernière réforme, il devient évident que la Russie khrouchtchevienne, essentiellement « réaliste » et « positive » a renoncé à cette utopie. D'ailleurs K. lui-même a défini l'homme soviétique nouveau comme un homme qui, un jour, mangera plus de beurre que l'homme capitaliste américain et qui arrivera dans la lune avant lui. Pour fabriquer un tel homme, ce qu'il faut ce n'est pas une idéologie, mais une économie prospère. C'est pourquoi le parti tend à devenir un instrument de gestion, une courroie de transmission des ordres du sommet vers la base et un canal pour les informations de base vers le sommet.

Cette décomposition de l'idéologie bureaucratique, aggravée sur le plan international par la scission entre les partis « Chinois » et les partis « Khrouchtcheviens », contient un grand pouvoir de démystification et agira elle-même dans les années à venir, comme un puissant ferment de dissociation de tout le système bureaucratique.

LES SAVANTS DE L'OUZBEKISTAN
PEINTS PAR « LA GAZETTE LITTERAIRE »

« Il importe avant tout de faire classer vos recherches scientifiques comme « très importantes ». Quant à leur objet, il n'a en réalité aucune espèce d'importance ». Tel est le judicieux conseil donné à un collègue menacé de licenciement pour incapacité, par un savant ouzbeck qui, lui-même contemple depuis des années un oiseau dans une cage.

En effet, relate la « Gazette Littéraire », le directeur de la chaire de biologie de Samarcande, un certain professeur Akhmedov, étudie depuis fort longtemps « l'oreille interne de la tourterelle du cours moyen de la rivière Zerachvan ».

« Voyez-vous », déclare en substance le professeur Akhmedov, dans sa lettre au confrère inquiet « on nous critique souvent, puis on finit par fermer les yeux. Moi-même, j'ai eu à faire face à ce problème. On voulait que j'abandonne ma tourterelle au profit de la physique atomique, Eh bien, je suis devenu inattaquable depuis que j'ai réussi à faire classer mes travaux comme « très importants ».

Il a ajouté qu'il a même réussi à résister à ceux qui lui demandaient à tout le moins d'étudier toutes les tourterelles et non seulement celle du cours moyen de la Rivière Zerachvan.

Les exemples de recherches stériles foisonnent en Ouzbekistan, relève la « Gazette Littéraire ». Elle conte comment un certain professeur Soultanov a passé plus d'un an, tel un alchimiste du Moyen-Age, à rechercher un procédé qui permettrait de transformer le sucre en miel. De grosses quantités de sucre lui furent fournies à cet effet. Il est évident qu'il ne découvrit pas le processus de transmutation, mais le sucre servit à élaborer des boissons alcoolisées qui régalèrent ses convives.

Quittant le ton du persiflage, la « Gazette Littéraire » critique violemment le Comité d'Etat pour la recherche scientifique de l'Ouzbekistan qu'elle accuse d'être au courant de ces procédés et travaux futiles et demande que le nécessaire soit fait pour astreindre les vrais savants à des recherches plus conformes aux grands desseins de la science soviétique. (A.F.P. 6 Sept. 1962).

LA SITUATION DES PAYS SOUS-DEVELOPPES APRES LA LIQUIDATION DU COLONIALISME

En 1962 s'est terminée la guerre qui symbolisait pour le monde entier la lutte des colonisés contre l'oppression coloniale. En s'achevant, la guerre d'Algérie n'a pas seulement marqué symboliquement la fin d'une longue période dans l'histoire de l'humanité — une période au cours de laquelle l'Europe a dominé matériellement et spirituellement le monde — mais elle a également marqué le début d'une période nouvelle pour tous les peuples ayant récemment accédé à l'indépendance. Les événements qui se sont produits dans les pays sous-développés au cours de ces trois derniers mois sont particulièrement frappants à cet égard. D'une part, en effet, une série de coups d'Etat et de luttes politiques sans grande clarté a montré que la cohésion et la solidité des appareils dirigeants s'étaient considérablement amenuisées depuis l'époque où ces appareils, alors embryonnaires, guidaient la population dans la lutte contre le colonialisme et recevaient d'elle un appui total. D'autre part, le conflit entre la Chine et l'Inde a donné le spectacle d'une guerre opposant non plus les colonisés aux colonisateurs, et n'opposant ni directement ni par personnes interposées un bloc à l'autre, mais opposant un pays sous-développé et « anti-impérialiste » à un autre pays sous-développé et « anti-impérialiste (1) » : or ce spectacle était offert pour la première fois depuis que les peuples colonisés sont apparus en tant que sujets de l'histoire, au même titre que ceux des nations industrielles.

Quelle est la signification de ces événements — les crises intérieures des pays africains, la guerre sino-indienne — qui semblent indiquer, en raison même du fait qu'ils n'auraient pu se produire il y a deux ou trois ans, qu'une période nouvelle de l'histoire des pays sous-développés est désormais ouverte ?

La caractéristique des crises politiques plus ou moins ouvertes qui viennent de se produire en Afrique est d'abord l'absence de contenu politique réel. Ce trait est commun aussi bien au « complot » contre Bourguiba, à l'assassinat d'Olympio au Togo et au renversement de son gouvernement, à l'élimination de Dia par Senghor au Sénégal, et à ce « quelque chose » de totalement mystérieux qui vient de se produire en Côte d'Ivoire et dont on suppose qu'il s'agissait d'une action dirigée contre Houphouët-Boigny. Les conjurés de Tunis ne semblaient armés d'aucun programme politique, mais ce qui est peut-être plus significatif à cet égard est que le pouvoir n'ait à aucun moment éprouvé le besoin de situer le complot dans un contexte politique : les adversaires de Bourguiba ont été traités comme s'il s'agissait de criminels de droit commun, et il n'a été à aucun moment question de lier leur acte aux problèmes de la société tunisienne dans son ensemble. Au Togo, le coup d'Etat n'a pas été le dénouement d'une situation de crise au cours de laquelle se seraient opposées des forces politiques conscientes de leurs objectifs et disposant de l'appui de telle ou telle partie de la population. Pour autant que l'assassinat d'Olympio puisse s'expliquer, il semble qu'il ait été l'aboutissement d'un conflit entre les vieux dirigeants nationalistes à tendance conservatrice, et les jeunes dirigeants impatients d'exercer effectivement le pouvoir, compliqué de rivalités franco-américaines et poussé à sa solution sanglante à l'aide de barbouzes français. C'est aussi par la lutte des clans politiques auxquels appartenaient respectivement Dia et Senghor que s'expliquent les événements qui se sont produits à Dakar : là encore aucun motif réellement politique n'a été avancé par les uns ou par les autres. La coloration plus « dirigiste » et « socialiste » du clan Dia, les tendances conservatrices de Senghor et des hommes qui l'appuyaient n'ont semblé à personne, ni aux observateurs ni aux protagonistes eux-mêmes, de nature à justifier le conflit : c'est par le jargon de la loi et de la Constitution que les adversaires ont exprimé leurs positions et c'est ce jargon qui sert actuellement à accuser les vaincus, Dia et son clan.

On constate donc tout d'abord que les luttes politiques qui se déroulent à l'intérieur des appareils dirigeants opposent partout où elles apparaissent, non des forces politiques conscientes et distinctes, mais des hommes dont les méthodes et le programme sont identiques. En d'autres termes, il s'agit de luttes de clans pour la domination de l'appareil.

Le fait que la vie politique d'une organisation ne puisse s'exprimer qu'à travers une lutte de clans, comme c'est le cas dans les pays dont on vient de parler, et comme il semble que ce soit le cas dans la plupart des pays africains (au Ghana, le soupçon de participation aux tentatives d'assassinat contre Nkruhma pèse sur certains ministres (V. l'article de J.F. Lyotard publié dans ce numéro sur la situation algérienne), ce fait prouve que l'appareil dirigeant a cessé d'être l'agent des aspirations politiques communes à la totalité de la population : l'appareil dirigeant prend une autonomie propre, cesse d'être perméable à la société, devient une chose dont des clans de politiciens se disputent la possession. Au cours de cette dernière année, il n'est pratiquement pas un pays africain indépendant dont l'appareil dirigeant n'ait pas subi l'évolution qui vient d'être définie, et dans lequel des événements significatifs par rapport à cette évolution ne se soient produits.

L'évolution de la vie politique en Guinée est à cet égard frappante si l'on considère le chemin parcouru depuis le « non » à la Communauté de de Gaulle. En disant « non » à la Communauté, les dirigeants politiques guinéens avaient certainement en vue le bénéfice

qu'ils pensaient tirer de cet acte pour leurs rapports avec les Russes. Mais lorsque Sékou Touré déclarait que la Guinée préférait rester « pauvre mais libre », ceci était incontestablement en conformité avec son propre comportement politique passé et surtout avec celui de la population elle-même. En énonçant sa position, Sékou Touré énonçait du même coup une idée à la fois large et compréhensible ; il disait : voilà ce que doit être la Guinée (libre, même si pour cela il faut être pauvre), et n'importe quel Guinéen pouvait le comprendre. Aujourd'hui, cependant, parce que les espoirs placés dans l'aide soviétique ont été en grande partie déçus, Sékou Touré se rapproche de la France et son ambassadeur à Paris fait en public l'éloge de de Gaulle : que reste-t-il de l'affirmation selon laquelle il valait mieux être « pauvre mais libre » ? Dans la mesure où Sékou Touré était sincère lorsqu'il fit cette déclaration, la nouvelle attitude envers la France ne signifie-t-elle pas que les dirigeants guinéens ont renoncé à trouver chez eux les ressources humaines et matérielles nécessaires à la survie de leur pays ? Deux choses en tout cas apparaissent à la lumière de cette évolution. D'une part, les dirigeants guinéens — comme ceux des autres pays africains — n'ont en fait choisi aucune des voies possibles pour parvenir à la reconstruction de leur société (même réactionnaires, les politiciens des pays industriels ont toujours choisi — ce choix pouvant être celui de la répression — du libéralisme, du « progrès social », etc.) : leurs différents comportements envers la France témoignent de leurs hésitations quant à ce qu'ils veulent faire de leur pays. D'autre part — et ceci aussi est commun à tous les pays africains — le rapport de l'appareil au pays lui-même change lorsqu'il ne s'agit plus de diriger les luttes pour l'indépendance ou lorsqu'il ne s'agit plus des sequelles de ces luttes comme ce fut le cas pour le « non » à la Communauté. A partir du moment où l'appareil a à mettre en œuvre un plan de reconstruction et de transformation de la société, il s'établit non pas un conflit mais une coupure entre la population et l'appareil dirigeant. La politique cesse d'être une affaire qui concerne la totalité de la société et devient celle de l'appareil dirigeant exclusivement. Alors que le « non » à la Communauté exprimait une attitude fondamentale de la population, le « oui » d'aujourd'hui à l'assistance française émane du seul appareil dirigeant.

L'absence de participation réelle de la population à l'activité politique est intimement liée, à la fois en tant qu'effet et en tant que cause, à l'autonomie croissante des appareils dirigeants. En tant qu'effet car, volontairement ou non, en se constituant en tant qu'appareil autonome, la direction politique tend inévitablement à poursuivre des fins qui lui sont propres, qui sont incompréhensibles pour tous ceux qui la contemplent de l'extérieur et auxquelles la population, même si elle y adhère globalement, ne se sent pas obligée de participer. En tant que cause aussi car cette attitude de la population ne fait que renforcer la position de ceux qui, au sein des appareils dirigeants, prônent une gestion complète des affaires du pays par l'appareil, l'accroissement des contrôles et la réduction de la zone à l'intérieur de laquelle la population est libre de se comporter d'une manière autonome.

La situation qui règne au Congo donne une caricature de cet enchaînement de causes et d'effets qui caractérise plus ou moins l'ensemble des pays africains. L'activité politique des dirigeants congolais (dans la mesure où ces hommes méritent cette dénomination) se définit par rapport à une seule préoccupation : l'unification du Congo. Le comportement de la population ne révèle cependant pas la moindre trace d'une telle préoccupation, si bien que les politiciens ont renoncé à se réclamer de l'appui du pays. L'appui qu'ils cherchent, et qui leur est donné, ne vient pas des Congolais, mais de l'O.N.U. d'une part, et de l'*Union Minière* d'autre part. La situation congolaise est caricaturale parce qu'elle définit un état zéro de la politique, ce qui n'est évidemment pas le cas dans les autres pays africains, ou, avant et immédiatement après l'indépen-

dance, il a régné une activité politique intense. Mais aujourd'hui, il y a quelque chose de congolais même dans ces pays ainsi que les crises récentes l'ont bien montré : ni au Sénégal, ni au Togo, ni en Côte d'Ivoire, ni en Tunisie, ni en Algérie, la population n'a participé aux crises, sinon tout au plus pour faire fête aux vainqueurs.

La période qui s'amorce se caractérise donc pour les pays indépendants d'Afrique par une modification profonde du rapport des appareils dirigeants à la société. Une modification comparable à celle-ci semble aussi affecter les rapports des appareils dirigeants de ces pays les uns avec les autres, et plus généralement les rapports de l'ensemble des pays sous-développés d'Asie et d'Afrique.

Cette modification apparaît clairement par contraste avec les rapports qui régnaient entre pays sous-développés il y a peu de temps encore. Malgré leurs différences, la majorité des pays sous-développés d'Afrique et d'Asie étaient d'accord sur trois points au moins : 1) Tous subissaient plus ou moins l'attraction de l'U.R.S.S. ; 2) Tous pratiquaient une politique de balancement entre les blocs, ou du moins, envisageaient la possibilité d'une telle politique ; 3) Tous estimaient que les pays sous-développés avaient un rôle modérateur à jouer entre les blocs.

Où en est aujourd'hui surtout après l'affaire de Cuba et la guerre sino-indienne, cet accord implicite des pays sous-développés ? 1° Un nouveau pôle d'attraction est apparu, la Chine. D'autre part, après l'affaire de Cuba, le prestige américain est en hausse et les U.S.A. apparaissent désormais comme une force réellement capable d'intervenir dans le monde (leur intervention au Congo en est une autre preuve). On peut d'ores et déjà constater certains réalignements des pays sous-développés en fonction de l'apparition de ces nouveaux pôles d'attraction et de forces avec lesquelles il faudra dorénavant compter. 2° La politique de balancement entre les blocs tend elle aussi à disparaître au profit d'attitudes différentes et parfois opposées. L'apparition de la Chine en tant que troisième pôle mondial tend à provoquer la constitution d'un camp qui est en conflit simultané avec les deux blocs et pour lequel le « non-alignement » n'a aucun sens. D'autre part, le peu de résultats tangibles obtenus par la politique de balancement (dont les Guinéens entre autres ont fait l'expérience) entraîne les dirigeants à reconsidérer cette politique (comme c'est le cas en Guinée actuellement). 3° Si les Blocs s'entendent directement par-dessus la tête des autres nations (développées ou non), les pays sous-développés se voient souffler le rôle modérateur qu'ils ont, au cours de ces dernières années, joué à l'O.N.U.

Il apparaît donc que ce qui unissait les pays sous-développés s'est défait, ou tout au moins s'est amoindri. Ce qui les désunit tend alors à apparaître plus clairement, et parfois même brutalement comme c'est le cas pour la Chine et l'Inde. Un conflit territorial oppose depuis longtemps ces deux pays : mais il n'était pas pensable jusqu'à aujourd'hui que ce conflit prenne la forme d'une guerre ouverte. La Chine n'aurait pas attaqué militairement un territoire indien, car son appartenance au bloc soviétique rendait impensable une telle action, étant donné l'importance que revêtait pour l'U.R.S.S. la continuation de bons rapports avec le leader des pays non-alignés. Même si elle en avait eu les moyens, l'Inde n'aurait pas attaqué la Chine car en attaquant la Chine elle s'en serait du même coup pris au bloc soviétique, c'est-à-dire qu'elle se serait départie de sa position de non-alignée pour rentrer dans le camp américain. Ce qui rend possible aujourd'hui ce conflit militaire impossible il y a seulement un an est de toute évidence la scission chinoise.

La scission chinoise qui n'est rien d'autre que la dislocation de l'ancienne hégémonie russe au sein du bloc communiste, rend possible non seulement un conflit particulier (le conflit sino-indien) mais plus généralement des conflits entre pays sous-développés traditionnellement anti-impérialistes. Elle vient s'ajouter aux autres événements et aux autres évolutions (la tendance de l'U.R.S.S. et des U.S.A. à s'entendre directement sans personnes interposées ; la

crise de la politique de non-alignement) dont la somme crée une situation telle qu'au lieu d'être unis par leur attitude anti-impérialiste et leur politique de paix internationale, les pays sous-développés se retrouvent en quelque sorte laissés à eux-mêmes, laissés avec leurs propres divergences et leurs propres conflits. Ceci est évident notamment en Afrique du Nord où, l'indépendance à peine obtenue par les Algériens, des coups de feu (qui n'étaient plus ceux tirés par l'armée française) résonnaient à la frontière algéro-marocaine et où un conflit étouffé tant que durait la guerre, le conflit entre Bourguiba et F.L.N., éclate aujourd'hui au grand jour.

Qu'il s'agisse de la situation intérieure ou des rapports extérieurs des pays sous-développés tout se passe comme si la présence de l'impérialisme et la nécessité de le combattre était le ciment de l'union. Mais dès que l'impérialisme disparaît (soit parce qu'il a été vaincu, soit parce qu'il s'est lui-même transformé, et généralement les deux choses sont allées de pair), l'union est détruite et des conflits jusqu'alors embryonnaires apparaissent sur le devant de la scène. Il serait sans doute superficiel de chercher une identité entre ces conflits et ceux que connaissent depuis le début de leur existence les nations industrielles (conflits de classe à l'intérieur ; conflits impérialistes à l'extérieur). Il n'y a pas de lutte de classe dans les pays africains : mais il y a bien cependant une différenciation croissante entre les appareils dirigeants et la population dans son ensemble. Il n'y a pas de conflit « impérialiste » entre pays sous-développés (il n'y a pas eu de guerre au sens occidental du terme, même entre la Chine et l'Inde) : mais il y a bien des revendications et des luttes politiques et militaires qui signifient la poursuite par les dirigeants et les privilégiés de ces pays, d'intérêts propres, particuliers et égoïstes.

LES FILMS

LE PROCES (adapté du roman de Franz Kafka, par Orson Welles)

L'on sort de la projection du *Procès* avec le sentiment d'avoir été à la fois touché et réconforté. Touché parce que ce film reprend les thèmes les plus importants de la pensée de notre époque pour leur donner une forme matérielle et les organiser suivant une progression dramatique et par là leur confère une force et un pouvoir d'émotion qu'il n'est donné qu'épisodiquement à un homme de ressentir. Réconforté parce que l'on constate que la longue période pendant laquelle Welles a été contraint au silence ou à la réalisation d'œuvres mineures mutilées au montage pour les besoins de l'exploitation commerciale, cette période qui a recouvert la plus grande partie de l'existence créatrice de Welles, ne l'a pas découragé, n'a pas eu raison de lui, n'a pu le contraindre à suivre le chemin du conformisme. Bien au contraire : Welles, tel que nous le voyons à travers le *Procès*, sort grandi de cette période d'oppression, de mutilation et de censure.

Ce qu'il y a de nouveau dans *Le Procès* apparaît plus clairement si l'on cherche d'abord en quoi il ne fait que reprendre les thèmes traités par Welles dans *Citizen Kane*. Dans *Citizen Kane*, Welles a représenté l'histoire d'un homme qui n'avait pas eu la possibilité de former avec autrui et avec la réalité un rapport sain et équilibré. Pour Kane, les autres êtres humains n'existent que pour lui permettre à lui, Kane, de satisfaire un besoin maladif d'expansion et d'affirmation de soi. Par le pouvoir dont il dispose à travers sa fortune la réalité est dématérialisée et perd sa capacité de contraindre les êtres à tenir compte, non seulement d'eux-mêmes, mais aussi des autres êtres et des nécessités de l'existence. La seule réalité pour Kane est Kane lui-même. Comme Kane, le Joseph K. du *Procès*

vit dans un univers où les limites de la réalité extérieure sont brouillées, où l'on ne sait jamais si l'on est encore dans l'esprit de K. ou déjà dans le monde. « Vous ne voulez pas croire que je suis un accusé comme vous », dit K. à un accusé. L'accusé répond qu'il croit en effet que K. est un accusé. Alors K. demande de nouveau : « Pourquoi refusez-vous de croire que je suis accusé comme vous ? » Dans une autre scène, K. erre dans une salle remplie de dossiers empilés et une employée qui l'accompagne s'excuse : « Que voulez-vous, dit-elle, on ne peut tout de même pas empêcher les locataires de faire sécher leur linge ».

Autre exemple : Le discours que fait K. devant le « tribunal » a pour point de départ trois mots et un geste du « juge » et c'est sur l'interprétation de ces signes que K. fonde sa plaidoirie : on a l'impression à la fois que ces mots et ce geste veulent bien dire ce que K. leur fait dire et que tout ceci est du délire, que le juge n'a rien dit qui mérite l'interprétation que K. en fait, que K. invente un sens à la réalité, ou plutôt qu'il projette sur la réalité son propre besoin d'auto-accusation. La scène où l'on voit K. rendre visite au peintre exprime encore une fois la volonté de Welles de confondre le subjectif et l'objectif, d'effacer les limites entre le Moi et la réalité. Ce peintre existe réellement, il en a déjà été question, d'autres personnages réels en ont parlé. Mais tout est fait aussi pour nous donner l'impression que nous sommes dans l'esprit de K. et que ce peintre est simplement l'idée que K. entretient d'une réhabilitation par l'art, même si cette réhabilitation ne doit être en fait qu'un « acquittement apparent ». Les fillettes qui entourent le peintre et K. pendant leur discussion sont, elles aussi, réelles : avant de se presser contre les parois de la chambre-cage du peintre, elles jouaient au pied d'un escalier et quelqu'un explique à K. qu'elles sont « les enfants de la Cour de Justice » : mais bientôt elles semblent devenir moins réelles et apparaissent alors plutôt comme la matérialisation d'un érotisme refoulé et terrifiant que K. contenait à l'intérieur de lui sans en avoir conscience. Et le déroulement simultané de ces deux événements qui, en droit, n'ont aucun rapport l'un avec l'autre, les tentatives des fillettes pour pénétrer à l'intérieur de la chambre et la discussion entre K. et le peintre à propos de « l'acquittement apparent », cette simultanéité absurde est aussi la projection de la dislocation qui menace la personnalité de K. et dont il commence à prendre conscience.

Comme Kane, K. ne peut avoir avec quelqu'un un sentiment réciproque d'amour. K. est entièrement dominé par le Procès qu'il se fait à lui-même et la volonté de se punir. Il ne peut voir autrui que comme l'un des personnages de son propre procès. S'il aime quelqu'un c'est que cette personne ne l'aime pas et ce qu'il aime, alors, ce n'est pas un être humain en chair et en os, mais la frustration qu'il s'inflige à lui-même. Dans le *Procès*, l'amour est toujours une affaire entre soi et soi, jamais entre soi et autrui. Tout ce que dit Joseph K. à propos d'amour paraît entièrement dénué d'objectivité, totalement absurde si l'on veut continuer de voir l'amour comme un sentiment réciproque liant deux êtres humains. Mais dès que l'on a compris que pour les personnages du *Procès* l'amour n'est jamais réciproque, que le problème de la réciprocité ne se pose même pas puisque chaque individu ne fait que projeter sur le monde extérieur et sur autrui son propre univers intérieur, dès que l'on a compris que dans cet amour la conscience n'a affaire qu'à elle-même et à ses produits, les comportements des personnages cessent de paraître absurdes. L'on cesse d'être surpris lorsque Joseph K. déclare comme s'il s'agissait d'une certitude établie qu'il est « amoureux » de la danseuse — alors qu'en réalité il n'y ait rien qui puisse justifier cette affirmation. Le fait que K. qui semble totalement indifférent envers la secrétaire de l'Avocat puisse, lorsqu'elle lui dit qu'elle comprend qu'elle ne lui plaît pas, lui répondre « Plaire est un bien faible mot » n'est pas absurde non plus puisque les sentiments n'ont ni une base objective ni une extériorisation rationnelle et compré-

hensible par autrui. Ce qu'est, dans le *Procès*, l'amour est parfaitement illustré par cette remarque de l'avocat sur sa secrétaire : « Leni aime tous les accusés ». Leni n'aime pas un accusé, mais tous les accusés. Elle n'aime même pas tous les hommes soumis à acccusation. Elle aime une abstraction : les accusés, c'est-à-dire des êtres qui se sont réduits à une condition absurde et qui n'ont pu le faire qu'en cessant d'être des hommes. Mais ceci n'est pas encore assez éloigné de la réalité physique des individus : pour le rendre encore plus abstrait, Leni revêt l'accusé qu'elle se prépare à aimer de la cape de l'avocat et pour dématérialiser l'acte de l'amour elle le raconte dans les détails à l'avocat lui-même, dont elle est la maîtresse.

La dématérialisation de la réalité, l'incapacité d'avoir des comportements objectifs, l'absence de rapports réciproques entre individus, ces thèmes se retrouvent à la fois dans *Citizen Kane* et dans le *Procès*, et à cet égard le *Procès* apparaît comme l'amplification de ce qui était déjà contenu dans *Citizen Kane*. Mais une première différence devient immédiatement évidente : Kane est dans *Citizen Kane*, le seul de son espèce. Son incapacité de voir la réalité telle qu'elle est et de former des liens sincères et réciproques avec autrui est directement liée à sa situation sociale particulière. L'argent a dématérialisé la réalité et a perverti ses rapports avec autrui. L'argent permet à son besoin d'affirmation de soi, d'admiration et de dévotion de se développer sans fin. Il est vrai que la profondeur et l'universalité du film viennent de ce que l'argent et la situation sociale de Kane ne sont pas la cause mais seulement une des conditions de son évolution : l'histoire de Kane est à la fois celle d'un individu particulier qui s'appelle Kane et celle de n'importe quel membre de la société moderne puisque ce qui apparaît magnifié chez Kane, le doute fondamental de soi et la tentative de dominer ce doute par l'affirmation maniaque de soi, ce trait est aussi le trait fondamental de la psychologie de l'homme moderne. Mais il est aussi vrai que, dans le film lui-même, Kane apparaît comme une exception et que son sort est un sort particulier. Dans le *Procès* par contre, K. n'est pas une exception. Il existe d'autres accusés et à partir du moment où K. est lui-même accusé, il découvre une société qui n'existe que pour accuser et traduire en justice les individus. En passant de *Citizen Kane* au *Procès*, on passe du particulier au général, d'un cas dont l'universalité et la signification pour tous les membres de la société moderne sont seulement implicites à un cas universel, à une situation englobant la totalité de la société. L'universalité du *Procès* vient donc de ce que tout homme n'existe dans ce film que pour tenir un rôle dans un système d'humiliation et d'oppression qui absorbe toutes les activités de la société. Mais l'universalité du film de Welles vient aussi d'un second fait : la structure objective de la société et la structure subjective de l'individu sont identiques. L'oppression exercée par la société sur ses membres au nom d'une Loi inexistante est identique à l'oppression qu'exerce, au nom de valeurs qui n'ont d'existence que pour rendre possible cette oppression, l'individu sur son propre être vivant. L'aliénation est à la fois sociale et individuelle, elle s'incarne dans l'organisation d'une société et dans l'organisation intérieure des individus. Ceci est particulièrement évident dans le cas de Joseph K. K. subit simultanément une double oppression : d'une part, il se met lui-même constamment en accusation et d'autre part, il subit l'accusation officielle et extérieure. Les deux accusations et les deux oppressions sont d'ailleurs constamment en inter-action : par exemple lorsque les autres accusés aperçoivent K. ils se lèvent et se décoiffent ; K. leur reproche alors de refuser de le considérer comme un des leurs, mais en fait derrière ceci se cache le reproche qu'il se fait à lui-même de ne pas accepter sa situation d'accusé et de vouloir se prendre pour un juge.

L'identitité entre l'oppression que K. exerce sur lui-même et celle que la société exerce sur lui n'est pas due au hasard. Welles n'a pas

cherché à montrer que l'une serait la cause de l'autre mais, par contre, il a lié constamment l'une à l'autre, il a organisé les deux oppressions de telle sorte qu'elles aient besoin, pour se réaliser, de leur autre incarnation. K. par exemple trouve dans l'oppression qui lui vient de l'extérieur un moyen de projeter à l'extérieur de lui sa propre auto-oppression, et c'est pourquoi au lieu de refuser le procès qu'on lui prépare il commence par suivre docilement le chemin assigné aux accusés. Mais d'autre part, l'oppression sociale ne peut se réaliser que si chaque accusé, chaque individu, joue le rôle qu'on attend de lui ; la société ne peut opprimer que s'il existe des individus qui acceptent de n'être rien d'autre que des opprimés. Ceci est très clairement le sens de la scène au cours de laquelle l'avocat veut prouver à K. que tout accusé à besoin d'être humilié et exploité par l'avocat qu'il s'est choisi, c'est-à-dire par l'homme qui est censé le défendre et le protéger. L'accusé doit être totalement un accusé, il ne doit rien exister en lui qui soit intact et innocent, il ne doit rien avoir à opposer aux accusations dont il est l'objet et pour qu'il n'y ait aucun doute là-dessus il faut que l'avocat lui-même, c'est-à-dire le défenseur, ne soit en réalité que la voix intériorisée de l'accusation.

L'identité et l'interrelation constante de l'oppression sociale et de l'oppression individuelle est ce qui explique pourquoi, en partant des mêmes thèmes, le *Procès* aboutit à une conclusion très différente de celle par laquelle se termine *Citizen Kane* et possède finalement un sens tout nouveau. Kane ne peut échapper à lui-même, il ne peut se libérer de l'oppression de son doute et de son besoin d'auto-affirmation, car la société ne manifeste pas son oppression en « forçant » les gens à résoudre leurs problèmes intérieurs en achetant des chaînes de journaux, en faisant construire des salles d'opéra ou en faisant traverser l'Atlantique aux châteaux européens. Kane ne pouvait pas comprendre de quelle façon la société pénétrait à l'intérieur de lui. Il ne pouvait pas admettre qu'il n'était ce qu'il était que parce qu'il lui avait fallu inventer une solution à des problèmes que la vie lui avait posés avant qu'il soit réellement capable d'y répondre. K. par contre est dans une situation très différente. Il constate que d'autres sont soumis à la même oppression que lui. Il voit que tous ceux qu'il rencontre jouent un rôle défini dans cette oppression. Il voit que l'oppression qui vient de la société ne peut s'exercer que si elle est relayée par l'oppression intérieure. Pour reprendre le conte qui sert d'épilogue et de conclusion au film, K. a cherché à se rapprocher de la Loi. Il voudrait savoir ce qu'est la Loi mais il rencontre, devant les portes de la Loi, un gardien qui en défend l'accès. K. attend, mais il remarque que personne ne parvient à franchir ces portes. La Loi, à laquelle chacun veut atteindre, ne se dévoile jamais, et pourtant, au nom de cette Loi, chacun doit assumer une posture d'accusé. K. décide donc que, puisque ces portes n'ont été construites que pour rester fermées, et puisque la Loi n'existe que pour que les hommes se transforment en accusés, le seul comportement possible est de tourner le dos à ces portes et à cette Loi, et de refuser de se comporter en accusé. Selon le conte de Kafka, le vieil homme qui a passé sa vie devant les portes de la Loi sans que leur gardien lui en permette l'accès, s'entend dire, au moment de mourir : « Ces portes n'existaient que pour toi, toi seul pouvait les franchir. Maintenant elles vont se fermer pour toujours ». Mais K. ne s'entendra pas dire cette phrase. A partir du moment où il a réalisé que le soi-disant procès n'était en fait qu'une organisation méthodique de l'oppression des accusés, il refuse à la fois de se soumettre à cette organisation et d'intérioriser l'oppression dont il est la victime. Il se défait de l'avocat, refuse la solution de l'« acquittement apparent » et déclare que le Procès, c'est-à-dire le système d'organisation de la société, est absurde, et ne vise qu'à rendre toute existence absurde. La révolte de K. déclenche son exécution, car le système est tel que c'est en acceptant leur sort d'accusés que les accusés gagnent une certaine sécurité (les exploités vivent

du fruit de leur propre exploitation), tandis que le refus de cette condition entraîne la suppression du révolté : mais la fin de K. telle que Welles l'a représentée est très différente de celle qu'a imaginée Kafka. Le K. de Kafka meurt sans comprendre — précisément parce qu'il cherche encore à comprendre : le K. de Kafka ne peut admettre que tout ce qui lui arrive n'ait aucun rapport avec la Loi et la Justice, n'ait aucune signification, et il continue jusqu'à la fin à se demander pourquoi il est accusé, au nom de quoi veut-on le juger, qui sont ses juges. Le K. de Welles par contre sait qu'il est victime d'un système d'oppression : il sait que ce qui lui arrive n'a comme unique signification que d'être l'expression de cette oppression. C'est pourquoi K. refuse de se tuer, bien que ses gardiens l'y poussent : car en acceptant de se tuer, K. montrerait qu'il a reconnu au système le droit de l'opprimer, il montrerait aussi qu'il n'a pas expulsé hors de lui l'oppression et qu'il continue de relayer l'oppression sociale objective par l'auto-oppression subjective. Or Welles veut précisément indiquer le contraire : d'où cette scène où le couteau des gardiens passe et repasse au-dessus de sa gorge sans que K. se laisse tenter par cette invitation au suicide.

Ce que je viens de dire ne suffit pas à exprimer la richesse du *Procès*. Mais les remarques précédentes devraient faire comprendre que ce film est un film important. Important, toute autre considération mise à part, pour la raison suivante : dans ce film, Welles a donné forme aux questions et aux idées les plus avancées, à des questions et à des idées dont on constate l'apparition dans les lieux les plus divers et dont la manifestation dans un film tel que celui-ci apparaît comme un signe de leur universalité et de leur dynamisme. Tout ce qui se fait et se dit dans le *Procès* ne peut s'expliquer que comme l'expression d'une volonté de comprendre la nature de la société moderne et le sort des hommes dans cette société. Dans le *Procès*, Welles a construit un modèle de la société actuelle, un modèle qui néglige les fonctions accessoires et ne laisse subsister que la fonction essentielle : la fonction d'oppression. Mais Welles a aussi été plus loin. De même que ce qu'il y a de plus avancé dans la pensée moderne veut montrer l'interaction de l'oppression sociale et de l'oppression intérieure et subjective, de même Welles montre que tout individu est victime d'une double oppression : celle qu'exerce le système d'oppression social et celle qu'exerce le système d'oppression intérieur. Et de même que la pensée moderne dans ce qu'elle a de plus significatif par rapport à ce qui nous préoccupe veut montrer l'interrelation entre la domination par les hommes de leur vie collective et la domination par l'individu de sa propre existence individuelle, de même Welles associe, dans le *Procès*, le refus de l'oppression sociale et celui de l'oppression personnelle. Finalement il est encore faux de dire que ce qu'il y a de profond dans le film de Welles vient de ce qu'on y redécouvre les positions les plus avancées de la pensée d'aujourd'hui. Il faut plutôt dire que le *Procès* — comme les autres manifestations les plus avancées de la pensée — est profond et important à cause de la signification immédiate et concrète que ce film a pour tout homme et pour toute collectivité d'individus décidés à poser théoriquement et pratiquement le problème du sort des hommes, d'êtres possédant une subjectivité et vivant dans une société telle que la nôtre, c'est-à-dire dans un système d'oppression.

S. CHATEL.

A PROPOS DU « PETIT SOLDAT » DE JEAN-LUC GODARD.

A la fin du film, les gens ont sifflé. Ils étaient furieux : ils ne pouvaient pas s'identifier au héros, ce fils à papa comme il le dit lui-même, naïf ,qui se pose des problèmes, qui constamment se demande : « qu'est-ce qui est important ? » Quel imbécile, il se permet de crier, il expose tout au long du film sa quête, son désarroi,

avec une sincérité qu'on pardonnerait tout juste à un adolescent de 15 ans. Ne sait-il pas que tout cela ce sont des faux problèmes, que la seule chose à savoir c'est qu'il n'y a rien à savoir, rien à faire ? Le public est déçu, qui avait pu s'identifier autrefois avec le Belmondo d' *A bout de souffle,* du même Godard : celui-ci à vécu, il est cynique et désabusé, tendre cependant, et même s'il souffre c'est en silence, un pli amer au coin des lèvres. Toute la jeune génération avait trouvé en lui son héros.

L'idéal pour beaucoup de jeunes c'est un stoïcisme qu'ils se gardent bien d'appeler ainsi : ils rient de leurs problèmes, ils les nient et s'imaginent que c'est cela le courage. Ils font ce qu'ils peuvent, ils se composent une cuirasse. Parce que la société ne leur donne aucun moyen d'employer leur force, ils la retournent sur eux-mêmes et s'en servent pour tuer en eux la signification de mots tels que enthousiasme, idéal, ce qui est important.

Alors, quand sur l'écran, un garçon de leur âge se demande pendant deux heures ce qui est important et se bat avec les problèmes qu'eux n'ont vaincu qu'en se persuadant qu'ils n'existaient pas, ils deviennent furieux, ils le trouvent naïf et pédant.

Heureusement pour la tranquillité du public, le héros va finir par « mûrir » : il va finir par accepter. L'enfant naïf qui criait et se demandait ce qui est important va devenir « adulte ». Les brûlures que pendant la torture il supporte sans un mot, préfigurent-elles les brûlures moins physiques qu'il va apprendre à supporter de même ? C'est ce que semble annoncer la fin du film et la dernière phrase de Bruno, lorsque après avoir fini par tuer pour pouvoir partir avec la fille qu'il aime, il apprend qu'elle est morte torturée par sa bande à lui, cette phrase d'incroyable acceptation : « Il ne restait qu'une seule chose, apprendre à ne pas être amer, mais j'étais content car il me restait beaucoup de temps devant moi. »

Belle philosophie à laquelle nous sommes réduits, tout expliquer, tout comprendre, tout accepter, en souriant de ceux qui croient encore qu'il y a quelque chose à trouver. Rien à savoir, rien à faire, alors pourquoi se révolter ? La société n'a pas fini de distiller en nous cette philosophie d'impuissants et tant que nous n'en prendrons pas conscience, il n'y aura en effet rien à faire.

Quant à la critique de « gauche », elle n'a pu que « juger » le film et son héros à partir de critères politiques formels et abstraits, par exemple que le héros travaille avec et pour les fascistes, que les tortures sont pratiquées par les types du F.L.N., ou même que Godard entrelarde son film d'apophtegmes réactionnaires. Elle a été évidemment incapable de voir le noyau de vérité que contient le film, à savoir que le héros aurait pu tout aussi bien s'engager de l'autre côté (et il le dit), que son « fascisme » est complètement vide, qu'aucun des idéaux politiques couramment proposés ne peut satisfaire le besoin des jeunes pour une action qui possède un sens. A travers cette image qu'il offre d'une certaine jeunesse, et malgré aussi bien sa conclusion que les idées réactionnaires ou non de Godard, le film révèle finalement une image importante de la décomposition de la société contemporaine, à laquelle la « gauche » participe tout autant que la réaction. C'est pourquoi elle ne peut la souffrir. Il est à parier que, s'ils vivaient il y a un siècle, ces gens-là auraient déclaré Balzac complètement dépourvu d'intérêt, vue qu'il était royaliste et clérical.

Juliette FEUILLET.

UN CŒUR GROS COMME ÇA

Vous voulez faire du « cinéma de gauche », et avoir une bonne critique dans *L'Express* ou *France-Observation* ? La recette est simple : Prenez un noir, traitez-le de garçon sympathique, enregistrez tout ce qu'il dit, plaisanteries sans intérêt, remarques banales. Personne n'osera dire que votre noir n'a aucun intérêt, de peur de se

faire traiter de raciste. Faites saisir par une image d'une seconde à la fin du film que ce noir, qui est un boxeur, travaille aussi dans une usine, vous ferez vibrer la tripe sociale des critiques. Promenez votre caméra dans un sac, vous faites du cinéma-vérité, vous êtes à la page ; filmez les toits brumeux de Paris pendant que Léo Ferré chante, c'est la touche poétique. Au total, chacun reconnaîtra dans votre film les marques d'un esprit créateur et situé bien — c'est-à-dire à gauche.

On se paye notre tête. Qui est ce noir, qu'éprouve-t-il en arrivant à Paris, comment travaille-t-il, qui sont ses camarades, quels sont ses problèmes — en somme, quelle est *réellement* sa vérité — pas une image ne permet de l'effleurer.

Reichenbach avait pourtant commencé avec *L'Amérique insolite*, où l'on pouvait voir quelques images belles et violentes. Dommage.

« *CIEL PUR* »

Il paraît qu'il s'agit d'un essai de déstalinisation au cinéma, d'une manifestation du dégel. Pour nous le faire bien rentrer dans la tête, on montre un vrai dégel en couleurs, des glaces à perte de vue et le printemps qui commence.

Comme dans une majorité de films soviétiques, dans *Ciel Pur* aussi il est question de la guerre (ce qui donne lieu, soit dit en passant, à de très beaux mouvements de foules qui souffrent ou qui rient). Le retour incessant du cinéma russe à la guerre s'explique assez facilement ; outre le grandiose facile qu'elle permet, cette période a été ou peut être présentée comme celle de l'union du peuple contre un ennemi incontestable et féroce, une phase de socialisation positive sans problèmes intérieurs. Parler de la guerre permet d'esquiver les problèmes actuels, les événements qui se sont passés depuis et que le cinéma russe, tout « déstalinisé » qu'il soit, ne peut pas aborder.

Donc la guerre, puis le stalinisme (un stalinisme au passé, bien entendu), s'acharnent sur un couple : un aviateur et une toute jeune fille. Leur amour est simple et pur, comme le ciel où plane l'aviateur, comme les cœurs des jeunes filles des romans-feuilletons. Autour d'eux, le mélodrame tisse sa toile : mort, résurrection, déchéance du héros dans la boisson, mépris des conformistes, méfiance du parti. La fin du film c'est l'apothéose : le héros est convoqué à Moscou, sa femme l'attend dehors, inquiète. Il ressort au bout de quelques heures, du « Saint des Saints » auquel nous ne serons pas entrés, et montre à son aimée une magnifique croix militaire, symbole de la réhabilitation. Il va pouvoir s'envoler à nouveau.

Malheureusement on ne nous montre pas la scène où le comité local du parti, composé des mêmes hommes qui l'avaient rejeté, l'aurait accueilli avec de fraternelles accolades.

Mais on a tous compris que le Mauvais Dieu a été remplacé par un Bon, qui n'est que Justice et Amour. Amen.

LES LIVRES

RAISON D'ETAT OU ETAT DE LA DERAISON ?

Nos lecteurs trouveront dans *La Raison d'Etat*, de Pierre Vidal-Naquet (1) un recueil de tous les textes, arrêtés, décrets, circulaires qui ont défini l'orientation (ou les orientations) donnée à la répression pendant presque 8 ans en Algérie. C'est un instrument de travail utile. C'est aussi la responsabilité des hauts fonctionnaires et

(1) *Editions de Minuit, Collection « Documents », Paris* 1962.

de l'appareil dirigeant de la IVe et de la Ve Républiques démasquée, c'est encore une illustration frappante des incertitudes et de la confusion dans lesquelles l'insurrection algérienne a plongé l'Etat, et de la tendance chez ce dernier à surmonter ces incertitudes par l'usage de la violence. Pierre Vidal-Naquet fait précéder ces textes d'une longue introduction, où se trouvent situées les principales étapes de la répression en liaison avec les étapes de la situation en Algérie et en France.

A NOS LECTEURS

Nos difficultés financières ont encore une fois fait que ce numéro paraît avec un retard considérable. Répétons que la raison essentielle de ces difficultés répétées c'est qu'un trop grand nombre de lecteurs achètent la revue au numéro au lieu de s'abonner... Sur un numéro vendu par les Messageries (kiosques, gares, etc.) et payé par le lecteur 3 F., il nous revient en fait 0,40 ou 0,50 F. Le même numéro coûte à un abonné seulement 2,50 F. et ces 2,50 F. nous reviennent dans la pratique intégralement. Si tous les lecteurs qui actuellement achètent la revue au numéro s'abonnaient, la revue n'aurait pratiquement plus de problème financier. Nous invitons donc instamment les lecteurs au numéro de s'abonner. C'est leur intérêt matériel ; c'est essentiel pour la revue non seulement du point de vue financier, mais aussi pour assurer sa parution régulière, qui est très importante pour le développement de sa diffusion ; cela présente enfin pour les lecteurs la possibilité d'avoir, s'ils le désirent, des contacts plus étroits avec la revue car un abonné est convoqué à des cercles d'études, des réunions de travail, des conférences, etc.

Nous avons besoin de votre aide pour la diffusion de la revue. Faites connaître la revue autour de vous. Si vous achetez la revue au numéro noubliez pas de remplir et de nous envoyer la carte-réponse encartée dans ce numéro. Envoyez-nous des adresses de personnes qu'elle pourrait intéresser, nous leur enverrons des numéros spécimen. Indiquez-nous les librairies qui pourraient la mettre en vente. Utilisez pour cela les bulletins imprimés joints à la fin du numéro. Notez les nouveaux prix très avantageux que nous avons fixés, désormais, pour les volumes précédents et la collection complète de Socialisme ou Barbarie.

Nous avons besoin surtout de votre aide pour le contenu de la revue. Nous ne voulons pas être une revue qui n'exprime que les idées de son comité de rédaction, s'adressant à un public bienveillant et passif. Si vous êtes, même modérément, d'accord avec les idées exprimées dans la revue, alors vous êtes aussi d'accord pour dire qu'une revue doit être tout autant l'expression de ses lecteurs que de son comité de rédaction. Ecrivez-nous pour nous dire ce que vous pensez, ce qui se passe autour de vous, dans votre milieu de travail et de vie, quel qu'il soit. Vos lettres, textes ou témoignages seront publiés dans la revue.

CERCLES DE LECTEURS DE PROVINCE. — Des cercles d'amis de la revue existent déjà à Caen, Bordeaux, Le Mans, Lille, Lyon, Montpellier, Nîmes, Saint-Lô. Les lecteurs de ces régions qui voudraient y participer sont priés de nous écrire. D'autre part des abonnés d'Aix-en-Provence, Amiens, Besançon,

Grenoble, Marseille, Toulouse désirent entrer en contact avec des lecteurs de ces régions pour organiser des cercles de lecteurs. Prière d'écrire à la revue, qui transmettra.

« POUVOIR OUVRIER ». — Nous rappelons aux abonnés de la revue qu'ils peuvent recevoir « Pouvoir Ouvrier » en nous écrivant. Nous les invitons à nous indiquer les camarades qui pourraient s'y intéresser, et à faire des abonnés (2,50 F. pour 11 numéros par an).

LIBRAIRIES QUI VENDENT SOCIALISME OU BARBARIE

Nous donnons ci-dessous la liste des librairies qui vendent régulièrement notre revue dans la région parisienne :

Librairie du XX[e] Siècle, 185, boulevard Saint-Germain (VI[e]).
Librairie de Sciences-Po, 30, rue Saint-Guillaume (VII[e]).
Librairie Gallimard, 15, boulevard Raspail (VII[e]).
Librairie Croville, 20, rue de la Sorbonne (V[e]).
Librairie du Panthéon, 2, rue des Carmes (V[e]).
Librairie Rivière, 31, rue Jacob (VI[e]).
Librairie Le Divan, 37, rue Bonaparte (VI[e]).
Librairie L'Unité, angle boulevard Saint-Germain-Saint-Michel (VI[e]).
Librairie, 73, boulevard Saint-Michel (V[e]).
Presses Universitaires (PUF), boulevard Saint-Michel (V[e]).
Le Labyrinthe, 17, rue Cujas (V[e]).
Librairie Berlitz, 28 bis, rue Louis-le-Grand (II[e]).
Librairie Weill, 60, rue Caumartin (IX[e]).
L'Ami des Livres, 83, boulevard Saint-Michel (V[e]).
« Prismes », 168, boulevard Saint-Germain (VI[e]).

CHANGEMENT DE NOTRE ADRESSE :

Nous vous prions de noter notre nouvelle adresse :

SOCIALISME OU BARBARIE

22, rue Léopold-Bellan, PARIS (2[e])
Téléphone : CENtral **24-60**

SOUSCRIPTION PERMANENTE DE SOUTIEN A *SOCIALISME OU BARBARIE*

WANTIEZ	20 F.	MEYER	100 F.
PEOT	10 F.	PEREZ	15 F.
RECOUPE	20 F.	LAMIZET	15 F.
HERPEUX	20 F.	LE SCANFF	30 F.
RAFAL	10 F.	BESUS	20 F.
CHAMPEAUX	50 F.	BOREL	65 F.
SAINT-PAUL	5 F.	AUBERT P. P.	20 F.
LAUVERGNAT	50 F.		
Pauvel MEYER	5 F.		
BOURHIS	10 F.	Total	465 F.

" TRIBUNA SOCIALISTA "

Revue en langue espagnole

AU SOMMAIRE DU N° 4

Les difficultés du franquisme.	
Vers la fin de la dictature d'Oliveira Salazar.	
Eloge du Manifeste de Marx et Engels	Anibal Ponce
Le marxisme et la « cœxistence pacifique »	Serge Weinstock
Structure sociale de l'agriculture en Espagne	Juan Ramos
L'enseignement primaire en Espagne	F.L.P.
Le XXII[e] Congrès du P. C. de l'U.R.S.S.	Wilebaldo Solano
Pourquoi Staline a-t-il vaincu ?	Léon Trotski
La lutte pour le socialisme au Vénézuela	Domingo A. Rangel
La crise argentine	Silvio Frondizi
La question agraire au Brésil	Michael Lœwy
Deux livres sur la Révolution Espagnole	Martin Lain F. Manuel
L'Espagne et les pays de l'O.C.D.E.	Documents
Les bénéfices des grandes entreprises espagnoles.	

L'exemplaire : 2,50 F.

Conditions d'abonnement : Un an (six numéros)

France : 14 F. — Europe : 16 F. — Amérique : 4 dollars

Rédaction et Administration : 17, rue de Chaligny, Paris (XII[e])

Versements : Mme Vaillant, 1, avenue Général de Gaulle

La Garenne (Seine) — C.C.P. 8711-53, PARIS

" ETUDES "

SOMMAIRE — 5[e] année, n° 1

INTEGRATION EUROPENNE

Articles de
André PHILIP
Henri BRUGMANS
Alfred MOZER
André d'HONNEUX
EUROPEUS

POINTS DE VUE

Petru DUMITRIU — Alfred KANTOROWICZ

PANORAMA EST-EUROPEEN

Pavel TIGRID
G. GRIGOROFF
Georges HELTAI
François FEJTO

LIVRES

Abonnement annuel : 200 Fr. belges

publié par l'Institut Imre Nagy de Sciences Politiques

467, avenue Brugmann, Bruxelles-18[e]

NUOVA PRESENZA

Rivista trimestrale di cultura

a. IV — n. 4 (Inverno 1961-1962)

SOMMARIO

Testimonianze sul Portogallo.
Pier Angelo Soldini : Pagine di diaro (II).
Giovanni Raboni : Poesia americana, falsa avanguardia e altri appunti.
Sei giovani poeti americani : (George Starbuck Anne Sexton, Robert Bagg, Arthur Freeman, Robert Bly, Cid Corman).
Robert Rozdestvenskij, Gilberto Finzi, Franco Floreanini : Poesie.
Guido Seborga : Garibaldi senza miti nel centenario dell'Unità.
Marcello Gentili : Cattolici e cultura privata.
Recensioni e rubriche.
Direzione e Redazione : Corso Vercelli 23/25 = MILANO.
Amministrazione : Via Magenta 21 B = VARESE.
Un numéro : lire 300 (estero il doppio).

a. V — n. 5 (Primavera 1962)

Le prospettive del marxismo

Kostas Axelos : Thèses sur Marx.
Ilona Duczynska : Considerazioni sull'Ungheria 1956.
Erich Fromm : Il concetto di socialismo di Marx.
Paul Medow : Implusi etici e determinismo economico nel pensiero di Marx.
Istvan Meszaros : L'individuo e la collettività.
Edgar Morin : Crise du marxisme.
Karl Polanyi : Il pensiero sovietico in transizione.
Luciano Jolly : Una nota su Cuba : ideologia e rivoluzione.

I cattolici e il marxismo

Giuliano Gramigna : Cattolicesimo e marxismo.
Marcello Gentili : Condizioni per un dialogo tra cattolici e marxisti.
Direzione e Redazione : Corso Vercelli 23/25 = MILANO.
Amministrazione : Via Magenta 21 B = VARESE.
Questo numero : lire 600 (estero il doppio).
Abbonamento annuo : lire 1.100 (estero lire 1.800).
Versamenti sul c.c.p. 27/20090 intestato all'Amministrazione.
Sono ancora disponibili alcune copie di *Presenza.* Rivolgersi all'Amministrazione.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A " SOCIALISME OU BARBARIE "

M. .....

demeurant .....

à ..... département d .....

souscrit un abonnement de un an à *Socialisme ou Barbarie* :

— ordinaire
— soutien } (*supprimer la mention inutile*)

à partir du numéro ..... 196..

et verse la somme de .....

A ....., le ..... 196.....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 22, rue Léopold-Bellan, Paris (2e)
C.C.P. Paris 11987-19

Abonnement un an (4 numéros) ..... 10 F.
Abonnement de soutien ..... 20 F.
Abonnement étranger ..... 15 F.

AIDEZ NOTRE DIFFUSION

1. Je demande qu'on serve gratuitement un spécimen de *Socialisme ou Barbarie* à

M. .....

.....

2. Les librairies suivantes seraient susceptibles de vendre *Socialisme ou Barbarie* (librairies universitaires, de sciences sociales, ou vendant des revues culturelles ou politiques de gauche) :

Noms et adresses .....

.....

.....

.....

.....

COLLECTIONS DE VOLUMES
DE *SOCIALISME OU BARBARIE*

MM. .....

demeurant .....

à ..... département d .....

demande le(s) volume(s) suivant(s) de la collection complète de *Socialisme ou Barbarie* :

Volume I, nos 1-6, 608 pages.....
Volume II, nos 7-12, 464 pages..... } 3 F. le volume
Volume III, nos 13-18, 472 pages.....
Volume IV, nos 19-24, 1112 pages..... 6 F. le volume
Volume V, nos 25-30, 648 pages.....
La collection complète, 30 nos..... 20 F.

et verse la somme de .....

A ....., le ..... 196.....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 22, rue Léopold-Bellan, Paris (2e)
C.C.P. Paris 11987-19

PRESENCE AFRICAINE

REVUE CULTURELLE DU MONDE NOIR

Nouvelle série trimestrielle — N° 38, 3e trimestre 1961

SOMMAIRE

R. DEMONTS et F. PERROUX : Grande Firme — Petite Nation.
Basil DAVIDSON : Angola 1961.
Joseph KI ZERBO : Enseignement et culture africaine.

⁂

LA SOMALIE INDEPENDANTE

Articles, textes et poèmes de William Syad, Yassim Osman Kenadid, Francesco Franceschi, Yusuf Osman Samanter, Mohamed Warsema Ali, Mohamed Omar Giana, Kenadit Ahmed Yusuf, Mohamed Hassan Giasti, Mariam Yusuf Mohamud, Abdurahman Mohamed Hassan, Mohamed Osman Halane, F.A. Issah, Mohamed Aden Scke, Mohamed Ali Nur, Scek Mohamed Mohamud, Scerif Mohamed Eidarus, Mohamed Said Samantar, Amhed Abdy Yusuf et Salem Okonga.

⁂

Notes — Nouvelles de la S.A.C.

PRESENCE AFRICAINE

REVUE CULTURELLE DU MONDE NOIR

Nouvelle série trimestrielle — N° 40 — premier trimestre 1962

Liminaire

Nnamdi AZIKIWE : *L'avenir du Panafricanisme.*
Roger BASTIDE , *L'homme africain à travers sa religion traditionnelle.*
Immanuel WALLERSTEIN : *L'idéologie du P.D.G.*
Pierre CLEMENT : Patrice Lumumba (Stanleyville 1952-1953).
P. RIVENC et P. GUBERINA : *Projet en vue du développement de l'éducation des adultes en Afrique.*
Emile POSSOZ : *La magie des primitifs.*

⁂

Hommage à Frantz FANON

⁂

Vincent MONTEIL : *Problème d'éducation au Nigeria.*

⁂

Poèmes — Contes — Palabre — Nouvelles de la Société Africaine de Culture.

⁂

Conditions d'abonnement : UN AN (5 numéros).

France et communauté	20 F.
Etranger	23 F.
Abonnement de soutien	30 F.

Rédaction et Administration : 42, rue Descartes, PARIS-Ve

ODE 57-69 — C.C.P. PARIS 5936.25

INTERNATIONAL SOCIALISM

8. Spring, 1962.

Campaign for Nuclear Disarmament.
The Bristish Labour Movement and the Common Market.
Planning in Capitalism.
J. Kincaid : Racialism and the Workers.
Gerhard Lux : Socialism in the German Labour Movement.
Left Reformism : K. Coates.
Reviews, Poems, etc.

1.50 F. per copy from : 47, Fitzroy Rd., London, NW 1.
5 F. per year. Back copies available.

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE ROUENNAISE (S.-M.)
DÉPOT LÉGAL 1er TRIMESTRE 1963

TABLE DES MATIÈRES

Jean-François LYOTARD : L'Algérie évacuée 1
Claude MARTIN : La jeunesse étudiante 44
Témoignages étudiants : La vie de l'étudiant (Richard Dechamp). La situation de l'étudiant (Dionys Gautier) 57
Alain GÉRARD et Marc NOIRAUD : L'éducation sexuelle en U.R.S.S. 63
LE MONDE EN QUESTION :
Les actualités : La simplification de la vie politique en France - Fissures dans le bloc occidental - La crise cubaine - Le conflit sino-soviétique - Accélération et contradictions du dégel en U.R.S.S. - Les crises dans les pays décolonisés. Les films : *Le Procès, Ciel Pur, Un Cœur gros comme ça.* A propos du *Petit Soldat.* — P. VIDAL-NAQUET : *La raison d'Etat.*
par P. CANJUERS, S. CHATEL, Jean DELVAUX, Juliette FEUILLET, J.-F. LYOTARD, Claude MARTIN 72

Quelques textes publiés dans
SOCIALISME OU BARBARIE

Socialisme ou Barbarie (N° 1).
L'ouvrier américain, par Paul ROMANO (N°s 1 à 6).
Les rapports de production en Russie, par Pierre CHAULIEU (N° 2).
La bureaucratie yougoslave, par Pierre CHAULIEU et Georges DUPONT (N°s 5 et 6).
Machinisme et prolétariat, par Philippe GUILLAUME (N° 7).
Le stalinisme en Allemagne orientale, par Hugo BELL (N°s 8 et 9).
La vie en usine, par Georges VIVIER (N°s 11 à 17).
Le problème du journal ouvrier, par D. MOTHÉ (N° 17).
Les luttes ouvrières en 1955 (N° 18).
Le totalitarisme sans Staline, par Claude LEFORT (N° 19).
La révolution hongroise (N° 20).
La bureaucratisation en Pologne (N° 21).
Sur le contenu du socialisme, par Pierre CHAULIEU (N°s 17, 22, 23).
L'usine et la gestion ouvrière, par D. MOTHÉ (N° 22).
Révolution et contre-révolution en Chine, par P. BRUNE (N° 24).
La crise française et le Gaullisme (N° 25).
Prolétariat et organisation, par Paul CARDAN (N°s 27 et 28).
Le contenu social de la lutte algérienne, par Jean-François LYOTARD (N° 29).
Les ouvriers et la culture, par D. MOTHÉ (N° 30).
La perspective révolutionnaire sous le capitalisme moderne, par Paul CARDAN (N°s 31, 32 et 33).
Les grèves belges (N° 32).
Les jeunes générations ouvrières, par D. MOTHÉ (N° 33).

Cent cinquante ans de « progrès » et de « démocratie » ont fourni la preuve que toutes les réformes qu'on pourra appliquer au régime capitaliste ne changeront pas la situation réelle du travailleur. L'amélioration du pouvoir d'achat ouvrier, obtenue par des luttes incessantes, est compensée par l'augmentation continue des besoins, et surtout elle est durement payée par l'accélération et l'intensification permanente du travail, par la transformation de l'ouvrier ou de l'employé en automate. Les droits politiques et autres conquis par les ouvriers n'empêchent pas que la société continue à être dominée par une classe privilégiée de capitalistes et de grands bureaucrates, qui la dirigent dans leurs propres intérêts.

La bureaucratie inamovible qui dirige les partis et syndicats réformistes fait partie du régime, elle utilise les luttes ouvrières pour se tailler une place dans sa gestion. La bureaucratie « communiste » veut utiliser les luttes ouvrières pour établir un régime de type russe, trompeusement intitulé « socialiste », où les dirigeants de l'Etat et de l'économie prennent la place des patrons privés cependant que la situation réelle du travailleur reste inchangée.

Les travailleurs ne seront libérés de l'oppression et de l'exploitation que lorsque leurs luttes aboutiront à instaurer une société *véritablement socialiste*, où les *Conseils de travailleurs* auront tout le pouvoir, où la production et l'économie seront soumises à la *gestion ouvrière*. La seule voie conduisant à une société socialiste, c'est *l'action autonome et consciente des masses travailleuses*, non pas le coup d'Etat d'un parti bureaucratique et militarisé qui instaure sa propre dictature.

Pour défendre ces idées et les diffuser dans la classe ouvrière, une nouvelle organisation révolutionnaire est nécessaire, qui sera basée sur la *démocratie prolétarienne*. Les militants n'y seront plus des simples exécutants au service d'une bureaucratie dirigeante, mais détermineront eux-mêmes l'orientation et l'activité de l'organisation sous tous ses aspects. L'organisation ne visera pas à diriger la classe et à s'imposer à elle, mais sera un *instrument* de sa lutte.

Ces idées, exprimées depuis 1949 dans la revue *Socialisme ou Barbarie*, et dans son supplément mensuel *Pouvoir Ouvrier*, forment la base de l'organisation *Pouvoir Ouvrier* en France. Des groupes fondés sur les mêmes conceptions existent en Angleterre (*Socialism Reaffirmed*) et en Italie (*Unità Proleteria*).

3 Fr. Le Gérant : P. ROUSSEAU